

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

Barclays Bank Ireland PLC

Société de droit irlandais

Siège social : One Molesworth Street, Dublin 2, Irlande, D02 RF29

Immatriculation en Irlande sous le N° 396330

Succursale en France : **BARCLAYS BANK Ireland PLC**

Siège : 34/36 Avenue De Friedland 75008 PARIS

842 837 080 R.C.S. PARIS

Comptes annuels au 31 décembre 2024**Rapport du Commissaire aux comptes indépendant à l'attention du membre de Barclays Bank Ireland PLC****OPINION**

Nous avons procédé à l'audit des états financiers de Barclays Bank Ireland PLC (« la Société » et de ses entreprises consolidées (« le Groupe ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 figurant aux pages 233 à 302 du paquet de déclarations bbi-2024-12-31-0-en.zip, qui comprend le compte de résultat consolidé et celui de la société, l'état du résultat global consolidé et celui de la société, le bilan consolidé et celui de la société, l'état consolidé des variations des capitaux propres et celui de la société, le tableau des flux de trésorerie consolidés et celui de la société ainsi que les notes y afférentes, y compris les principales méthodes comptables présentées à la note 1.4 et comme décrit dans chacune des notes annexes sous-jacentes. Certaines informations à fournir ont été présentées dans l'analyse des risques du Rapport annuel au lieu de l'annexe aux états financiers. Celles-ci sont intégrées aux états financiers par renvoi et sont identifiées comme auditées.

Le cadre d'information financière appliqué pour la préparation est le droit irlandais qui, en ce qui concerne les états financiers du Groupe, comprend notamment le Règlement délégué 2019/815 de la Commission concernant le format électronique unique de déclaration (ES EF) et les IFRS adoptées par l'Union européenne et, en ce qui concerne les états financiers de la société, est appliqué conformément aux dispositions de la Loi sur les sociétés de 2014.

Selon nous :

- les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Groupe et de la Société au 31 décembre 2024 ainsi que du résultat de l'exercice du Groupe clos à cette date ;
- les états financiers du Groupe ont été correctement préparés conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne ;
- les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux IFRS adoptées par l'Union européenne, telles qu'appliquées conformément à la Loi sur les sociétés de 2014 ; et
- les états financiers du Groupe et de la Société ont été correctement préparés conformément aux exigences de la Loi sur les sociétés de 2014 et, en ce qui concerne les états financiers du Groupe, à l'article 4 du règlement IAS.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales d'audit (Irlande) (« ISA (Irlande) ») et à la législation en vigueur. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites plus en détail à la section Responsabilités du commissaire aux comptes de notre rapport. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et adéquats pour fonder notre opinion. Notre opinion d'audit est conforme à notre rapport au Comité d'Audit du Conseil d'administration.

Nous avons été désignés commissaires aux comptes par les administrateurs le 24 avril 2017. La période d'engagement totale sans interruption porte sur les huit exercices financiers clos le 31 décembre 2024. Nous nous sommes acquittés de nos responsabilités déontologiques en vertu des exigences de conduite éthique en Irlande et demeurons indépendants du Groupe conformément à ces exigences, y compris la norme éthique émise par l'Irish Auditing and Accounting Supervisory Authority (« IAASA »), telle qu'elle s'applique aux entités d'intérêt public. Aucun service interdit au sens de cette norme, en dehors de cette norme, n'a été fourni.

Conclusions relatives à la continuité de l'exploitation

Dans le cadre de notre audit des états financiers, nous avons conclu que l'utilisation par les administrateurs de la méthode comptable fondée sur le principe de la continuité de l'exploitation pour la préparation des états financiers était adéquate. Notre évaluation de l'appréciation par les administrateurs de la capacité du Groupe et de la Société à poursuivre l'application de la convention comptable de continuité de l'exploitation s'est appuyée sur les éléments suivants :

• Nous avons mis à profit les informations dont nous disposons sur le Groupe et la Société et notre connaissance du secteur des services financiers et de l'environnement économique général pour identifier les risques inhérents au modèle économique et analyser la manière dont ces risques pouvaient affecter les ressources financières du Groupe et de la Société ou sa capacité à poursuivre ses activités pendant la période de continuité de l'exploitation. Les risques que nous avons jugés les plus susceptibles d'affecter négativement les ressources financières disponibles du Groupe et de la Société sur cette période sont les suivants :

– la disponibilité du financement et des liquidités en cas de scénario de stress à l'échelle du marché ; et

– l'impact du ralentissement économique sur les exigences de fonds propres réglementaires.

• Nous avons également examiné si ces risques pouvaient affecter de manière tangible la disponibilité des ressources financières pendant la période de continuité de l'exploitation en comparant les scénarios baissiers graves, mais plausibles, susceptibles de résulter de ces risques individuels et collectifs par rapport au niveau de ressources financières disponibles indiqué par les prévisions financières du Groupe et de la Société.

Sur la base des travaux que nous avons réalisés, nous n'avons pas identifié d'incertitude significative liée à des événements ou conditions susceptibles, individuellement ou collectivement, de mettre en doute de manière significative la capacité de la Société ou du Groupe à poursuivre son exploitation pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date d'autorisation d'émission des états financiers.

Nous avons constaté que les hypothèses associées à l'utilisation de la méthode comptable de la continuité de l'exploitation, présentées dans la note 1.3, étaient raisonnables. Nos responsabilités et les responsabilités des administrateurs en matière de continuité de l'exploitation sont décrites dans les sections pertinentes du présent rapport.

Détecter les irrégularités, y compris la fraude

Nous avons identifié les domaines législatifs et réglementaires dont on pouvait raisonnablement s'attendre à ce qu'ils aient un effet significatif sur les états financiers et les risques d'anomalies significatives provenant de fraudes en nous appuyant sur notre connaissance du secteur d'activité de l'entité, de l'environnement réglementaire et d'autres facteurs externes et en nous renseignant auprès des administrateurs. En outre, nous avons accompli les démarches suivantes d'évaluation des risques :

• nous avons posé des questions au Comité d'audit du Conseil d'administration et à la Direction générale au sujet des politiques et procédures du Groupe en matière de conformité aux lois et réglementations et de l'identification, l'évaluation et la reddition de comptes sur les litiges et réclamations ainsi que sur leur connaissance de cas de non-conformité ou de litiges ou réclamations ;

• nous avons posé des questions au Comité d'Audit du Conseil d'Administration, à l'Audit interne et à la Direction générale au sujet de la documentation relative aux politiques et procédures générales du Groupe visant à prévenir et à détecter la fraude et avons inspecté la documentation, notamment celle de la fonction d'Audit interne. Nous leur avons posé des questions sur la procédure de « langage d'alerte » du Groupe et leur avons demandé s'ils avaient eu connaissance d'une fraude avérée, suspectée ou présumée ;

• nous avons demandé au Comité d'audit du Conseil d'administration et à l'audit interne quelle était son évaluation du risque que les états financiers comportent des anomalies significatives en raison d'irrégularités, y compris de fraudes ;

• nous avons inspecté les échanges importants du Groupe avec les autorités de réglementation ;

• nous avons lu les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration, du Comité d'audit du Conseil d'administration et des autres comités du Conseil d'administration ; et

• nous avons mis en œuvre des procédures analytiques de planification pour identifier toute relation habituelle ou inattendue.

Nous avons évoqué les lois et réglementations identifiées, les facteurs de risque de fraude et la nécessité de rester vigilants au sein de l'équipe d'audit. L'équipe d'audit du Groupe a notamment communiqué aux Composants les lois et réglementations applicables et tout risque de fraude identifié au niveau du Groupe, et demandé aux équipes d'audit des Composants de signaler à l'équipe d'audit du Groupe tout cas de fraude susceptible de donner lieu à une anomalie significative au niveau du Groupe.

Premièrement, le Groupe est soumis à des lois et réglementations qui affectent directement les états financiers, y compris la législation sur les sociétés, la législation sur l'information financière et la législation fiscale. Nous avons apprécié le degré de conformité à ces lois et réglementations dans le cadre de nos procédures sur les éléments des états financiers y afférents, notamment en évaluant les informations fournies dans les états financiers.

D'autre part, le Groupe est soumis à de nombreux autres lois et règlements dont le non-respect pourrait avoir une incidence significative sur les montants ou informations figurant dans les états financiers, par exemple en cas d'amende, de litige ou de perte de l'agrément du Groupe. Nous avons identifié les domaines suivants comme étant les plus susceptibles d'avoir une telle incidence : les fonds propres et réserves de liquidités réglementaires, les autres lois et réglementations bancaires, les règles de conduite des clients, le blanchiment d'argent, les listes de sanctions et

la criminalité financière, les réglementations relatives aux abus de marché et certains aspects de la législation des sociétés reconnaissant le caractère financier et réglementé des activités du Groupe.

Les normes d'audit réservent les procédures d'audit requises pour identifier le non-respect de ces lois et règlements non-directs aux enquêtes du Comité d'audit du Conseil et aux hauts dirigeants et à l'inspection de la correspondance réglementaire et juridique, le cas échéant. Au fil de ces procédures, nous avons identifié une non-conformité avérée ou suspectée et avons évalué leurs effets sur les postes des états financiers concernés.

La non-conformité avérée ou présumée identifiée n'était pas suffisamment significative pour notre audit pour que notre réponse soit identifiée comme un point clé de l'audit.

Nous avons évalué les événements ou situations qui pourraient indiquer une incitation ou une pression à commettre une fraude ou offrir une opportunité de commettre une fraude. Conformément aux normes d'audit, nous avons mis en œuvre des procédures pour faire face au risque de contournement des contrôles par la direction. Dans le cadre de cet audit, nous ne pensons pas qu'il existe de risque de fraude lié à la comptabilisation des produits. Nous avons identifié des risques de fraude concernant les provisions pour dépréciation du Groupe sur les prêts et avances au coût amorti, y compris les éléments hors bilan (en particulier l'identification et la quantification des prêts de gros de stade 3), l'évaluation des instruments financiers détenus à la juste valeur (en particulier les paramètres de valorisation non observables dans les instruments de juste valeur de niveau 3) et l'existence et l'exactitude de dérivés bilatéraux de gré à gré non confirmés.

De plus amples détails concernant l'évaluation des instruments financiers détenus à leur juste valeur (données d'entrée non observables pour les instruments de juste valeur de niveau 3) sont fournis dans les informations clés relatives aux questions d'audit présentées dans le présent rapport.

En réponse aux risques de fraude, nous avons également mis en œuvre des procédures comprenant :

- l'identification des écritures comptables et autres ajustements à tester pour tous les composants du périmètre sur la base de critères de risque et la comparaison des écritures identifiées avec les pièces justificatives ;
- l'évaluation de l'objet commercial des opérations inhabituelles significatives ;
- l'évaluation des estimations comptables significatives en vue de détecter les biais ; et
- l'appréciation des informations fournies dans les comptes annuels.

Dans la mesure où la Société est réglementée, notre évaluation des risques implique de prendre connaissance du cadre juridique et réglementaire dans lequel la Société opère et de prendre connaissance de l'environnement de contrôle, y compris des procédures mises en œuvre par l'entité pour se conformer aux exigences réglementaires.

En raison des limites inhérentes à l'audit, il existe un risque inévitable que nous n'ayons pas détecté certaines anomalies significatives dans les états financiers, même si nous avons correctement planifié et réalisé notre audit conformément aux normes d'audit. Par exemple, plus le lien entre le non-respect des lois et règlements (irrégularités) et les transactions reflétées dans les états financiers est ténu, moins les procédures intrinsèquement limitées requises par les normes d'audit sont capables de l'identifier.

En outre, comme pour tout audit, le risque de non-détection des anomalies demeure en cas de collusion, de falsification, d'omission intentionnelle, de fausse déclaration ou d'écart des contrôles internes. Nous ne sommes pas responsables de la prévention des non-conformités et ne saurions être tenus de détecter le non-respect de toutes lois et réglementations.

Questions d'audit clés : notre évaluation des risques d'anomalies significatives

Les questions d'audit clés sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, se sont avérées les plus importantes dans le cadre de notre audit des états financiers et comprennent les risques d'anomalies significatives considérés comme les plus importants (que ces anomalies proviennent ou non de fraudes) identifiés par nous, y compris ceux qui ont le plus d'effet sur : la stratégie d'audit globale, l'affectation des ressources à l'audit et l'orientation des efforts de l'équipe de mission. Ces questions, qui ont été abordées dans le contexte de notre audit des états financiers dans leur ensemble, nous ont permis de nous faire une opinion sur ces comptes, et nous n'exprimons pas d'opinion distincte à ce sujet.

Au cours de l'exercice précédent, nous avons identifié un point clé de l'audit concernant les ajustements qualitatifs significatifs relatifs aux provisions pour dépréciation des prêts et avances au coût amorti. Les ajustements post-modèle (« APM ») en 2024 visent à traiter les limites connues du modèle qui sont récurrentes et ne sont pas subjectives par nature. Nous n'avons donc pas considéré cela comme l'un des risques les plus importants dans notre audit de l'exercice en cours et ne l'avons pas identifié séparément dans notre rapport de cette année.

Pour parvenir à notre opinion d'audit ci-dessus, les questions d'audit clés, par ordre décroissant d'importance dans le cadre l'audit, étaient les suivantes :

La question d'audit clé		La manière dont la question a été traitée dans notre audit
<p>Provisions pour dépréciation sur prêts et avances au coût amorti, y compris éléments de hors bilan</p> <p>31 décembre 2024 : 384 M€</p> <p>31 décembre 2023 : 475 M€</p> <p>Veuillez consulter la note 8 (politique comptable) et l'analyse des risques aux pages 156 à 201 (informations financières)</p>	<p>L'estimation des pertes de crédit attendues (« PCA ») sur les instruments financiers implique l'utilisation d'hypothèses et d'estimations complexes. Les principaux domaines dans lesquels la direction, selon nous, a dû exercer un niveau d'appréciation important et, par conséquent, ceux sur lesquels notre audit s'est particulièrement concentré dans le cadre de l'estimation des PCA par le Groupe sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Estimations des modèles ; et • Caractère adéquat des scénarios économiques. <p>Estimations des modèles</p> <p>La modélisation et les hypothèses discrétionnaires sont inhérentes à l'estimation des PCA, ce qui implique la détermination de probabilités de défaut (« PD »), des PCD et des expositions en cas de défaut (« ECD ») ou un substitut adéquat. Les PCA peuvent s'avérer inadéquates si certains modèles ou hypothèses sous-jacents ne sont pas en mesure de prévoir avec précision les défauts ou recouvrements au fil du temps, ne correspondent pas à l'expérience du secteur ou ne reflètent pas le risque de crédit des actifs financiers. Par conséquent, certains modèles et hypothèses des modèles IFRS 9 constituent les principaux facteurs de complexité et d'incertitude dans le calcul des estimations des PCA par le Groupe.</p> <p>Scénarios économiques</p> <p>La norme IFRS 9 impose au Groupe d'évaluer les PCA sur une base prospective impartiale reflétant une série de conditions économiques futures. Un jugement significatif de la direction est appliqué pour déterminer les scénarios économiques prospectifs utilisés comme intrants pour calculer les PCA, les pondérations de probabilité associées aux scénarios et les principales variables économiques qui déterminent les scénarios. Il existe également un niveau élevé de complexité des modèles utilisés pour calculer les pondérations de probabilité.</p>	<p>Nos procédures d'audit comprenaient les points suivants :</p> <p>Evaluation des risques :</p> <p>Nous avons mis en œuvre des procédures détaillées d'évaluation des risques sur l'ensemble des prêts et avances au coût amorti, y compris les éléments hors bilan, dans les états financiers du Groupe. Dans le cadre de ces procédures d'évaluation des risques, nous avons identifié les portefeuilles présentant un risque d'anomalies significatives, y compris ceux résultant d'appréciations significatives sur l'estimation des PCA, que ce soit en raison des intrants, des méthodes ou des hypothèses.</p> <p>Les tests de contrôle :</p> <p>Nous avons effectué des examens de bout en bout pour identifier les principaux systèmes, applications et contrôles utilisés dans les processus PCA. Nous avons testé les contrôles manuels, les contrôles informatiques généraux et les contrôles applicatifs pertinents sur les principaux systèmes utilisés dans le processus PCA.</p> <p>Les principaux aspects de nos tests de contrôle consistaient à évaluer la conception et la mise en œuvre et à tester l'efficacité opérationnelle des principaux contrôles sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'exhaustivité et l'exactitude des principaux intrants des modèles de dépréciation IFRS 9 ; • l'application des critères de répartition entre les stades ; • la validation, la mise en œuvre et le suivi des modèles ; • la sélection et la mise en œuvre des variables économiques et les contrôles sur la sélection et les probabilités des scénarios économiques ; et • les examens de crédit qui déterminent la notation du risque client sur une population de clients de gros, incluant les dépréciations évaluées une par une. <p>Nos tests de modèles de risque financier : Nous avons fait appel à nos propres spécialistes de la modélisation des risques financiers dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • évaluation des méthodologies de dépréciation IFRS 9 du Groupe ; • évaluer le caractère approprié de certaines hypothèses en examinant la méthodologie documentée par la direction pour estimer ces hypothèses et en reproduisant les travaux de la direction conformément à la méthodologie documentée ; nous n'avons donc pas considéré cela comme l'un des risques les plus significatifs dans le cadre de notre audit de l'exercice en cours et ne l'avons pas identifié séparément dans notre rapport de cette année. • inspection du code du modèle, le calcul de certains composants du modèle PCA afin d'évaluer sa cohérence avec la méthodologie de modèle du Groupe ;

		<ul style="list-style-type: none"> • l'évaluation d'une sélection de modèles modifiés ou mis à jour au cours de l'année afin de déterminer si les changements (y compris le code du modèle mis à jour) étaient adéquats en évaluant la méthodologie mise à jour du modèle par rapport à la norme comptable applicable ; • l'évaluation et la réalisation, pour une sélection de modèles, d'une nouvelle évaluation du caractère raisonnable des prédictions du modèle en les comparant aux résultats réels et en évaluant les différences qui en découlent ; • évaluer les résultats du modèle en comparant les résultats de la direction avec ceux obtenus lorsque nous mettions en œuvre les modèles de manière indépendante, parallèlement à un examen du code afin d'évaluer la pertinence de la mise en œuvre du code du modèle par la direction ; et • la vérification indépendante des calculs d'une série d'hypothèses de modèles en utilisant des données plus récentes pour certains portefeuilles. Cela nous a permis d'élaborer une fourchette pour les PCA qui est comparée à l'estimation de points de la direction.
	<p>Les informations relatives à l'application par le Groupe de la norme IFRS 9 aux sujets susmentionnés spécifiquement sont essentielles pour expliquer les principaux domaines d'appréciation et paramètres significatifs des résultats des PCA IFRS 9.</p> <p>Pour les motifs exposés ci-dessus, l'équipe de mission a déterminé que ce point était un point clé de l'audit.</p>	<p>Scénarios économiques : Nous avons sollicité nos propres spécialistes économiques pour nous aider à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • évaluer le caractère raisonnable de la méthodologie et des modèles du Groupe afin de déterminer les scénarios économiques retenus et les pondérations de probabilité qui leur sont appliquées ; • procéder à un nouveau calcul des pondérations de probabilité appliquées aux scénarios économiques et obtenir une estimation indépendante des pondérations des scénarios à l'aide de la variable du PIB de l'UE ; • évaluer les variables économiques clés, ce qui nécessitait de comparer des variables économiques clés à des sources externes ; et • évaluer le caractère raisonnable global des prévisions économiques en comparant les prévisions du Groupe au consensus du marché, le cas échéant, ou à nos propres prévisions modélisées. <p>Tests de détail : Les autres aspects importants de nos tests substantiels, en plus de ceux énoncés ci-dessus, ont concerné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les tests d'échantillons sur les principales données de calcul des PCA pour étayer la documentation et les données de marché, le cas échéant ; et • la sélection d'un échantillon de vérifications de crédit afin d'évaluer le caractère raisonnable des notations de risque des clients en remettant en question les principales appréciations et en examinant les preuves contradictoires qui tendent à les infirmer. <p>Evaluation de la transparence : Nous avons vérifié si les informations déclarées fournissaient des renseignements adéquats et étaient propres à résoudre l'incertitude</p>

		<p>affectant la détermination des PCA. Dans ce cadre, nous avons évalué les informations relatives à l'analyse de sensibilité. En outre, nous avons évalué si la divulgation des principales appréciations et hypothèses était suffisamment claire.</p> <p>Nos résultats :</p> <p>Nous avons constaté que les principales appréciations utilisées par la direction pour déterminer la charge de PCA, la provision comptabilisée et les informations y afférentes, l'application des PMA et l'utilisation de scénarios économiques étaient raisonnables.</p>
<p>Evaluation des instruments financiers détenus à la juste valeur - données d'évaluation non observables et complexes dans les instruments de juste valeur de niveau 3 et complexité de tarification associée aux instruments de juste valeur de niveau 2 plus difficiles à évaluer</p> <p>Instruments de niveau 2* : 31 décembre 2024 : 69 450 M€ d'actifs ; 62 980 M€ de passifs</p> <p>31 décembre 2023 : 66 784 M€ d'actifs ; 66 659 M€ de passifs</p> <p>Instruments de niveau 3 : 31 décembre 2024 : 736 M€ d'actifs ;</p> <p>Passif de 233 millions €</p> <p>31 décembre 2023 : 712 M€ d'actifs ; 202 M€ de passifs</p> <p><i>*La question d'audit clé identifiée porte sur un portefeuille de produits dérivés au sein de ce solde et sur certains ajustements de crédit et de financement apportés aux valorisations des dérivés, que nous avons jugés plus difficiles à valoriser.</i></p> <p>Veuillez consulter la note 16 (politique comptable et informations financières)</p>	<p>Valorisation subjective</p> <p>La juste valeur des instruments financiers du Groupe est déterminée par l'application de techniques de valorisation qui peuvent obliger la direction à exercer un niveau d'appréciation important en ce qui concerne le choix des méthodes et modèles de valorisation, les paramètres de valorisation et les ajustements de prix post-modèle, y compris les ajustements de juste valeur (FVA) et les ajustements de crédit et de financement collatéraux (conjointement dénommés XVA).</p> <p>Lorsque des intrants de prix importants ne sont pas observables, la direction dispose d'une quantité limitée de données de marché fiables et pertinentes pour déterminer la juste valeur et, par conséquent, l'incertitude d'estimation peut s'avérer élevée. Ces instruments financiers sont classés en niveau 3, la direction ayant mis en place des contrôles sur la frontière entre les positions de niveau 2 et les positions de niveau 3. Notre risque d'audit significatif pour les portefeuilles de niveau 3 est donc principalement dû à ces résultats non observables.</p> <p>En outre, les portefeuilles de niveau 2 peuvent présenter une certaine complexité en termes de valorisation, notamment lorsque les techniques de modélisation de la valorisation entraînent des limites importantes ou lorsqu'il existe une incertitude accrue quant au choix d'une méthode de valorisation adéquate. Par conséquent, plusieurs méthodes de valorisation pourraient être utilisées pour ce produit sur l'ensemble du marché.</p> <p>Nous avons identifié deux domaines de complexité à cet égard :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un portefeuille de dérivés que nous avons considéré comme un instrument financier de niveau 2 plus difficile à évaluer en raison d'un élément de complexité de modélisation associé au produit ; et 	<p>Nos procédures incluait :</p> <p>Evaluation des risques : Nous avons mis en œuvre des procédures d'évaluation des risques granulaires et détaillées sur l'ensemble des soldes des états financiers du Groupe au cours de la période d'audit (c'est-à-dire tous les instruments financiers détenus par le Groupe et la Société mère à la juste valeur). Dans le cadre de ces procédures d'évaluation des risques, nous avons identifié les portefeuilles et intrants de valorisation associés qui présentent un risque d'anomalies significatives, y compris celles résultant d'appréciations significatives sur la valorisation, soit en raison d'intrants non observables, soit en raison de modèles complexes.</p> <p>Les tests de contrôle : Ayant assisté aux réunions du comité de valorisation de la direction tout au long de l'année, nous avons observé des discussions et des questions sur les thèmes relatifs à la valorisation, y compris les éléments liés à la valorisation de certains instruments financiers difficiles à valoriser et enregistrés à la juste valeur.</p> <p>Nous avons effectué des examens de bout en bout pour identifier les principaux systèmes, applications et contrôles utilisés dans les processus de valorisation. Nous évalué et testé l'efficacité de la conception, de la mise en œuvre et de l'efficacité opérationnelle des contrôles clés utilisés dans les processus de valorisation relatifs à ces portefeuilles spécifiquement.</p> <p>Les principaux aspects de nos tests de contrôle consistaient à évaluer la conception et à tester l'efficacité opérationnelle des principaux contrôles sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la vérification indépendante des prix (VIP), effectuée par une fonction de contrôle, pour les principaux paramètres de prix du marché, y compris le contrôle de l'exhaustivité des positions et des données de valorisation soumises à la VIP ainsi que le contrôle des données non observables qui ne font pas l'objet d'une vérification des prix ; • les FVA, y compris les ajustements de sortie (pour valoriser le portefeuille au prix acheteur ou vendeur) et réserves de défaut des modèles pour faire face aux limites des modèles et aux XVA ; • la validation, l'exhaustivité, la mise en œuvre et l'utilisation de modèles de valorisation significatifs. Cela comprend les contrôles de l'évaluation des limites et des hypothèses du modèle ; et

	<ul style="list-style-type: none"> certains ajustements de XVA apportés aux valorisations des dérivés non collatéralisés et partiellement collatéralisés. <p>Ces questions ont pour effet que, dans le cadre de notre évaluation des risques, nous avons déterminé que l'estimation subjective de la juste valeur de certains portefeuilles et notamment des portefeuilles de niveau 2 difficiles à évaluer présentait un degré élevé d'incertitude d'estimation, avec un éventail potentiel de résultats raisonnables supérieur à nos niveaux de matérialité pour l'ensemble des états financiers. Les états financiers (note 16) présentent la sensibilité des portefeuilles de niveau 3 estimée par le Groupe.</p> <p>Pour les portefeuilles de niveau 3, les informations sont essentielles pour expliquer les techniques de valorisation, les principales appréciations, les hypothèses et les intrants significatifs.</p> <p>Pour les motifs exposés ci-dessus, l'équipe de mission a déterminé que ce point était un point clé de l'audit.</p>	<ul style="list-style-type: none"> l'évaluation de l'observabilité d'un produit et de ses intrants non observables. <p>Nouveaux calculs indépendants :</p> <p>Avec l'aide de nos propres spécialistes de la valorisation, nous :</p> <ul style="list-style-type: none"> avons réévalué de manière indépendante une sélection d'opérations ; et avons remis en question le caractère adéquat des modèles et méthodes importants utilisés pour calculer la juste valeur, les expositions au risque et les JVA, y compris en les comparant avec les pratiques du secteur. <p>Recherche de preuves contradictoires : Pour une sélection de différends sur les sûretés identifiés dans le cadre des contrôles de la direction, nous avons remis en question la valorisation de cette dernière lorsque l'on observait des différences importantes de juste valeur avec l'acteur de marché de l'autre côté de l'opération. Nous avons également utilisé les données relatives aux différends sur les sûretés pour identifier les instruments financiers à la juste valeur présentant des différences importantes de juste valeur par rapport aux contreparties de marché et les avons sélectionnés pour les réévaluer de manière indépendante.</p> <p>Contrôle des mouvements : Nous avons contrôlé les revenus des opérations de trading sur les positions de niveau 3 afin d'évaluer si les gains ou pertes significatifs générés étaient conformes aux normes comptables.</p> <p>Comparaison historique : Nous avons procédé à un examen rétrospectif en vérifiant les plus et moins-values significatives sur une sélection de nouveaux instruments financiers à la juste valeur, les sorties de positions et les restructurations tout au long de la période d'audit et déterminé si ces points de données contenaient des éléments de juste valeur non pris en compte dans les méthodologies de valorisation actuelles. Nous avons également vérifié les mouvements d'intrants non observables tout au long de la période afin de contrôler si le gain ou la perte généré était adéquat.</p> <p>Evaluation de la transparence : Pour les instruments financiers de niveau 3, nous avons évalué la pertinence des informations fournies au regard de l'incertitude liée aux estimations, y compris les informations sur la sensibilité, et dans le contexte des normes comptables applicables.</p> <p>Nos résultats : Nous avons constaté que les hypothèses subjectives retenues concernant la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 et les techniques de modélisation associées aux instruments financiers de niveau 2 plus difficiles à valoriser étaient raisonnables.</p>
<p>Gestion des accès utilisateurs</p> <p>La gestion des accès utilisateurs a un impact potentiel sur l'ensemble des états financiers.</p>	<p>Performance des contrôles</p> <p>Les succursales dans plusieurs pays proposent une large gamme de produits et de services, ce qui donne lieu à une infrastructure informatique vaste et</p>	<p>Nos procédures incluaient :</p> <p>Les tests de contrôle : Nous avons évalué la conception et la mise en œuvre et testé l'efficacité opérationnelle des contrôles automatisés qui s'appliquent aux postes importants des états financiers. Nous avons également</p>

	<p>complexe régie par les processus d'information financière et les contrôles internes connexes.</p> <p>Les contrôles de gestion des accès utilisateurs, qui consistent à s'assurer que l'accès au système et les modifications apportées aux systèmes et aux données sont autorisés et appropriés, font partie intégrante de l'environnement informatique. Notre approche d'audit repose sur l'efficacité des contrôles de la direction sur les accès informatiques.</p> <p>Pour les motifs exposés ci-dessus, l'équipe de mission a déterminé que ce point était un point clé de l'audit.</p>	<p>évalué la conception et la mise en œuvre et testé l'efficacité opérationnelle des contrôles informatiques généraux de prévention et de détection pertinents en matière de gestion des accès utilisateurs, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • autorisation des droits d'accès pour les nouveaux arrivants ; • suppression des droits d'accès des utilisateurs en temps opportun ; • journalisation et suivi des activités des utilisateurs ; • gestion et suivi des accès utilisateurs privilégiés ; • accès du développeur aux informations sur les transactions et les soldes ; • séparation des tâches ; • recertification des droits d'accès des utilisateurs ; et • limitation d'accès pour apporter des modifications aux systèmes et aux données. <p>Nos procédures d'audit ont révélé des lacunes dans certains contrôles d'accès aux TI sur des systèmes pertinents pour le reporting financier. Plus précisément, des lacunes en matière de contrôle précédemment identifiées en ce qui concerne le suivi des activités réalisées par les utilisateurs privilégiés n'ont pas été comblées sur certains composants d'infrastructure. La direction a mis en place et gère un programme continu qui devrait permettre de remédier aux lacunes. Etant donné que ces lacunes ont été détectées au cours de l'exercice, nous avons mis en œuvre des procédures supplémentaires pour répondre au risque de modification non autorisée des contrôles automatisés en matière de reporting financier, telles qu'une évaluation des contrôles compensatoires mis en œuvre et exploités par la direction au cours de la période.</p> <p>Nous avons mis en œuvre des procédures pour évaluer si des contrôles de compensation et de détection supplémentaires étaient mis en place au niveau de précision requis pour soutenir notre évaluation du risque d'activités non autorisées et nous avons testé les contrôles de détection mis en place par la direction.</p> <p>Nos résultats :</p> <p>Nos tests n'ont pas révélé l'existence d'activités d'utilisateurs non autorisées relatives au reporting financier, qui nous aurait obligés à élargir considérablement l'étendue de nos tests détaillés prévus.</p>
--	---	---

Notre application des niveaux de matérialité et vue d'ensemble du périmètre de notre audit

Niveaux de matérialité

Le seuil de matérialité pour les états financiers consolidés et individuels a été fixé à 35 M€ (2023 : 30 M€), tel que déterminé par référence à l'actif net du Groupe. L'indice de référence s'élève à 7 394 M€ (2023 : 6 694 M€), auquel nous avons appliqué un pourcentage de 0,5 % (2023 : 0,4 %) pour déterminer la matérialité relative.

La matérialité relative pour l'exercice en cours a été déterminée de la manière susmentionnée conformément à celle de l'exercice précédent en raison de la volatilité continue du résultat avant impôt du Groupe alors que le bilan du Groupe est en croissance. Nous considérons que l'actif net est la valeur de référence la plus adéquate car il fournit une mesure plus stable d'une année sur l'autre que le résultat avant impôt. Nous considérons cet indicateur comme étant le plus à même de peser sur les décisions des utilisateurs des états financiers.

Nous utilisons la matérialité de la performance pour réduire à un niveau suffisamment faible la probabilité que le cumul des anomalies non corrigées et non détectées dépasse la matérialité globale. En appliquant nos estimations pour déterminer la matérialité relative de la performance, nous avons tenu compte d'un certain nombre de facteurs, notamment le nombre et la valeur des anomalies détectées ainsi que le nombre et la gravité des défaillances dans les activités de contrôle identifiées lors de l'audit des états financiers de l'exercice précédent.

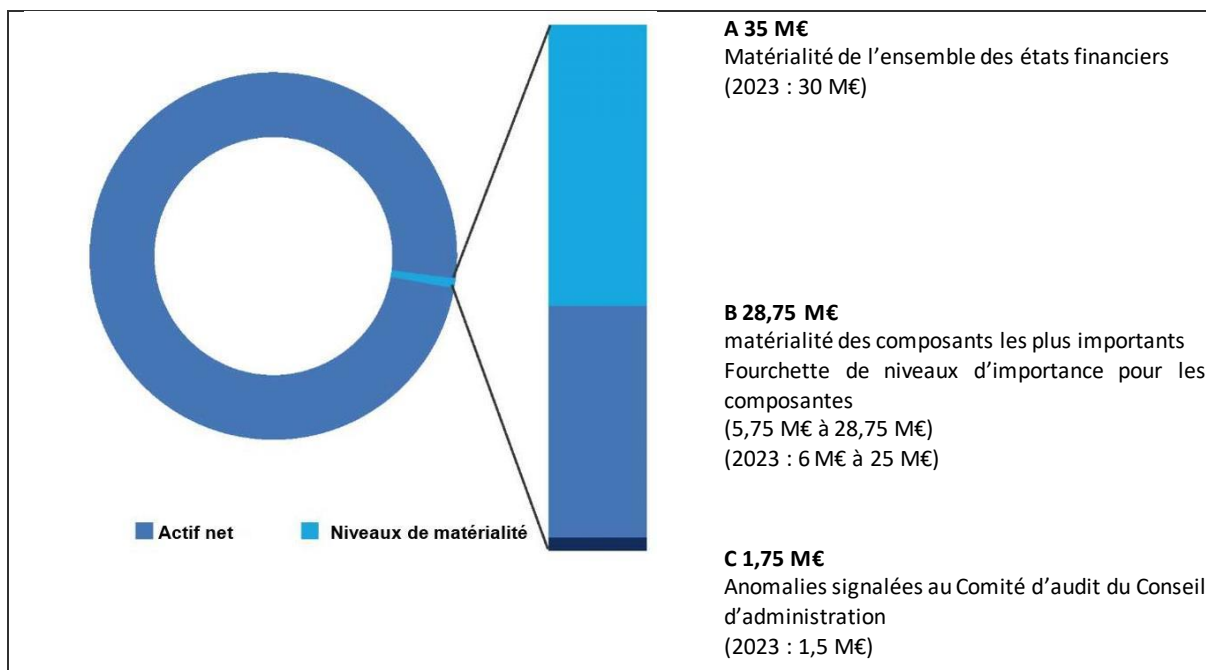
La matérialité de la performance pour l'ensemble des états financiers du Groupe a été fixée à 22,75 M€ (2023 : 19,5 M€), déterminée par référence à la matérialité (dont elle représente 65 % (2022 : 65 %)).

Nous avons signalé au Comité d'audit du Conseil d'administration toute anomalie identifiée corrigée ou non corrigée supérieure à 1,75 million d'euros (2023 : 1,5 million d'euros), en plus des autres anomalies identifiées qui justifiaient une déclaration pour des raisons qualitatives.

Le même niveau de matérialité, le même seuil de performance et le même seuil de déclaration ont été appliqués aux états financiers de la Société.

Actif net

7 394 M€ (2023 : 6 964 M€)



Champ d'application - général

Cette année, nous avons appliqué la norme d'audit de groupe révisée dans le cadre de notre audit des états financiers consolidés. La norme révisée modifie la manière dont l'auditeur aborde l'identification des composantes, ainsi que la manière dont les procédures d'audit sont planifiées et exécutées pour l'ensemble des composantes.

En particulier, la définition d'un composant a changé, l'accent étant désormais mis non plus sur la manière dont l'entité prépare ses informations financières, mais sur la manière dont nous, en tant que commissaires aux comptes du Groupe, prévoyons d'appliquer les procédures d'audit afin de traiter les risques d'anomalies significatives (« RAS ») au niveau du Groupe. De même, le commissaire aux comptes du Groupe joue un rôle accru dans la conception des procédures d'audit ainsi que dans la prise de décisions concernant le lieu où ces procédures sont mises en œuvre (au niveau central et/ou au niveau des composantes) et la manière dont ces procédures sont exécutées et supervisées. Par conséquent, nous évaluons la portée et la couverture d'une manière différente et les comparaisons avec les chiffres de couverture de la période précédente ne sont pas significatives. Dans ce rapport, nous proposons une indication de la couverture de l'étendue sur la nouvelle base.

Le Groupe est présent sur différents sites en Europe. Lors de la planification de l'audit, nous avons utilisé le critère de la matérialité pour déterminer l'étendue des travaux à réaliser pour chaque composante. Trois composantes quantitativement importantes et six composantes nécessitant des considérations d'audit particulières ont fait l'objet de procédures d'audit réalisées par les commissaires aux comptes des composantes. Nous avons audité tous les comptes importants au sein de chacune de ces composantes.

Pour deux des six composantes nécessitant des considérations d'audit particulières, nous avons identifié des soldes comptables spécifiques dans deux des composantes restantes et avons effectué des procédures d'audit supplémentaires. Pour chacune de ces composantes, nous avons effectué des procédures d'audit sur des comptes ciblés, déterminés en fonction de la taille et de la nature du solde ainsi que de l'étendue des informations financières restantes non testées.

Nos procédures d'audit ont couvert 99 % du chiffre d'affaires du Groupe. Nous avons effectué des procédures d'audit relatives aux composantes représentant 91 % du total de l'actif du Groupe.

Structure de l'équipe

Nous avons appliqué des niveaux de matérialité afin de déterminer quels étaient les risques importants et l'équipe d'audit du groupe a demandé aux auditeurs des différents éléments quels étaient les domaines importants qu'ils devaient couvrir, y compris les risques pertinents détaillés ci-dessus et les informations à remonter. L'équipe d'audit du Groupe a approuvé le seuil de signification des composantes, compris entre 5,75 M€ et 28,75 M€, compte tenu de la taille et du profil de risque des composantes.

Nous avons organisé des réunions de planification en personne et virtuelles afin de discuter des principaux risques d'audit et d'obtenir les commentaires des auditeurs des composants et des autres sites participants. Des vidéoconférences régulières ont eu lieu avec tous les auditeurs des composants pendant toute la durée de l'audit, une réunion de clôture a été organisée avec la direction des composants et la documentation relative à l'évaluation des risques a été examinée. Nous avons également visité tous les sites des composants soumis à des procédures d'audit. Lors de ces visites, nous avons inspecté les principaux documents de travail des composants. Nous avons utilisé les niveaux de matérialité du Groupe pour déterminer l'étendue de l'examen afin de comprendre et de remettre en question l'approche d'audit et les conclusions des auditeurs de chaque composant. En outre, les constatations qui nous ont été communiquées ont été discutées en détail, et d'autres travaux sollicités par l'équipe d'audit du Groupe ont été effectués par les auditeurs des différents éléments, le cas échéant.

Le Groupe a centralisé certains processus à l'échelle du Groupe Barclays principalement au Royaume-Uni et en Inde, dont les résultats sont inclus dans les informations financières des composants de reporting dont ils s'occupent et ne sont donc pas considérés comme des éléments de reporting distincts. Ces processus à l'échelle du Groupe sont soumis à des procédures d'audit spécifiques, principalement les contrôles informatiques généraux et tests informatiques automatisés, la modélisation des pertes de crédit attendues selon la norme IFRS 9 (Royaume-Uni), l'évaluation de la juste valeur IFRS 13 (Royaume-Uni) et le traitement des transactions, les rapprochements et les contrôles d'examen (Inde). En plus de nos réunions et appels virtuels réguliers, nous avons rendu visite aux équipes des services centralisées au Royaume-Uni et en Inde. Nous avons fourni le même niveau de supervision et d'interaction avec les équipes KPMG où résident ces processus à l'échelle du Groupe et a mis en œuvre des procédures cohérentes comme décrit ci-dessus pour les composants.

Autres informations

Les administrateurs sont responsables de la préparation des autres informations présentées dans le Rapport annuel ainsi que des états financiers. Les autres informations comprennent les informations incluses dans le Rapport stratégique, le rapport des Administrateurs, la déclaration d'information extra-financière, la Déclaration de durabilité et l'analyse des risques (en dehors de celles incluses dans les sections identifiées comme auditées, qui font partie des états financiers du Groupe et de la Société).

Les états financiers et le rapport du commissaire aux comptes y afférent ne font pas partie des autres informations. Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit ou, sauf indication expresse ci-dessous, de conclusion d'assurance à cet égard.

Notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à déterminer si, sur la base de nos travaux d'audit des états financiers, les informations qui y figurent présentent des inexactitudes ou incohérences significatives avec les états financiers ou nos connaissances en matière d'audit. Sur la seule base de ces travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives dans les autres informations.

Sur la base exclusive de nos travaux portant sur les autres informations obtenues au cours de l'audit, nous indiquons que, dans les parties du rapport des administrateurs qui ont été soumises à notre examen et qui n'incluent pas les informations requises par le Règlement de l'Union européenne (publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains grands groupes) de 2017 :

- nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives dans le rapport des administrateurs ;
- à notre avis, les informations figurant dans le rapport des administrateurs sont cohérentes avec les états financiers ;
- à notre avis, les parties du rapport de gestion soumises à notre examen, qui n'incluent pas le rapport sur le développement durable requis par la partie 28 de la Loi sur les sociétés de 2014, ont été établies conformément à la Loi sur les sociétés de 2014.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

Comme l'exige la Loi sur les sociétés de 2014, nous vous présentons les informations ci-après concernant les mentions contenues en page 25 de la Déclaration de gouvernance d'entreprise :

- sur la base des travaux entrepris dans le cadre de notre audit, la description des principales caractéristiques des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques liés au processus d'information financière est, à notre avis, conforme aux états financiers et a été préparée conformément à la Loi ; et
- sur la base de nos connaissances et de notre compréhension de la Société et de son environnement obtenues au cours de notre audit, nous n'avons pas identifié d'anomalies significatives dans ces informations.

Nous déclarons également que, sur la base des travaux entrepris dans le cadre de notre audit, les renseignements exigés par la Loi sont présentés dans la Déclaration de gouvernance d'entreprise.

La Société n'est pas soumise au Règlement des Communautés européennes (Directive 2004/25/CE) de 2006 et n'est donc pas tenue de présenter des informations relatives aux droits de vote et autres questions requises par ces Règlements et précisées par la Loi sur les sociétés pour examen dans la Déclaration de gouvernance d'entreprise.

Nos avis sur les autres questions visées par la Loi sur les sociétés de 2014 ne sont pas modifiés

Nous avons obtenu toutes les informations et explications que nous jugeons nécessaires aux fins de notre audit.

A notre avis, les registres comptables de la Société étaient suffisants pour permettre l'audit aisé et précis des états financiers, lesquels sont conformes aux registres comptables.

Nous n'avons rien à signaler sur les autres questions sur lesquelles nous sommes tenus de présenter des déclarations par exception

La Loi sur les sociétés de 2014 nous oblige à établir un rapport à votre attention si, à notre avis :

- la rémunération et les opérations des administrateurs ne sont pas divulguées conformément aux articles 305 à 312 de la Loi ; et
- la Société n'a pas fourni les informations requises par les sections 5(2) à (7) du Règlement de l'Union européenne ((Divulgence d'informations extra-financières et de diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes) de 2017 pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 tel que requis par le Règlement de l'Union européenne ((Divulgence d'informations extra-financières et de diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes) (modification) de 2018.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités et restrictions d'utilisation respectives**Responsabilités des administrateurs en matière d'états financiers**

Comme expliqué de manière plus détaillée dans leur déclaration relative aux responsabilités des administrateurs présentée aux pages 29 et 30, les administrateurs sont responsables : de la préparation des états financiers, en s'assurant notamment qu'ils donnent une image fidèle de la situation ; du contrôle interne qu'ils jugent nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou d'erreurs ; d'évaluer la capacité du Groupe ou de la Société à poursuivre leur exploitation en communiquant, le cas échéant, les questions liées à la continuité d'exploitation ; et d'utiliser la méthode comptable de la continuité d'exploitation sauf s'ils ont l'intention de liquider le Groupe ou la Société ou de cesser leurs activités, ou n'ont pas d'autre alternative réaliste que de le faire.

Responsabilités du Commissaire aux comptes en matière d'audit des états financiers

Nos objectifs consistent à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de présenter un rapport des commissaires aux comptes qui contient notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux normes ISA (Irlande) est toujours à même de détecter une anomalie significative, le cas échéant. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou dans leur ensemble, elles peuvent raisonnablement peser sur les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Une description plus complète de nos responsabilités est disponible sur le site Internet de l'IAASA à l'adresse <https://iaasa.ie/publications/description-of-the-auditors-responsibilities-for-the-audit-of-the-financial-statements/>.

Objet de nos travaux d'audit et commanditaires de nos travaux

Notre rapport est établi uniquement à l'attention du membre de la Société, en tant qu'organe, conformément à l'article 391 de la Loi sur les sociétés de 2014. Nous avons entrepris nos travaux d'audit de manière à informer les membres de la Société sur les questions que nous sommes tenus d'aborder dans un rapport d'audit et à aucune autre fin. Dans toute la mesure autorisée par la loi, nous n'assumons aucune responsabilité à l'égard d'une personne autre que la Société et les membres de la Société, en tant qu'organe, pour nos travaux d'audit, le présent rapport ou les opinions que nous avons formulées.

James Black

pour et au nom de

KPMG

Experts-comptables, cabinet d'audit légal

1 Harbourmaster Place

IFSC

Dublin

D01 F6F5

13 mars 2025

Comptes de résultat consolidé et de la société

Pour l'exercice clos le 31 décembre	Notes	2024 M€	2023 ² M€
Activités poursuivies			
Produits d'intérêts	3	2 612	2 063
Charges d'intérêts	3	(2 337)	(1 965)
Revenus nets d'intérêts		275	98
Produits de commissions	4	1 128	1 022
Charges de commissions	4	(57)	(76)
Commissions nettes		1 071	946
Résultat net des opérations des portefeuilles de négociation	5	126	111
Charges nettes d'investissement	6	(26)	(54)
Autres produits		1	—
Total des revenus		1 447	1 101
Frais de personnel	29	(425)	(385)
Coûts d'infrastructure	7	(39)	(39)
Frais d'administration et frais généraux	7	(550)	(523)
Charges d'exploitation		(1 014)	(947)
Quote-part du résultat après impôt des associés		38	—
Bénéfice avant dépréciation		471	154
Charge pour dépréciation de crédit	8	(18)	—
Résultat avant impôt		453	154
Imposition	9	(85)	(70)
Résultat après impôt des activités poursuivies		368	84
(Perte)/Bénéfice après impôt des activités abandonnées¹	41	(226)	158
Résultat après impôt		142	242
Attribuable à :			
Actionnaires ordinaires au titre des activités poursuivies		289	10
Actionnaires ordinaires au titre des activités abandonnées		(226)	158
Autres détenteurs d'instruments de capitaux propres		79	74
Résultat après impôt		142	242

Notes

1 Le résultat des activités abandonnées, comprenant le résultat après impôt, est présenté en un seul montant au compte de résultat. L'analyse de ce montant est présentée en note 41 de l'annexe aux comptes consolidés.

2 Les éléments comparatifs 2023 ont été présentés à nouveau à la suite de la cession de la quasi-totalité du portefeuille de prêts hypothécaires italiens au coût amorti de la Banque avec la vente des actifs à Miltonia Mortgage Finance S.r.l., ce qui a entraîné la radiation des prêts du bilan de la Banque. L'impact consiste à reclasser 108 M€ de résultat après impôt des activités poursuivies en activités abandonnées. Voir la note 41 pour plus de détails.

Etats du résultat global consolidé et de la société

	2024 M€	2023 M€
Pour l'exercice clos le 31 décembre		
Résultat après impôt	142	242
Résultat après impôt des activités poursuivies ¹	368	84
(Perte)/Bénéfice après impôt des activités abandonnées ¹	(226)	158
Autres éléments du résultat étendu pouvant être recyclés en résultat des activités ordinaires poursuivies		
Réserve de conversion		
Ecart de conversion de devises	13	—
Variation de juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global relativement aux titres de créance		
Plus-value nette résultant des variations de juste valeur	9	—
(Moins-values) nettes transférés au produit des cessions	(1)	—
(Moins-values) nettes dues à la couverture de juste valeur	(17)	—
Imposition	1	—
Réserve de couverture des flux de trésorerie		
Plus-values nettes provenant des variations de juste valeur	70	114
Moins-values nettes transférées au bénéfice net	35	46
Taxe	(13)	(20)
Autres éléments du résultat étendu pouvant être recyclés en résultat des activités ordinaires poursuivies	97	140
Autres éléments du résultat étendu non recyclés en résultat des activités ordinaires poursuivies		
Mesures relatives aux indemnités de départ à la retraite		
Réévaluations des prestations de retraite	4	(1)
Réserve de crédit propre		
Crédit propre	(54)	(8)
Taxe	6	1
Autres pertes globales non recyclables en résultat	(44)	(8)
Total du résultat global de l'exercice, net d'impôt des activités poursuivies ¹	421	216
Total du revenu/(de la perte) global(e) de l'exercice, net(e) d'impôt des activités abandonnées ¹	(226)	158
Résultat global total de l'exercice	195	374
Attribuable à :		
Actionnaires ordinaires	116	300
Autres détenteurs d'instruments de capitaux propres	79	74
Résultat global total de l'exercice	195	374

Note

¹ Les éléments comparatifs 2023 ont été présentés à nouveau à la suite de la cession de la quasi-totalité du portefeuille de prêts hypothécaires italiens au coût amorti de la Banque avec la vente des actifs à Miltonia Mortgage Finance S.r.l., ce qui a entraîné la radiation des prêts du bilan de la Banque. L'impact consiste à reclasser 108 M€ de résultat après impôt des activités poursuivies en activités abandonnées. Voir la note 41 pour plus de détails.

Bilans consolidé de la société

Au 31 décembre	Notes	2024 M€	2023 M€
Actifs			
Caisse et soldes auprès des banques centrales		27 537	33 814
Garanties en espèces et soldes de règlement	21	13 658	15 809
Dettes représentées par un titre au coût amorti		5 997	2 495
Prêts et avances au coût amorti sur les établissements de crédit		1 078	1 230
Prêts et avances au coût amorti sur la clientèle		6 304	9 438
Prises en pension et autres prêts garantis similaires au coût amorti		6 788	2 064
Actifs du portefeuille de négociation	11	17 139	17 145
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	12	20 575	21 995
Instruments financiers dérivés	13	32 809	33 580
Actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	14	994	—
Participations dans des entreprises associées	37	178	—
Immobilisations Incorporelles	20	—	—
Immobilisations corporelles	18	107	110
Actifs d'impôts courants		33	5
Actifs d'impôts différés	9	148	185
Actifs d'indemnités de départ à la retraite	31	7	3
Actifs inclus dans un groupe de cession classé comme destiné à être cédé	41	4 471	4 514
Autres actifs		289	257
Actif total		138 112	142 644
Passif			
Dépôts au coût amorti des établissements de crédit		1 930	2 171
Dépôts au coût amorti de la clientèle		27 935	29 847
Garanties en espèces et soldes de règlement	21	21,055	21 020
Les mises en pension et autres emprunts garantis similaires au coût amorti	35	889	1 561
Titres de créance en circulation		3 172	2 457
Dettes subordonnées	26	4 830	4 833
Portefeuille de transactions (passif)	11	18 597	16 232
Passifs financiers à la juste valeur sur option	15	21 138	25 451
Instruments financiers dérivés	13	25 792	27 663
Dettes d'impôts courants		66	47
Passifs d'impôts différés	9	—	—
Engagements au titre des prestations de retraite	31	5	10
Provisions	23	186	139
Passifs inclus dans un groupe de cession classé comme destiné à être cédé	41	4 490	3 649
Autres passifs	22	633	600
Passif total		130 718	135 680
Capitaux propres			
Capital social appelé et prime d'émission	27	4 072	4 022
Autres instruments de capitaux propres	27	1 070	805
Autres réserves	28	(277)	(138)
Résultats non distribués		2 529	2 275
Total des capitaux propres		7 394	6 964
Total du passif et des capitaux propres		138 112	142 644

Le Conseil d'administration a arrêté les comptes figurant aux pages 233 à 302 au 13 mars 2025.

Tim Breedon CBE
Président

Ceccato Francesco
Président-directeur général

Gian Marco Martino
Directeur Financier

Francesca Carbonaro
Secrétaire général

Tableaux de variation des capitaux propres consolidés et de la société

	Capital social appelé et prime d'émission ¹ M€	Autres capitaux propres instruments ¹ M€	Autres réserves ² M€	Bénéfice non distribué ³ M€	Total des capitaux propres M€
Solde au 1^{er} janvier 2024	4 022	805	(138)	2 275	6 964
Résultat après impôt	—	79	—	289	368
Variation des changes de devises	—	—	13	—	13
Réserve de juste valeur par les autres éléments du résultat global	—	—	(8)	—	(8)
Couverture des flux de trésorerie	—	—	92	—	92
Réévaluation des prestations de retraite	—	—	—	4	4
Réserve de crédit propre	—	—	(48)	—	(48)
Total du résultat global net d'impôt des activités poursuivies	—	79	49	293	421
Total de la perte globale, nette d'impôt des activités abandonnées	—	—	—	(226)	(226)
Résultat global total de l'exercice	—	79	49	67	195
Emission d'actions ordinaires nouvelles	50	—	—	—	50
Emission d'autres instruments de capitaux propres	—	565	—	—	565
Rachat d'autres instruments de capitaux propres	—	(300)	—	—	(300)
Autres coupons versés sur instruments de capitaux propres	—	(79)	—	—	(79)
Transfert d'autres réserves ⁴	—	—	(190)	190	—
Autres mouvements de réserves	—	—	2	(3)	(1)
Solde au 31 décembre 2024	4 072	1 070	(277)	2 529	7 394
Solde au 1^{er} janvier 2023	3 872	805	(271)	2 109	6 515
Résultat après impôt ³	—	74	—	10	84
Couverture des flux de trésorerie	—	—	140	—	140
Réévaluation des prestations de retraite	—	—	—	(1)	(1)
Réserve de crédit propre	—	—	(7)	—	(7)
Total du résultat global net d'impôt des activités poursuivies ³	—	74	133	9	216
Total du résultat global net d'impôt des activités abandonnées ³	—	—	—	158	158
Résultat global total de l'exercice	—	74	133	167	374
Emission d'actions ordinaires nouvelles	150	—	—	—	150
Autres coupons versés sur instruments de capitaux propres	—	(74)	—	—	(74)
Autres mouvements de réserves	—	—	—	(1)	(1)
Solde au 31 décembre 2023	4 022	805	(138)	2 275	6 964

Notes

1. Pour de plus amples informations, veuillez consulter la Note 27.

2. Pour de plus amples informations, veuillez consulter la Note 28.

3. Les éléments comparatifs 2023 ont été présentés à nouveau à la suite de la cession de la quasi-totalité du portefeuille de prêts hypothécaires italiens au coût amorti de la Banque avec la vente des actifs à Miltonia Mortgage Finance S.r.l., ce qui a entraîné la radiation des prêts du bilan de la Banque. L'impact consiste à reclasser 108 M€ de résultat après impôt des activités poursuivies en activités abandonnées. Voir la note 41 pour plus de détails.

4. 190 M€ d'autres réserves transférées en report à nouveau dans le cadre de la vente du portefeuille hypothécaire italien (voir Note 28).

Tableaux de flux de trésorerie consolidé et de la société

Pour l'exercice clos le 31 décembre	Notes	2024 M€	2023 ¹ M€
Activités poursuivies			
Rapprochement du résultat avant impôt avec les flux nets de trésorerie liés aux activités d'exploitation :			
Résultat avant impôt des activités poursuivies		453	154
Ajustement pour éléments non monétaires :			
Charge pour dépréciation de crédit		18	—
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		20	80
Autres provisions		77	60
Autres mouvements non monétaires		(146)	154
Variation des actifs et passifs d'exploitation			
Diminution/(Augmentation) nette des sûretés en espèces et des soldes de règlement		2 186	(933)
Augmentation nette des prêts et avances au coût amorti		(183)	(195)
Augmentation nette des prises en pension et autres prêts garantis similaires		(4 724)	(300)
(Diminution)/augmentation nette des dépôts au coût amorti		(2 153)	3 843
Augmentation (diminution) nette des titres de créance en circulation		715	(682)
Diminution nette des opérations de pension et autres emprunts garantis similaires		(672)	(1 403)
(Augmentation)/diminution nette des instruments financiers dérivés		(1 100)	2 028
Diminution/(augmentation) nette des actifs des portefeuilles de négociation		6	(9 445)
Augmentation nette des passifs du portefeuille de transactions		2 365	3 360
(Augmentation)/diminution nette des actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat		(2 881)	5 929
(Augmentation)/diminution nette des autres actifs d'exploitation		(32)	317
Augmentation/(diminution) nette des autres passifs d'exploitation		17	(97)
Impôt sur les sociétés payé		(71)	(81)
Flux nets de trésorerie provenant d'activités d'exploitation		(6 105)	2 789
Acquisition de dettes représentées par un titre au coût amorti		(3 396)	(2 408)
Produits du rachat ou de la vente de dettes représentées par un titre au coût amorti		38	—
Achat d'actifs financiers à la juste valeur via le compte de résultat		—	(115)
Achat d'actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global		(1 327)	—
Produit de la vente ou du remboursement d'actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global		342	—
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(17)	(26)
Achat de titres mis en équivalence		(229)	—
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		101	—
Flux nets de trésorerie provenant d'activités d'investissement		(4 488)	(2 549)
Autres coupons versés sur instruments de capitaux propres		(79)	(74)
Emission de dettes subordonnées	26	—	275
Rachat de dettes subordonnées	26	—	(125)
Emission de parts		50	150
Emission d'autres instruments de capitaux propres		565	—
Rachat d'autres instruments de capitaux propres		(300)	—
Paievements de loyers		(17)	(16)
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		219	210
Trésorerie nette provenant des activités abandonnées	41	4 134	2 540
Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(6 240)	2 990
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		34 080	31 090
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		27 840	34 080
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent :			
Caisse et soldes auprès des banques centrales		27 537	33 814
Prêts et avances aux établissements de crédit dont l'échéance initiale est inférieure à trois mois		303	266
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		27 840	34 080

Notes

1 Les éléments comparatifs 2023 ont été présentés à nouveau à la suite de la cession de la quasi-totalité du portefeuille de prêts hypothécaires italiens au coût amorti de la Banque avec la vente des actifs à Miltonia Mortgage Finance S.r.l., ce qui a entraîné la radiation des prêts du bilan de la Banque. L'impact consiste à reclasser 110 M€ de résultat avant impôt des activités poursuivies en activités abandonnées. Voir la note 41 pour plus de détails. Au cours de l'exercice précédent, les variations des autres actifs et passifs dans le rapprochement du résultat avant impôt et des flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles figuraient sous une seule rubrique « Autres actifs et passifs ». Au cours de l'exercice, les variations relatives aux autres actifs et passifs ont été présentées séparément afin d'offrir une plus grande transparence à l'utilisateur des comptes. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin de refléter les variations relatives aux autres actifs d'exploitation (317 M€) et aux autres passifs d'exploitation (97 M€) au lieu de la variation totale de 220 M€. Au cours de l'exercice précédent, les flux de trésorerie liés aux actifs et passifs commerciaux étaient présentés sur une base nette. Pour l'exercice en cours, les deux éléments ont été présentés sur une base brute. Les comparatifs ont été retraités afin de présenter une sortie de (9 445 M€) au titre des actifs du portefeuille de négociation et une entrée de 3 360 M€ au titre des passifs du portefeuille de négociation, au lieu d'une sortie nette de (6 085 M€).

Les intérêts perçus par la Banque se sont élevés à 3 083 € (2023 : 2 730 M€), dont 530 M€ liés aux activités abandonnées (2023 : 575 M€), et les intérêts payés par la Banque se sont élevés à 2 486 M€ (2023 : 1 887 M€), dont 131 M€ liés aux activités abandonnées (2023 : 51 M€). Les chiffres comparatifs de 2023 ont été modifiés afin de rendre le tableau des flux de trésorerie plus pertinent à la suite d'un examen des informations fournies et des méthodes de préparation utilisées. A la suite de cet examen, les méthodes de préparation des intérêts perçus et payés ont été modifiées afin de refléter les intérêts perçus et payés sur les activités pour lesquelles les intérêts sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt effectif, afin de rendre les informations du tableau des flux de trésorerie plus pertinentes par rapport au produit net d'intérêt comptabilisé dans le compte de résultat et d'améliorer la comparabilité avec les autres acteurs du secteur. Auparavant, les montants liés aux activités de négociation étaient également inclus. En outre, au cours de l'exercice précédent, les intérêts en espèces reçus et payés étaient présentés sur la base de la comptabilité d'exercice. Ce point a fait l'objet d'un ajustement dans les comparatifs. La Banque est tenue de maintenir des soldes auprès des banques centrales et autres autorités réglementaires. Ceux-ci s'élèvent à 568 M€ (2023 : 547 M€) et sont inclus dans la catégorie Trésorerie et équivalents de trésorerie.

Principes comptables

La présente section décrit les principales méthodes comptables de la Banque ainsi que les estimations et jugements comptables essentiels relatifs aux états financiers et aux notes annexes dans leur ensemble. Si une méthode comptable, une estimation comptable essentielle ou un jugement comptable essentiel se rapporte à une note particulière, la note en question l'indique.

1. Principes comptables significatifs

1 Entité déclarante

La Banque est une société anonyme, immatriculée en Irlande sous le numéro 396330.

Ces états financiers sont préparés pour la Banque en vertu de la Loi sur les sociétés de 2014. Les principales activités de la Banque sont la fourniture de services de banque de financement et d'investissement à des entreprises de l'UE, les services bancaires de détail en Allemagne et en Italie et les services de banque privée aux clients de l'UE.

2 Conformité aux normes internationales d'information financière

Les états financiers consolidés et de la Banque ont été préparés conformément aux IFRS et aux notes d'interprétation (« IFRIC ») émises par le Comité d'interprétation, publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et approuvées par l'UE. Les principales méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers sont exposées ci-dessous et dans les notes annexes aux états financiers. Ces politiques ont été appliquées de manière cohérente, à l'exception de la classification des passifs en tant que passifs courants ou non courants (amendements à IAS 1), qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024 et s'applique rétroactivement.

3 Base de préparation

Les états financiers consolidés et de la société ont été préparés selon la convention sur les coûts historiques modifiée afin d'inclure la juste évaluation de certains instruments financiers, dans la mesure requise ou autorisée par les normes IFRS adoptées par l'UE, telles qu'elles sont définies dans les méthodes comptables pertinentes. Ils sont exprimés en M€ (M€), l'euro étant la devise fonctionnelle de la Banque. La Banque n'a pas préparé d'états financiers individuels de la société mère car les résultats et la situation financière du groupe consolidé Barclays Bank Ireland PLC et de la société mère, Barclays Bank Ireland PLC, sont sensiblement les mêmes. Il n'y a pas de différence significative entre les deux entités à déclarer, car les actifs des filiales consolidées ont été acquis auprès de la société mère et n'ont pas été décomptabilisés par la société mère et les passifs des filiales consolidées sont envers la société mère et portent sur les mêmes actifs.

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation, conformément à la Loi sur les sociétés de 2014 applicable aux sociétés selon les normes IFRS, telles qu'adoptées par l'UE. Les états financiers sont préparés sur la base de la continuité de l'exploitation, car le Conseil d'administration est convaincu que la Banque dispose des ressources nécessaires pour poursuivre ses activités dans un avenir prévisible.

En procédant à cette évaluation, le Conseil a examiné un large éventail d'informations relatives aux conditions actuelles et futures. Il s'agit d'une évaluation de la performance future de l'activité qui vise à fournir l'assurance que la Banque dispose des ressources nécessaires pour satisfaire à ses exigences réglementaires en cours. L'évaluation repose sur des plans d'affaires qui contiennent des prévisions de rentabilité futures tirées du plan à moyen terme à trois ans de la direction ainsi que des projections des besoins futurs en fonds propres réglementaires et des besoins de financement des entreprises. Elle inclut également des informations détaillées sur l'impact des scénarios de tests de résistance générés en interne sur les prévisions de liquidités et d'exigence de fonds propres. Les tests de résistance utilisés se fondent sur l'évaluation par la direction des scénarios économiques réalistes auxquels la Banque pourrait faire face.

Cette évaluation a montré que la Banque disposait de fonds propres suffisants pour répondre à ses besoins commerciaux futurs et que ces montants restaient supérieurs aux exigences minimales réglementaires utilisées dans les scénarios de tests de résistance. Elle a également montré que la Banque s'attendait à pouvoir continuer à satisfaire ses besoins en financement si les scénarios en question se concrétisaient. Le Conseil a conclu qu'il était raisonnable de s'attendre à ce que la Banque dispose de ressources suffisantes pour poursuivre ses activités dans un

avenir prévisible. Le Conseil a évalué ces risques lors de la préparation des états financiers et juge raisonnable d'établir les états financiers sur la base de la continuité de l'exploitation.

4 Principes comptables

La Banque établit des états financiers conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'UE. Les principales conventions comptables de la Banque relatives à des postes spécifiques des états financiers ainsi qu'une description des estimations et jugements comptables essentiels à leur préparation sont présentées dans les notes annexes correspondantes. Les méthodes comptables qui affectent l'ensemble des états financiers sont exposées ci-dessous.

(i) **Consolidation**

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers de la Banque et de ses filiales. Les filiales sont des entités contrôlées par la Banque. La Banque exerce un contrôle sur une autre entité lorsqu'elle présente l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- 1) il exerce un pouvoir sur les activités pertinentes de l'entité dans laquelle il investit, par exemple par le biais de droits de vote ou d'autres droits ;
- 2) il détient une exposition ou des droits à des rendements variables découlant de sa participation dans l'entité dans laquelle il investit ; et
- 3) il a la capacité de peser sur ces rendements grâce à son pouvoir sur l'entité dans laquelle il investit.

Le détail des principales filiales est présenté à la Note 36.

(ii) **Conversion de devises étrangères**

Les opérations en devises étrangères sont converties en euros au taux en vigueur à la date de l'opération. Les soldes monétaires en devises étrangères sont convertis en euros aux taux de change en fin de période. Les gains et pertes de change sur ces soldes sont inscrits au compte de résultat.

Les activités de la Banque (y compris les filiales, les coentreprises, les entreprises associées et les succursales) réalisées à l'étranger et basées à titre principal en dehors d'Irlande peuvent avoir différentes devises fonctionnelles. La monnaie fonctionnelle d'une opération est la monnaie de la principale économie à laquelle elle est exposée.

Les écarts de change résultant de la conversion des opérations à l'étranger sont inclus dans les réserves de conversion dans les capitaux propres. Ils sont transférés au compte de résultat lorsque la Banque cède la totalité de la participation dans une activité à l'étranger, lorsque la cession partielle entraîne la perte du contrôle d'une participation dans une filiale, lorsqu'une participation précédemment mise en équivalence est comptabilisée en tant qu'actif financier ou lors de la cession d'une activité à l'étranger au sein d'une succursale.

(iii) **Actifs et passifs financiers**

Comptabilisation

La Banque comptabilise les actifs et passifs financiers lorsqu'elle devient partie aux conditions du contrat. La comptabilisation à la date d'opération ou à la date de règlement est appliquée en fonction de la classification de l'actif financier.

Classification et évaluation

Les actifs financiers sont classés selon deux critères :

(i) *le modèle de gestion dans le cadre duquel les actifs financiers sont gérés ; et*

(ii) *leurs caractéristiques contractuelles de flux de trésorerie (le fait que les flux de trésorerie représentent ou non « seulement des paiements du principal et des intérêts » (« SPPI », solely payments of principal and interest)).*

La Banque évalue les critères du modèle économique au niveau du portefeuille. Les informations qui sont prises en compte pour déterminer le modèle économique applicable comprennent (i) les politiques et objectifs du portefeuille concerné, (ii) la manière dont les performances et risques du portefeuille sont gérés, évalués et communiqués à la direction, et (iii) la fréquence, le volume et le calendrier des ventes au cours des périodes précédentes, les prévisions de vente pour les périodes futures et les raisons de ces ventes.

Les caractéristiques contractuelles de flux de trésorerie des actifs financiers sont évaluées selon que ces flux de trésorerie représentent ou non seulement des paiements du principal et des intérêts. Les conditions susceptibles de modifier les flux de trésorerie contractuels de sorte qu'ils ne remplissent pas la condition de SPPI sont prises en compte, notamment : (i) les caractéristiques conditionnelles et de levier, (ii) les dispositions

sans recours, (iii) les caractéristiques susceptibles de modifier la valeur temps de l'argent, et (iv) les caractéristiques sociales, environnementales et liées au développement durable. Les conditions ayant un impact de minimis n'empêchent pas les flux de trésorerie d'être qualifiés de SPPI.

La méthode comptable pour chaque type d'actif ou de passif financier est incluse dans la note pertinente relative au poste. Les politiques de la Banque en matière de détermination de la juste valeur des actifs et passifs sont décrites dans la Note annexe 16.

Décomptabilisation

La Banque décomptabilise un actif financier ou une partie d'un actif financier de son bilan si (i) les droits contractuels sur les flux de trésorerie provenant de l'actif ont expiré, ou (ii) les droits contractuels sur les flux de trésorerie provenant de l'actif ont été transférés (généralement par vente) et, avec eux, soit (a) la quasi-totalité des risques et avantages de l'actif a été transférée, soit (b) si la quasi-totalité des risques et avantages n'a été ni transférée, ni conservée, le contrôle de l'actif a été perdu.

Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque le passif est réglé, expire ou s'éteint. L'échange d'un passif financier existant contre un nouveau passif avec le même prêteur à des conditions sensiblement différentes (généralement une différence de 10 % de la valeur actualisée des flux de trésorerie ou un amendement qualitatif substantiel) est comptabilisé comme une extinction du passif financier initial et la constatation d'un nouveau passif financier.

Il peut ne pas être évident de déterminer si la quasi-totalité des risques et avantages d'un actif transféré, ou d'une partie d'un actif, ont été transférés. Il est souvent nécessaire d'effectuer une analyse quantitative qui compare l'exposition de la Banque à la variabilité des flux de trésorerie des actifs avant le transfert avec son exposition conservée après le transfert. Une analyse des flux de trésorerie de cette nature peut nécessiter un certain niveau d'appréciation. En particulier, il est nécessaire d'estimer les flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ainsi que la variabilité potentielle autour de cette prévision. La méthode d'estimation des flux attendus dépend de la nature de l'actif, les données de marché et données implicites au marché étant utilisées dans la mesure du possible. La variabilité potentielle autour de cette prévision est généralement déterminée en stressant les paramètres sous-jacents afin de créer des scénarios haussiers et baissiers alternatifs. Des probabilités sont ensuite attribuées à chaque scénario. Les paramètres stressés peuvent inclure les taux de défaut, la gravité des pertes ou les taux de remboursement anticipé.

Comptabilisation des prises et mises en pension, y compris les autres prêts et emprunts similaires

Les prises en pension (et opérations d'emprunt de titres ou assimilés) constituent un type de prêt garanti dans le cadre duquel la Banque fournit un prêt ou une garantie en espèces en échange d'un transfert de garantie, généralement sous forme de titres négociables faisant l'objet d'un accord de revente des titres à un prix fixe à l'avenir. Les opérations de mise en pension désignent des transactions dans le cadre desquelles la Banque obtient ces prêts ou garanties en espèces en échange du transfert de garantie.

La Banque achète (prise en pension) ou emprunte des titres sous réserve d'un engagement de les revendre ou de les restituer. Les titres ne sont pas inscrits au bilan dans la mesure où la Banque n'acquiert pas les risques et avantages liés à la propriété. La contrepartie payée (ou garantie en espèces fournie) est comptabilisée comme un actif de prêt au coût amorti, sauf si elle est désignée à la JVPCR.

La Banque peut également vendre (mettre en pension) ou prêter des titres faisant l'objet d'un engagement de rachat ou de remboursement. Les titres sont conservés au bilan dans la mesure où la Banque conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété. La contrepartie reçue (ou garantie en espèces fournie) est comptabilisée en tant que passif financier au coût amorti, sauf si elle est désignée à la juste valeur par le compte de résultat.

Comptabilisation des garanties en espèces

Les garanties en espèces fournies sont comptabilisées comme un actif de prêt au coût amorti, sauf si elles sont désignées à la juste valeur par le compte de résultat.

Les garanties en espèces reçues sont comptabilisées en tant que passif financier au coût amorti, sauf si elles sont désignées à la juste valeur par le compte de résultat.

(iv) Instruments de dette et de capitaux propres émis

Les instruments financiers émis ou leurs composants sont classés comme des passifs si l'accord contractuel conduit la Banque à livrer au détenteur de l'instrument des liquidités, un autre actif financier ou un nombre variable d'actions. Si ce n'est pas le cas, l'instrument est généralement un instrument de capitaux propres et le produit est inclus dans les capitaux propres, net des frais de transaction. Les dividendes ordinaires versés aux actionnaires sont comptabilisés lorsqu'ils sont payés ou déclarés par les membres à l'assemblée générale annuelle et traités comme un montant déduit des fonds propres.

Si les instruments financiers émis contiennent à la fois des éléments de passif et de capitaux propres, ceux-ci sont comptabilisés séparément. La juste valeur de la dette est estimée en premier lieu et le solde du produit est inclus dans les capitaux propres.

(v) Etat des flux de trésorerie

La trésorerie comprend les espèces en caisse et les avoirs auprès des banques centrales. Les équivalents de trésorerie comprennent les prêts et avances aux établissements de crédit et les bons du Trésor et autres effets éligibles dont l'échéance initiale est inférieure ou égale à trois mois.

5 Normes et interprétations nouvelles et modifiées

Les conventions comptables adoptées ont été appliquées de manière cohérente, à l'exception des principes suivants :

Classification des passifs en tant que passifs courants ou non courants (Modifications de la norme IAS 1)

En janvier 2020, l'IASB a publié des modifications de la norme IAS 1 pour clarifier la présentation des passifs au bilan, avec une date d'entrée en vigueur ultérieurement reportée au 1^{er} janvier 2024.

Les modifications précisent qu'un passif ne doit être classé comme passif non courant que si l'entité a le droit de différer le règlement du passif pendant au moins 12 mois après la période de déclaration, et que (i) le droit de différer le règlement doit exister à la fin de la période de déclaration et (ii) les intentions ou attentes de la direction quant à l'exercice de son droit de différer le règlement n'affectent pas la classification. D'autres explications portent sur la manière dont les conditions de prêt affectent la classification elle-même ainsi que la classification des passifs que l'entité va ou pourra régler en émettant ses propres instruments de capitaux propres.

En octobre 2022, l'IASB a également publié d'autres modifications à la norme IAS 1 afin d'améliorer les informations fournies par l'entité lorsque son droit de différer le règlement d'un passif pendant au moins 12 mois est soumis au respect de certains covenants, et de répondre aux préoccupations des parties prenantes concernant la classification d'un tel passif comme courant ou non.

L'impact de ces modifications sur la Banque n'est pas considéré comme significatif.

Evolutions comptables futures

Les normes comptables suivantes ont été publiées par l'IASB mais ne sont pas encore en vigueur :

Amendement à IFRS 9 et IFRS 7 - Classification et évaluation des instruments financiers

En mai 2024, l'IASB a publié des amendements ciblés à l'IFRS 9 pour tenir compte des commentaires reçus des parties prenantes à la suite d'un examen postérieur à la mise en œuvre. Les amendements portent sur les points suivants :

- des lignes directrices supplémentaires visant à clarifier dans quels cas certains actifs financiers peuvent être conformes aux exigences SPPI, y compris les instruments comportant des caractéristiques conditionnelles (par exemple, les financements liés à des critères ESG), ainsi que les instruments liés à un contrat et les financements sans recours.
- clarifier les exigences de décomptabilisation des actifs financiers et des passifs financiers, notamment en établissant un nouveau choix de méthode comptable pour la décomptabilisation d'un passif financier lorsqu'un paiement est initié par l'entité déclarante à l'aide d'un système de paiement électronique, sous réserve que certains critères soient remplis.

Les amendements entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026, mais ne sont pas encore approuvées pour une utilisation dans l'UE. Actuellement, la Banque évalue l'impact de ces modifications.

IFRS 18 Présentation et informations à fournir dans les états financiers

En août 2024, l'IASB a publié une nouvelle norme comptable IFRS pour remplacer la norme IAS 1 Présentation des états financiers. La nouvelle norme crée des exigences détaillées pour la classification et l'agrégation des produits et des charges dans le compte de résultat, ainsi que des exigences d'information pour les mesures de performance définies par la direction.

La nouvelle norme entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2027, mais n'a pas encore été approuvée pour une utilisation dans l'UE. Actuellement, la Banque évalue l'impact de ces modifications.

Amendements à IAS 21 - Absence d'échangeabilité

En août 2023, l'IASB a publié des amendements à la norme IAS 21 visant à définir le moment où une devise est échangeable dans une autre devise et, lorsqu'elle ne l'est pas, pour déterminer le taux de change à utiliser.

Les amendements entreront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2025, mais l'impact pour la Banque ne devrait pas être significatif.

6 Estimations et jugements comptables essentiels

La préparation des états financiers selon les normes IFRS repose nécessairement sur des estimations. Elle exige également de la direction qu'elle exerce son jugement dans l'application des principes comptables. Les principaux domaines impliquant un degré d'appréciation ou de complexité plus élevé ou les domaines dans lesquels les hypothèses sont importantes pour les états financiers de la Banque sont décrits dans la note annexe pertinente.

	Jugements	Estimations	Informations complémentaires
Charge pour dépréciation de crédit	Identification et application des ajustements de gestion en réponse à des circonstances ne relevant pas du champ d'application du modèle.	Les estimations comprennent des hypothèses de modélisation telles que les paramètres modélisés prospectifs (PD, ECD et PCD) ainsi qu'un éventail de scénarios économiques futurs non biaisés et de pondérations de scénarios.	à la page 252
Taxe	Comptabilisation des actifs d'impôts différés et détermination des provisions pour positions fiscales incertaines.	L'évaluation des soldes d'impôts différés et le niveau de provisionnement pour les positions fiscales incertaines comprennent des hypothèses et des estimations prospectives.	à la page 253
Juste valeur des instruments financiers	Classification des instruments financiers avec des données non observables significatives en Niveau 3.	L'évaluation des actifs et passifs de niveau 3 est généralement déterminée en se référant à des données observables ou à des données historiques ou en utilisant d'autres techniques analytiques.	à la page 265
Provisions, notamment pour les affaires juridiques, de concurrence et de réglementation	Détermination de l'existence ou non d'une obligation actuelle.	Incertitude attachée à l'évaluation de la probabilité, du calendrier, de la nature et du quantum des sorties de trésorerie.	à la page 280
Actifs inclus dans les groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente, passifs associés et activités abandonnées	La direction doit réaliser des estimations significatives pour déterminer si les critères de classement de l'IFRS 5 pour les actifs détenus en vue de la vente sont remplis, en particulier si la vente est hautement probable et devrait pouvoir être comptabilisée dans les ventes réalisées dans les 12 mois suivant le classement.	Les exigences d'évaluation de la norme IFRS 5 impliquent des estimations liées aux prévisions d'événements futurs.	à la page 300

7 Autres informations

Afin d'améliorer la transparence et pour faciliter les renvois, certaines informations requises par les IFRS sont incluses dans la section Analyse des risques en concentrant les informations connexes en un seul endroit, comme suit :

- Risque de crédit, aux pages 156 à 201.
- Risque de marché, aux pages 202 à 203.
- Risque de liquidité et de capital, aux pages 204 à 210.

Lorsqu'elles sont marquées comme auditées, ces informations sont couvertes par l'opinion d'audit (aux pages 224 à 232).

Performance financière et rendement

Les notes annexes incluses dans cette section portent sur les résultats et la performance de la Banque. Les informations sur les revenus générés, les dépenses engagées, les performances sectorielles, les impôts et les dividendes sont incluses dans cette section. Pour de plus amples renseignements sur le rendement, veuillez consulter les pages 2 à 10 du Rapport stratégique.

2. Reporting sectoriel

Présentation du reporting sectoriel

Les segments opérationnels font l'objet d'un reporting conforme aux rapports internes fournis au Comité exécutif de la Banque, qui est responsable de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des segments opérationnels et a été désigné principal décisionnaire opérationnel. Toutes les opérations entre secteurs d'activité sont réalisées dans des conditions de concurrence normale. Les produits et charges directement associés à chaque segment sont pris en compte pour déterminer la performance du secteur d'activité.

Depuis janvier 2024, la Banque présente son reporting sectoriel à travers deux segments d'activité :

- Le segment Banque d'Investissement (BI) se compose des activités de Banque d'entreprise internationale, de Banque d'investissement et de Marchés mondiaux et fournit des produits et services permettant aux entreprises, aux établissements financiers, aux gouvernements, aux organisations supranationales et aux gestionnaires de fonds clients de gérer leurs besoins financiers, stratégiques et de gestion des risques ; et
- La division Banque privée et Gestion du patrimoine (PBWM) comprend l'activité de banque privée de Barclays Europe et offre des solutions d'investissement ainsi que des capacités bancaires et de crédit qui nous permettent de répondre aux besoins de nos clients dans l'ensemble de l'EEE.

Cela est conforme aux initiatives stratégiques mondiales annoncées par Barclays en février 2024, qui réduiront la complexité des rapports de gestion et amélioreront la responsabilisation et la transparence des performances. Le tableau ci-dessous inclut également le segment « Siège social » précédemment présenté, qui comprend les fonctions centrales de soutien, le portefeuille de prêts hypothécaires de détail en Italie (en grande partie cédé au deuxième trimestre 2024), ainsi que l'activité CBE détenue en vue de la vente (cession finalisée en janvier 2025). Le Siège social comprend également les revenus nets des segments BI et PBWM.

Pour en savoir plus sur chaque segment de reporting, veuillez consulter la page 2.

Analyse des résultats par activité					
	Banque d'investissement	Banque privée et Gestion de patrimoine	Siège social	Dont : Actifs inclus dans des groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente, passifs associés et activités abandonnés ^{es} 1	Total ²
	M€	M€	M€	M€	M€
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024				v	
Revenus nets d'intérêts	375	34	255	418	664
Autres produits	1 134	16	61	42	1 211
Total des revenus	1 509	50	316	460	1 875
Coûts d'exploitation	(941)	(35)	(299)	(268)	(1 275)
Quote-part du résultat après impôt des associés	—	—	38	—	38
Bénéfice avant dépréciation	568	15	55	192	638
Charge pour dépréciation de crédit	(12)	—	(106)	(100)	(118)
Résultat avant impôt	556	15	(51)	92	520
Pertes de valeur sur activités destinées à être cédées	—	—	(8)	(8)	(8)
Perte sur cession d'activités abandonnées	—	—	(254)	(254)	(254)
Résultat avant impôt	556	15	(313)	(170)	258
Total de l'actif (Md€)	93	—	45	5	138
Total du passif (Md€)	102	5	24	5	131
Nombre de salariés (équivalent temps plein)					1 814

Analyse des résultats par activité					
	Banque d'investisse- ment	Banque privée et Gestion de patrimoine	Siège social	Dont : Actifs inclus dans des groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente, passifs associés et activités abandonné es ¹	Total ²
	M€	M€	M€	M€	M€
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023					
Produit / (charge) net d'intérêts	267	28	331	509	626
Autres produits	987	15	38	36	1 040
Total des revenus	1 254	43	369	545	1 666
Coûts d'exploitation	(890)	(29)	(359)	(334)	(1 278)
Bénéfice avant dépréciation	364	14	10	211	388
Reprises/(charges) de dépréciation de crédit	5	—	(59)	(53)	(54)
Résultat avant impôt	369	14	(49)	158	334
Pertes de valeur sur activités destinées à être cédées	—	—	—	—	—
Perte sur cession d'activités abandonnées	—	—	—	—	—
Résultat avant impôt	369	14	(49)	158	334
Total de l'actif (Mds€)	94	—	48	5	143
Total du passif (Md€)	112	4	20	4	136
Nombre de salariés (équivalent temps plein)					1 816

Notes

1 (170) M€ (2023 : 158 M€) représentent la perte découlant des activités abandonnées relative au portefeuille CBE et au portefeuille italien de prêts hypothécaires aux particuliers. Le groupe destiné à être cédé ci-dessus comprend l'affectation d'un financement de 29 M€ (2023 : (21) M€) provenant des opérations de trésorerie du siège social au sein de la Banque et 4 M€ de revenus liés au portefeuille restant de prêts hypothécaires aux particuliers en Italie.

2 Les résultats comparatifs ont été retraités par rapport à ceux publiés précédemment afin de refléter la nouvelle présentation des segments et de reclasser certains éléments en activités abandonnées.

Résultat par zone géographique ¹		
Activités poursuivies	2024	2023
Pour l'exercice clos le 31 décembre	M€	M€
Irlande	576	498
France	365	300
Allemagne	304	208
Italie ²	12	(59)
Espagne	93	76
Pays-Bas	27	24
Luxembourg	34	20
Suède	18	17
Reste de l'Europe ³	18	17
Total	1 447	1 101

Notes

1 L'analyse géographique est basée sur l'emplacement du bureau où les opérations sont enregistrées.

2 Le résultat 2023 pour l'Italie a été retraité à la suite de la cession de la quasi-totalité du portefeuille de prêts hypothécaires aux particuliers en Italie, évalué au coût amorti, avec la vente des actifs à Miltonia Mortgage Finance S.r.l..

3 Les pays dont le chiffre d'affaires total est supérieur à 1 % sont répertoriés dans le tableau ci-dessus.

3. Revenus nets d'intérêts

Comptabilisation des produits et charges d'intérêts

Les produits d'intérêts sur les prêts et avances au coût amorti et les charges d'intérêts sur les passifs financiers détenus au coût amorti sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui répartit les intérêts, ainsi que les commissions et coûts directs et supplémentaires, sur la durée de vie attendue des actifs et passifs.

La méthode du taux d'intérêt effectif impose à la Banque d'estimer les flux de trésorerie futurs, dans certains cas en fonction de son expérience du comportement des clients, en tenant compte de toutes les conditions contractuelles de l'instrument financier ainsi que de la durée de vie attendue des actifs et passifs.

La Banque supporte certains coûts d'origination des soldes des cartes de crédit et des prêts personnels. Dans la mesure où ces coûts sont imputés aux clients qui ont en permanence un solde restant dû (revolver) et s'ajoutent à l'origination des soldes des cartes de crédit, ils sont capitalisés et inclus par la suite dans le calcul du taux d'intérêt effectif (« TRI »). Ils sont amortis en produits d'intérêts sur la période de remboursement attendue du solde d'origine. Dans le calcul des TRI, il n'existe pas d'autres estimations individuelles significatives pour le résultat ou la situation financière.

Activités poursuivies	2024 M€	2023 M€
Caisse et soldes auprès des banques centrales	1 160	962
Dettes représentées par un titre au coût amorti	205	64
Prêts et avances au coût amorti	252	201
Juste valeur par les autres éléments du résultat global	29	—
Garantie en espèces	720	788
Autres ¹	246	48
Intérêts et produits assimilés	2 612	2 063
Dépôts au coût amorti	(1 177)	(831)
Titres de créance en circulation	(121)	(102)
Dettes subordonnées	(273)	(246)
Garantie en espèces	(729)	(737)
Autres ²	(37)	(49)
Intérêts et charges assimilées	(2 337)	(1 965)
Revenus nets d'intérêts	275	98

Notes

1 Comprend les produits d'intérêts des contrats de prise en pension et autres prêts garantis similaires au coût amorti.

2 Comprend les charges d'intérêts des contrats de mise en pension et autres emprunts garantis similaires au coût amorti.

Les produits d'intérêts présentés ci-dessus représentent les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

4. Commissions nettes

Comptabilisation des commissions nettes en vertu de la norme IFRS 15

La Banque comptabilise les commissions facturées au titre des services fournis par elle au fur et à mesure que les obligations de performance sont satisfaites, par exemple lors de la réalisation de l'opération sous-jacente. Les coûts supplémentaires sont comptabilisés dans les frais et commissions s'ils sont directement attribuables à la génération de recettes sous forme de frais et commissions identifiables. Lorsque les accords contractuels donnent lieu, en outre, à la comptabilisation par la Banque d'instruments financiers entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 9, ces instruments financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur conformément à la norme IFRS 9, avant l'application des dispositions de la norme IFRS 15.

Les produits des commissions sont ventilés ci-dessous en fonction des types de commissions qui reflètent la nature des services offerts au sein de la Banque et des segments opérationnels, conformément à la norme IFRS 15. Le tableau ci-dessous indique un total des commissions entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 15. Voir la note annexe 2 pour plus de renseignements sur les segments opérationnels.

	Banque d'investisse ment	Banque privée et Gestion de patrimoine	Siège social	Total
2024				
Activités poursuivies	M€	M€	M€	M€
Type de commission				
Commissions de transaction	62	—	—	62
Commissions de conseil	92	10	—	102
Commissions de courtage et d'exécution	51	2	—	53
Commissions de souscription et syndication	287	—	—	287
Commissions de service des affiliés	317	—	—	317
Autres	18	1	14	33
Total des produits des contrats conclus avec la clientèle	827	13	14	854
Autres produits de commissions non contractuelles	274	—	—	274
Produits de commissions	1 101	13	14	1 128
Charges de commissions - hors affiliés	(49)	(1)	—	(50)
Frais et commissions affiliés	(6)	(1)	—	(7)
Charges de commissions	(55)	(2)	—	(57)
Commissions nettes	1 046	11	14	1 071

	Banque d'investisse ment	Banque privée et Gestion de patrimoine	Siège social	Total
2023				
Activités poursuivies	M€	M€	M€	M€
Type de commission				
Commissions de transaction	61	—	—	61
Commissions de conseil	77	9	—	86
Commissions de courtage et d'exécution	55	1	—	56
Commissions de souscription et syndication	209	—	—	209
Commissions de service des affiliés	332	—	—	332
Autres	20	1	16	37
Total des produits des contrats conclus avec la clientèle	754	11	16	781
Autres produits de commissions non contractuelles	241	—	—	241
Produits de commissions	995	11	16	1 022
Charges de commissions - hors affiliés	(59)	(1)	—	(60)
Frais et commissions affiliés	(15)	(1)	—	(16)
Charges de commissions	(74)	(2)	—	(76)
Commissions nettes	921	9	16	946

Types de commission

Commissions de transaction

Les commissions de transaction sont des commissions de service sur les comptes de dépôt, les commissions de service de gestion de la trésorerie et les commissions de traitement des transactions. Il s'agit notamment des commissions d'interchange et des commissions des commerçants issus de l'utilisation des cartes de crédit et des cartes bancaires. Les frais de transaction et de traitement sont comptabilisés au moment de la réalisation de l'opération ou de la prestation du service. Les commissions d'interchange et des commerçants sont comptabilisées lors du règlement du paiement par carte.

La Banque supporte certains coûts liés aux cartes, y compris des coûts liés aux programmes de récompense des titulaires de carte et aux paiements versés aux programmes de co-marquage. Les coûts du programme de récompense des titulaires de carte liés aux clients qui règlent leur solde restant dû à chaque période (transactors) sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés et présentés dans les frais et commissions, tandis que les coûts liés aux clients qui conservent en permanence un solde restant dû (revolvers) sont inclus dans le TRI de la créance (voir la note annexe 3). Les paiements aux partenaires pour l'origination de nouveaux comptes de titulaires de carte liés aux comptes de transactions sont reportés en tant que coûts pour obtenir un contrat en vertu de la norme IFRS 15, tandis que les coûts liés aux comptes renouvelables sont inclus dans le TRI de la créance (voir la note annexe 3). Ces coûts reportés en vertu de la norme IFRS 15 sont capitalisés et amortis sur la durée de vie estimée de la relation client. Les paiements aux partenaires de comarquage sur la base du partage des revenus, dans la mesure où celui-ci se rapporte à des « revolvers », sont inclus dans le TRI des créances et, dans la mesure où le partage des revenus se rapporte à des « transactors », sont inclus dans les charges de commissions. Les paiements fondés sur la rentabilité sont présentés en charges de commissions.

Commissions de conseil

Les commissions de conseil proviennent des services de gestion de fortune et de conseil en banque d'investissement dans le cadre de fusions, acquisitions et restructurations financières. Les commissions de conseil en gestion de fortune sont perçues sur la période durant laquelle les services sont fournis et sont généralement comptabilisées trimestriellement lors de la détermination de la valeur de marché des avoirs des clients. Les commissions de conseil en banque d'investissement sont comptabilisées au moment où les services liés à l'opération sont fournis conformément aux conditions de la mission. Les commissions de conseil en banque d'investissement sont comptabilisées à mesure qu'elles sont encourues dans les frais et commissions si elles sont directes et viennent s'ajouter aux services de conseil ou, à défaut, sont comptabilisées dans les charges d'exploitation.

Commissions de courtage et d'exécution

Les commissions de courtage et d'exécution sont perçues pour l'exécution d'opérations de clients sur différents marchés boursiers et de gré à gré, pour assister les clients dans leurs opérations de compensation et pour faciliter les opérations de change dans le cadre des contrats au comptant / à terme. Les commissions de courtage et d'exécution sont comptabilisées au moment de l'exécution du service concerné, qui est généralement la date de négociation de l'opération.

Commissions de souscription et syndication

Les commissions de souscription et de syndication sont perçues pour la distribution de titres de créance ou d'actions des clients ainsi que pour la mise en place et l'administration d'une syndication de prêts. Cela inclut les commissions d'engagement pour le financement des prêts. Les commissions de souscription sont généralement comptabilisées à la date de l'opération s'il ne reste aucune condition à satisfaire (par exemple si l'opération n'est pas conditionnée à la clôture d'une acquisition ou à la réalisation d'une autre opération). Les commissions de souscription sont reportées et comptabilisées en charges de commissions lors de l'enregistrement des commissions de souscription associées. Des commissions de syndication sont perçues pour la mise en place et l'administration d'une syndication de crédit ; toutefois, la commission concernée peut être sujette à des variations jusqu'à ce que le prêt ait été syndiqué à d'autres membres du syndicat ou jusqu'à ce que d'autres imprévus aient été résolus et, par conséquent, les revenus des commissions sont reportés jusqu'à ce que l'incertitude soit levée.

Les commissions de souscription et de syndication comprennent les commissions d'engagement de prêt, lorsque le tirage n'est pas probable. Ces commissions d'engagement sont comptabilisées au fil du temps jusqu'à l'échéance contractuelle de l'engagement.

Commissions de service des affiliés

Les commissions de service des sociétés affiliées constituent la rémunération des services fournis par la Banque à ses sociétés affiliées. Cela inclut les crédits de vente et les revenus de remboursement des coûts. Les crédits de vente de sociétés affiliées constituent la rémunération pour les services de vente fournis à ces sociétés affiliées. Les revenus de remboursement des coûts sont liés à la refacturation des coûts d'infrastructure ou de soutien commercial encourus par la Banque pour soutenir les activités d'une société affiliée. Les commissions de service entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 15 et sont comptabilisées à mesure que les obligations d'exécution sont satisfaites, ce qui correspond généralement au moment où la Banque a droit à la rémunération, qui peut intervenir lors de l'exécution d'une obligation de performance individuelle ou au fil du temps, au fur et à mesure de l'exécution de l'obligation. Les frais de service comprennent un dispositif de frais régissant la manière dont la Banque est rémunérée pour permettre à sa Société mère de bénéficier de l'accès de la Banque aux contreparties de l'EEE.

Les prix appliqués aux opérations intragroupe de la Banque sont représentatifs des prix qui seraient payés au titre de opérations entre parties indépendantes (également appelés « prix de pleine concurrence »). Les « prix de pleine concurrence » que la Banque applique sont dérivés de normes internationales établies et largement acceptées telles que les Principes de l'OCDE en matière de prix de transfert, qui sont appliquées de manière globalement cohérente dans tous les pays dans lesquels la Banque opère. La Banque cherche à se conformer aux exigences du rapport BEPS Action 13 (Documentation des prix de transfert et reporting pays par pays) en matière de documentation pour étayer les prix de pleine concurrence appliqués aux transactions intragroupe de la Banque, y compris, par exemple, la préparation d'un fichier principal et de fichiers locaux et la réalisation d'études comparatives économiques externes d'opérations comparables entre tiers.

Autres produits de commissions non contractuelles

Cette catégorie comprend principalement les revenus des services rendus aux clients par la Banque en collaboration avec des entités affiliées. Les accords de collaboration ne relèvent pas de la norme IFRS 15 mais sont comptabilisés selon le schéma de comptabilisation des revenus de l'activité sous-jacente conformément aux principes de la norme IFRS 15.

Frais et commissions - sociétés affiliées

Les frais et commissions versés aux sociétés affiliées comprennent les crédits de vente versés à ces sociétés au titre des services de vente fournis à la Banque. Ces services commerciaux s'ajoutent directement aux revenus générés par la Banque.

Charges de frais et commissions - hors affiliés

Les charges de frais et commissions versés à des sociétés non affiliées incluent les coûts supplémentaires qui sont directement attribuables à la génération de recettes provenant de frais et de commissions.

Actifs et passifs contractuels

Au 31 décembre 2024, la Banque ne disposait pas d’actifs ou de passifs contractuels significatifs (2023 : néant).

Dépréciation des créances sur commissions et actifs contractuels

Au cours de l’année 2024, aucune dépréciation significative n’a été constatée en ce qui concerne les créances sur commissions et les actifs contractuels (2023 : néant). Les commissions liées à l’activité transactionnelle peuvent s’ajouter aux soldes clients en souffrance. Ces montants peuvent faire l’objet d’une dépréciation ultérieure dans le cadre du solde global des prêts et avances.

Obligations d’exécution restantes

La Banque applique la solution pratique prévue par la norme IFRS 15 et ne divulgue pas d’informations sur les obligations d’exécution restantes dont la durée initiale prévue est inférieure ou égale à un an ou dans les cas où la Banque dispose d’un droit de contrepartie qui correspond directement à la valeur du service fourni au client (particulier ou entreprise).

Frais encourus pour l’obtention ou l’exécution d’un contrat

Au 31 décembre 2024, la Banque n’avait pas de coûts contractuels significatifs capitalisés (2023 : néant).

5. Résultat net des opérations des portefeuilles de négociation

Comptabilisation du résultat net des portefeuilles de négociation

Les positions de négociation sont détenues à la juste valeur et les gains et pertes qui en découlent sont inclus dans les résultats nets de portefeuille de négociation, tout comme les intérêts et dividendes découlant des positions longues et courtes et des coûts de financement liés aux activités de négociation. Les coûts supplémentaires sont comptabilisés dans le résultat net des portefeuilles de négociation s’ils sont directement attribuables à la génération de recettes de négociation identifiables.

Les produits proviennent à la fois de la vente et de l’achat de positions de négoce, des marges qui sont réalisées par le biais de la tenue de marché et de l’activité de clientèle ainsi que des variations de juste valeur causées par l’évolution des taux d’intérêt et de change, les prix des actions et d’autres variables du marché

Les plus-values ou moins-values sur les instruments financiers détenus à d’autres fins que la négociation désignés ou obligatoirement comptabilisés à la juste valeur dont les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat sont inclus dans le résultat net des opérations de négociation.

Activités poursuivies	2024 M€	2023 M€
Plus-value nette sur actifs et passifs détenus à des fins de transaction	107	99
Plus-value nette sur instruments financiers désignés à la juste valeur	4	—
Plus-value nette sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	15	12
Résultat net des opérations des portefeuilles de négociation	126	111

6. Charges nettes d’investissement

Comptabilisation du revenu / (produit) des placements

Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de recevoir le dividende est établi. Les coûts supplémentaires sont déclarés dans le revenu net des placements s’ils sont directement attribuables à la génération de revenus identifiables. Les autres méthodes comptables relatives au revenu net d’investissement sont présentées à la Note 12 et la Note 14.

Activités poursuivies	2024 M€	2023 M€
Plus-values nettes découlant des cessions d'instruments de dette à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	1	—
Charges nettes sur autres placements ¹	(44)	(48)
Moins-values nettes issues des cessions d'actifs et de passifs financiers évalués au coût amorti	—	(3)
Plus-values/(charges) nettes sur actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	17	(3)
Charges nettes d'investissement	(26)	(54)

Note

1 Comprend principalement la prime payée sur les garanties financières non intégrales détenues.

7. Charges d'exploitation

Activités poursuivies	2024 M€	2023 M€
Coûts d'infrastructure		
Immobilisations corporelles	19	19
Dotations aux amortissements	20	20
Total des coûts d'infrastructure	39	39
Frais d'administration et frais généraux		
Honoraires de conseil, d'avocats et de professionnels	24	19
Taxes bancaires	31	74
Charges locatives des filiales ¹	407	357
Autres frais administratifs et généraux	88	73
Total des frais d'administration et de gestion	550	523
Frais de personnel (voir la note 29)	425	385
Charges d'exploitation	1 014	947

Note

1 Reflète principalement le coût des services fournis par Barclays Execution Services Limited, une société de services à l'échelle du groupe Barclays.

8. (Charges) pour dépréciation de crédit / reprises

Comptabilisation de la dépréciation des actifs financiers

Dépréciations

La Banque est tenue de comptabiliser les PCA sur la base d'informations prospectives non biaisées pour tous les actifs financiers au coût amorti, les créances de location, les engagements de financement et les contrats de garantie financière.

A la date de clôture, une provision (ou provision pour engagements de financement et garanties financières) est requise pour les PCA sur 12 mois (stade 1). Si le risque de crédit a fortement augmenté depuis la comptabilisation initiale (stade 2) ou si l'instrument financier est déprécié (stade 3), une provision doit être constatée pour la durée de vie des pertes de crédit attendues.

Le calcul de la PCA s'appuie sur trois composantes principales : (i) les PD (ii) la PCD et (iii) l'ECD.

Les PCA sur 12 mois et les PCA à vie sont calculées en multipliant la PD, la PCD et l'ECD respectives. Les PD sur 12 mois et sur la durée de vie représentent respectivement la PD survenant au cours des 12 prochains mois et la maturité résiduelle de l'instrument. L'ECD représente le solde attendu au moment du défaut, en tenant compte du remboursement du principal et des intérêts de la date de clôture à l'événement de défaut, ainsi que les tirages attendus des facilités engagées. La PCD représente les pertes attendues sur l'ECD compte tenu du cas de défaut en tenant compte, entre autres, de l'effet atténuateur de la valeur de la sûreté au moment où elle devrait être réalisée et de la valeur temps de l'argent.

L'évaluation des PCA repose sur la capacité des emprunteurs à effectuer des paiements à échéance. La Banque examine également les risques spécifiques au secteur et détermine si des ajustements supplémentaires sont requis pour le calcul des PCA. Pour certains secteurs, tels que le pétrole et le gaz, le risque de crédit peut être impacté par des considérations climatiques.

Afin de déterminer s'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, la Banque évalue la date à laquelle l'augmentation significative du risque de crédit s'est produite sur la base d'évaluations quantitatives et qualitatives. Le risque de crédit d'une exposition est considéré comme ayant significativement augmenté lorsque :

(i) Test quantitatif

La PD sur la durée de vie annualisée augmente davantage qu'un seuil convenu par rapport à l'équivalent à l'origine.

Les seuils de détérioration de la PD se définissent comme des augmentations en pourcentage et sont exprimés à un niveau de score d'origination et de segmentation afin de s'assurer que le test intègre de manière adéquate les augmentations significatives du risque de crédit à tous les niveaux de risque. De manière générale, les seuils sont inversement corrélés à la PD d'origination : à mesure que la PD d'origination augmente, la valeur du seuil diminue.

L'évaluation de la date à laquelle une augmentation de la PD est jugée « significative » se base sur l'analyse du profil de risque du portefeuille par rapport à un ensemble commun de principes et d'indicateurs de performance (cohérents entre les activités de détail et de gros), intégrant un jugement d'expert en matière de crédit le cas échéant. L'application des planchers quantitatifs de PD ne représente pas l'utilisation de l'exemption au titre du faible risque de crédit car les expositions peuvent passer séparément au stade 2 par le biais de la voie qualitative décrite ci-dessous.

Pour les actifs de gros, une augmentation de 100 % de la PD et un plancher de PD de 0,2 % constituent les critères d'augmentation significative du risque de crédit.

Pour les actifs de détail, une augmentation relative sur mesure et des seuils absolus de PD basés sur le type de produit et la PD d'origination constituent les critères. Les seuils sont soumis à des valeurs maximales définies par la politique de la Banque et à un seuil relatif maximal de 400 %.

Pour les expositions existantes/historiques dont les scores ou données des points d'origination ne sont plus disponibles ou ne représentent pas une estimation comparable de la PD à vie, un score d'origination de substitution est défini comme suit :

- remplissage rétrospectif du score PD sur la durée de vie approuvée soit à partir de la date d'origination, soit, si cela n'est pas possible, à partir d'une date aussi éloignée que possible (sous réserve d'un point de début de données le 1^{er} janvier 2015 au plus tard) ; ou
- utilisation des données historiques disponibles sur la performance des comptes et d'autres informations sur les clients afin d'obtenir une estimation « par proxy » comparable de la PD d'origination.

(ii) Test qualitatif

Cela est pertinent pour les comptes qui répondent aux critères de risque élevé du portefeuille et qui font l'objet d'un suivi de crédit plus étroit.

Il se peut que les clients à haut risque ne soient pas en retard de paiement, mais présentent des difficultés de crédit soit en raison d'un événement, soit en raison d'un comportement observé. La définition et l'évaluation du risque élevé s'appuient sur autant d'informations raisonnablement disponibles que possible, y compris les données au niveau du secteur et du Groupe, à chaque fois que cela est possible ou pertinent.

Bien que les populations à haut risque appliquées aux fins de la dépréciation au sens de la norme IFRS 9 soient alignées sur les processus de gestion des risques, elles sont régulièrement examinées et validées afin de s'assurer qu'elles saisissent tout segment incrémental lorsqu'il existe des signes de détérioration du crédit.

(iii) Critères de filet de sécurité

Cela est pertinent pour les comptes ayant plus de 30 jours civils d'arriérés. Le critère d'arriéré de 30 jours constitue un filet de sécurité plutôt qu'un facteur principal de passage des expositions au stade 2.

Les expositions reviendront au stade 1 dès lors qu'elles ne satisferont plus aux critères d'augmentation significative du risque de crédit. Cela signifie qu'au minimum, tous les paiements doivent être à jour, que le critère de détérioration des PD ne doit plus être rempli, que le compte ne doit plus être considéré comme à risque élevé et que le client doit avoir démontré une capacité à honorer ses échéances futures.

Les expositions ne sont retirées du stade 3 et réaffectées au stade 2 qu'une fois que l'événement déclencheur du défaut initial ne s'applique plus. Les expositions retirées du stade 3 ne doivent plus être qualifiées de dépréciées et :

a) l'émetteur doit également avoir fait preuve d'une bonne régularité dans les paiements sur une période de 12 mois, avoir honoré tous les paiements contractuels consécutifs qu'il devait honorer et, pour les expositions faisant l'objet de tolérances, avoir terminé avec succès la période probatoire définie par l'ABE concerné ; ou

b) (pour les expositions ne faisant pas l'objet de tolérances), les conditions d'exécution doivent être définies et approuvées dans le cadre d'un plan de restructuration validé de manière adéquate et le critère des 12 mois d'historique des paiements doit être rempli.

Les management overlays et autres exceptions aux résultats du modèle ne sont appliqués que s'ils sont conformes à l'objectif d'identification des augmentations significatives du risque de crédit.

Informations prospectives

L'évaluation des PCA implique un certain niveau de complexité et d'appréciation, y compris l'estimation des PD, l'estimation des PCD, une série de scénarios économiques futurs non biaisés, l'estimation des durées de vie attendues (dans les cas où les durées de vie contractuelles ne s'appliquent pas), l'estimation des ECD et l'évaluation des augmentations significatives du risque de crédit.

Les pertes de crédit correspondent aux déficits de liquidités attendus par rapport aux montants précisés dans les contrats sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, actualisés au TRI initial. Les PCA s'entendent des pertes de crédit pondérées par la probabilité, non biaisées, déterminées en évaluant un éventail de résultats possibles et en tenant compte des conditions économiques futures.

Veuillez consulter la section Incertitude des mesures et analyse de sensibilité à la page 174 pour plus de détails.

Définition du défaut, des actifs dépréciés, des radiations et de la comptabilisation des produits d'intérêts

La définition du défaut aux fins de la détermination des PCA et à des fins de gestion interne du risque de crédit a été alignée sur la définition du défaut de l'article 178 du Règlement CRR (Fonds propres réglementaires) afin de maintenir une approche cohérente avec la norme IFRS 9 et les orientations réglementaires associées. La définition du défaut en vertu de l'article 178 du Règlement CRR prend en considération les signes que le débiteur est peu susceptible de payer et qu'il est très improbable qu'il honore sa dette si l'exposition est en souffrance depuis plus de 90 jours. Si les expositions sont identifiées comme ayant fait l'objet d'une dépréciation au moment de leur acquisition ou de leur origination, les intérêts créditeurs sont calculés sur la valeur comptable nette de la provision pour dépréciation.

Un actif financier est considéré comme déprécié en cas de survenance d'un ou plusieurs événements ayant un impact négatif sur ses flux de trésorerie futurs. Il s'agit des actifs définis comme étant en défaut ainsi que des autres expositions évaluées individuellement qui se trouvent en situation de défaut imminent ou de perte réelle.

Les prêts irrécouvrables sont radiés par imputation à la provision correspondante pour dépréciation des prêts à l'achèvement des processus internes de la Banque et lorsque tous les montants raisonnablement recouvrables ont été collectés. Les recouvrements ultérieurs des montants précédemment radiés sont portés au crédit du compte de résultat. Le moment et l'ampleur des radiations peuvent nécessiter l'exercice d'une certaine appréciation subjective. Néanmoins, une radiation sera souvent déclenchée par un événement spécifique, par exemple l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité ou d'autres mesures formelles de recouvrement, qui permet d'établir que tout ou partie de l'avance est devenue irrécouvrable.

Comptabilisation des contrats de garantie financière achetés

La Banque peut conclure un contrat de garantie financière qui oblige son émetteur à rembourser à la Banque la perte qu'elle encourt en raison du non-paiement à échéance par le débiteur conformément aux conditions d'un titre de créance. Pour ces contrats de garantie financière distincts, la Banque comptabilise un actif de remboursement aligné sur la comptabilisation des PCA sous-jacentes, s'il est considéré comme pratiquement certain qu'un remboursement serait perçu si le débiteur spécifié ne procédait pas au paiement à échéance conformément aux conditions du titre de créance.

Modifications et renégociations de crédits qui ne font pas l'objet d'une dépréciation du crédit

Si la modification d'un contrat de prêt résulte d'une activité de restructuration commerciale plutôt que du risque de crédit de l'emprunteur, une évaluation doit être effectuée afin de déterminer si les conditions du nouvel accord s'écartent substantiellement des conditions de l'accord existant. Cette évaluation tient compte à la fois de l'évolution des flux de trésorerie découlant des conditions modifiées et de l'évolution du profil de risque global des instruments. En ce qui concerne les périodes de grâce accordées aux emprunteurs qui ne sont pas dues à des tolérances, le prêt n'est pas considéré comme ayant fait l'objet de modifications substantielles si les flux de trésorerie révisés sur la base de la valeur actuelle (sur la base du TIE d'origine) ne s'écartent pas substantiellement des flux de trésorerie initiaux.

Si les conditions s'en écartent substantiellement, le prêt existant sera décomptabilisé et le nouveau prêt sera comptabilisé à la juste valeur, toute différence d'évaluation étant comptabilisée immédiatement dans le compte de résultat sous réserve de critères d'observabilité.

Si les conditions ne s'en écartent pas substantiellement, la valeur comptable du prêt sera ajustée pour tenir compte de la valeur actualisée des flux de trésorerie modifiés au TIE d'origine, tout gain ou perte en résultant étant comptabilisé immédiatement dans le compte de résultat en tant que gain ou perte de modification.

Durée de vie prévue

Les PCA sur la durée de vie doivent être mesurées sur la durée de vie attendue. Celle-ci est limitée à la durée de vie contractuelle maximale et tient compte des prévisions de remboursement anticipé, de prorogation, d'achat et d'options similaires. Y font exception certains instruments financiers renouvelables, tels que les cartes de crédit et les découverts bancaires, qui comprennent à la fois une composante tirée et une composante non tirée lorsque la capacité contractuelle de l'entité à demander le remboursement et l'annulation de l'engagement non utilisé ne limite pas l'exposition de l'entité aux pertes de crédit à la période de préavis contractuel. Pour les crédits renouvelables, la durée de vie attendue est calculée de manière analytique afin de refléter la durée de vie comportementale de l'actif, c'est-à-dire la période durant laquelle la ligne métier s'attend à être exposée au risque de crédit. La durée de vie comportementale est généralement basée sur l'analyse historique du délai

moyen de défaut, de clôture ou de retrait de la facilité de crédit. Si les données sont insuffisantes ou l'analyse n'est pas concluante, un « facteur d'échéance » supplémentaire peut être intégré pour refléter la durée de vie estimée totale des expositions, sur la base d'un jugement expérimenté et/ou d'une analyse par des pairs. Les éventuelles modifications futures des contrats ne sont pas prises en compte dans la détermination de la durée de vie prévue ou de l'ECD avant qu'elles ne se produisent.

Actualisations

Les PCA sont actualisées au TIE lors de la comptabilisation initiale ou de la réalisation d'une approximation et elles correspondent à la comptabilisation des revenus. Pour les engagements de financement, le taux TIE devrait s'appliquer au moment du tirage du prêt et de la comptabilisation d'un actif financier. Pour les actifs financiers à taux variable, le taux au comptant à la date de clôture est utilisé et les projections des variations du taux variable sur la durée de vie prévue ne sont pas effectuées pour estimer les flux de trésorerie futurs des intérêts ni pour l'actualisation.

Techniques de modélisation

Actuellement, les modèles fondés sur les notations internes sont utilisés pour calculer la PD et le PCD ponctuels, qui servent de données clés aux modèles IFRS 9. Par la suite, ces données sont extrapolées en utilisant les modèles IFRS 9 pour créer des prévisions macro-économiques sensibles des PD, des PCD et, partant, des PCA.

Tolérances

Un actif financier fait l'objet d'une tolérance lorsqu'il est modifié en raison de la difficulté de crédit de l'emprunteur. Une modification apportée aux conditions d'un actif en raison d'une restructuration sera généralement considérée comme une modification non substantielle qui n'entraîne pas de décomptabilisation du prêt initial, sauf dans les cas où la dette est échangée contre des capitaux propres.

Les actifs productifs et non productifs soumis à une tolérance relèvent du stade 3 sauf s'il est établi que la concession accordée n'a pas entraîné de diminution de l'obligation financière et qu'aucun autre critère de défaut prévu par le règlement n'est rempli, auquel cas l'actif est classé au stade 2. La période d'essai minimale est de 12 mois pour les tolérances non productives et de 24 mois pour les tolérances productives. Par conséquent, un délai minimum de 36 mois est nécessaire pour que les tolérances non productives sortent du statut de tolérance.

Aucun instrument financier faisant l'objet d'une tolérance ne peut revenir au stade 1 tant que tous les seuils du stade 2 ne sont plus atteints et ces instruments ne peuvent sortir du stade 3 que lorsqu'ils ne sont plus dépréciés.

Estimations et jugements comptables essentiels

La dépréciation prévue par la norme IFRS 9 implique plusieurs domaines de jugement importants, notamment l'estimation des paramètres modélisés prospectifs (PD, PCD et ECD), l'élaboration d'un ensemble de scénarios économiques futurs non biaisés, l'estimation des durées de vie attendues et l'évaluation des augmentations significatives du risque de crédit.

Le calcul de la dépréciation implique l'exercice d'un jugement fondé sur l'expérience de la Banque en matière de gestion du risque de crédit. Au sein des portefeuilles de détail, qui comprennent un grand nombre d'actifs homogènes présentant des caractéristiques de risque similaires, la provision pour dépréciation est calculée à partir de paramètres modélisés prospectifs qui sont généralement gérés au niveau du compte et du portefeuille. De nombreux modèles sont utilisés, qui sont chacun adaptés à un produit, une ligne d'activité ou une catégorie de clients. Un certain discernement et des connaissances sont nécessaires pour sélectionner les méthodes statistiques à utiliser lors de l'élaboration ou de la révision des modèles. Les ajustements apportés par la direction aux modèles de dépréciation, qui contiennent un élément de subjectivité, sont appliqués afin de prendre en compte certaines conditions ou changements de politique qui ne sont pas entièrement intégrés dans les modèles de dépréciation, ou de tenir compte de faits et de circonstances supplémentaires à la fin de la période. Les ajustements de la direction sont revus et intégrés au développement des futurs modèles, le cas échéant.

Pour les actifs significatifs individuels de stade 3, les provisions pour dépréciation sont calculées sur une base individuelle et toutes les considérations pertinentes ayant une incidence sur les flux de trésorerie futurs attendus dans un ensemble de scénarios économiques sont prises en compte. Ces considérations peuvent être particulièrement subjectives et peuvent inclure les perspectives commerciales du client, la valeur réalisable des garanties, la position de la Banque par rapport aux autres demandeurs, la fiabilité des informations relatives aux clients ainsi que le coût et la durée probables du processus de redressement. Le niveau de la provision pour dépréciation est la différence entre la valeur des flux de trésorerie futurs actualisés attendus (actualisation au TIE d'origine du prêt) et sa valeur comptable. En outre, les appréciations évoluent à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles ou que les stratégies de redressement évoluent, ce qui entraîne des révisions fréquentes de la provision pour dépréciation à mesure que des décisions individuelles sont prises. Les modifications de ces estimations entraînent une modification des provisions et un impact direct sur la charge de dépréciation.

Des ajustements temporaires des provisions pour dépréciation IFRS 9 peuvent être appliqués dans des circonstances limitées pour tenir compte des situations où les facteurs de risque ou informations connus ou attendus n'ont pas été pris en compte dans le processus d'évaluation ou de modélisation des PCA. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la page 68 de la performance du risque de crédit.

Les informations concernant l'impact potentiel des risques physiques et de transition du changement climatique sur les emprunteurs sont prises en compte, notamment les informations raisonnables et justifiables permettant d'établir des appréciations et des estimations comptables. Par

nature, le changement climatique est un événement de long terme, avec des niveaux d'incertitude importants. La détermination de son impact possible au cours de l'exercice suivant, le cas échéant, nécessite donc un certain niveau d'appréciation.

Activités poursuivies	2024			2023		
	Dépréciations charges/(reprises) M€	Recouvrements et remboursements ¹ M€	Total ² M€	Dépréciations charges/(reprises) M€	Recouvrements et remboursements ¹ M€	Total ² M€
Prêts et avances au coût amorti ²	15	(2)	13	12	(6)	6
Engagements de financement hors bilan et contrats de garantie financière	5	—	5	(6)	—	(6)
Total des charges pour dépréciation de crédit / (reprises)	20	(2)	18	6	(6)	—

Notes

1 Les recouvrements et remboursements incluent principalement les remboursements attendus dans le cadre de contrats de garantie financière détenus auprès de tiers via Barclays Bank Ireland Plc et offrant une protection de crédit sur certains actifs.

2 Inclut les titres de créance évalués au coût amorti.

Radiations pouvant faire l'objet d'une action en exécution

Au 31 décembre 2024, l'encours contractuel sur les actifs financiers qui ont été radiés au cours de l'exercice et qui peuvent encore faire l'objet d'une action en exécution s'élève à 54 M€ (2023 : 58 M€), ce qui concerne en intégralité des CBE classés comme détenus en vue de la vente. Il s'agit d'un montant inférieur à celui présenté dans le tableau des expositions brutes et des provisions pour dépréciation en raison des actifs vendus au cours de l'année suivant les radiations et les recouvrements postérieurs à l'effacement. Après la date de clôture, avec la vente de CBE, les droits d'exécution sur ces radiations n'existent plus pour la Banque.

Modification des actifs financiers

Des actifs financiers avec une provision pour pertes mesurée à un montant égal à la PCA à vie de 14 M€ (2023 : 64 M€) ont fait l'objet d'une modification non substantielle au cours de l'exercice, avec une perte de 2 M€ (2023 : 2 M€). La valeur comptable brute des actifs financiers soumis à modification non substantielle pour lesquels la provision pour pertes est passée à une PCA sur 12 mois au cours de l'exercice est nulle (2023 : 7 M€).

9. Impôts

Comptabilisation de l'impôt sur les bénéfices

La Banque applique la norme IAS 12 Impôts sur les bénéfices pour la comptabilisation de l'impôt sur les bénéfices. L'impôt exigible sur les bénéfices imposables (impôt exigible) est passé en charges pour les périodes au cours desquelles les bénéfices sont générés. Les retenues à la source sont également considérées comme des impôts sur les bénéfices. L'impôt recouvrable sur les pertes déductibles d'impôt n'est comptabilisé comme un actif d'impôt courant que dans la mesure où il est considéré comme recouvrable par compensation avec les bénéfices imposables provenant des périodes en cours ou antérieures. L'impôt courant est évalué en utilisant les taux d'imposition et dispositions fiscales promulgués ou sur le point d'être promulgués à la date du bilan.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour se voir imputer les écarts temporels déductibles et le report à nouveau des crédits d'impôt et des pertes fiscales non utilisés. Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour tous les écarts temporels imposables, à l'exception de l'écart d'acquisition comptabilisé initialement. L'impôt différé n'est pas comptabilisé lorsque la différence temporelle résulte de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans le cadre d'une opération qui n'est pas un regroupement d'entreprises et, au moment de l'opération, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le résultat imposable. L'impôt différé est déterminé en fonction des taux d'imposition et de la législation promulguée ou quasiment promulguée à la date de clôture de l'exercice, qui devrait s'appliquer lorsque l'actif d'impôt différé sera réalisé ou que le passif d'impôt différé sera réglé. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont compensés que lorsqu'il existe à la fois un droit légal de compensation et une intention de règlement net.

La Banque a adopté les amendements à la norme IAS 12 relatifs à la Réforme fiscale internationale – Règles types du Pilier II, publiés le 23 mai 2023, et a appliqué l'exception prévue au paragraphe 4A en ce qui concerne la comptabilisation et la publication d'informations sur les actifs et passifs d'impôts différés liés aux impôts sur le résultat du Pilier II.

La Banque considère qu'il existe une situation fiscale incertaine lorsqu'elle juge qu'à terme, le montant du bénéfice imposable pourrait s'avérer supérieur au montant initialement indiqué dans les déclarations fiscales de la Banque.

Une provision d'impôt courante est constatée lorsqu'il est jugé probable que l'issue du contrôle par une autorité fiscale d'une situation fiscale incertaine modifiera, à l'avenir, le montant de l'impôt en espèces dû à ou par une autorité fiscale. Après sa comptabilisation, la provision d'impôt courante est évaluée au montant que la Banque s'attend à verser à l'autorité fiscale pour résoudre la position.

Estimations et jugements comptables essentiels

Deux grands domaines d'appréciation ont une incidence sur la situation fiscale déclarée. D'une part, le niveau de provisionnement des positions fiscales incertaines ; d'autre part, la comptabilisation et l'évaluation des actifs d'impôts différés.

La Banque ne considère pas qu'il existe un risque important d'ajustement significatif de la valeur comptable des soldes d'impôts courants et différés, y compris des provisions pour positions fiscales incertaines au cours de l'exercice suivant. Les provisions pour positions fiscales incertaines couvrent différentes problématiques et, le cas échéant, reflètent les préconisations d'un avocat externe. Il convient de garder à l'esprit que seule une partie de l'ensemble des positions fiscales incertaines fera l'objet d'un audit à tout moment et que certaines positions pourraient donc être contestées par une autorité fiscale au cours de l'année à venir.

Des actifs d'impôts différés ont été comptabilisés sur la base des prévisions de bénéfices des lignes métiers qui intégraient la vision actuelle des impacts climatiques.

Activités poursuivies	2024 M€	2023 M€
Charge d'impôt courant		
Exercice en cours	74	58
Ajustement au titre des exercices antérieurs	(2)	13
	72	71
Charge/(crédit) d'impôt différé		
Exercice en cours	1	(1)
Ajustement au titre des exercices antérieurs	12	—
	13	(1)
Charge d'impôt	85	70

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt qui résulterait de l'application du taux normal de l'impôt irlandais sur les sociétés au bénéfice avant impôt de la Banque.

Activités poursuivies	2024 M€	2024 %	2023 M€	2023 %
Résultat avant impôt	453		154	
Charge d'impôt/(crédit) sur la base du taux d'impôt irlandais standard de 12,5 % (2023 : 12,5 %)	57	12,5 %	19	12,5 %
Impact des profits/pertes réalisés dans des territoires dont les taux légaux sont différents de ceux de l'Irlande (le taux d'imposition légal pondéré, Irlande comprise, est de 22,4 % (2023 : 11,2 %))	45	9,9 %	(2)	(1,3 %)
Variations de la comptabilisation des impôts différés et effet des déficits fiscaux non comptabilisés	13	2,9 %	45	29,2 %
Ajustements au titre des exercices antérieurs	10	2,2 %	13	8,4 %
Charges non déductibles et autres ajustements fiscaux	8	1,9 %	4	2,5 %
Allègement fiscal sur les paiements effectués au titre des instruments AT1	(10)	(2,2 %)	(9)	(5,8 %)
Abattement fiscal sur l'utilisation des pertes de l'exercice en cours	(19)	(4,2 %)	(7)	(4,6 %)
Autres ¹	(19)	(4,2 %)	7	4,6
Charge d'impôt totale	85	18,8 %	70	45,5 %

Note

1. Le résultat avant impôts (RAE) de la succursale allemande de la Banque comprend les revenus provenant des transactions internes entre son activité CBE et son siège social irlandais, qui s'annulent lors de la consolidation. La charge fiscale de la succursale allemande de la Banque est calculée sur la base du résultat avant impôt, mais la charge fiscale relative aux activités de CBE est intégralement comptabilisée dans les activités abandonnées (voir note annexe 41).

Facteurs ayant une influence sur le taux effectif d'imposition

Le taux d'imposition effectif de 18,8 % est supérieur au taux d'imposition des sociétés de 12,5 % en Irlande, en raison d'un certain nombre de facteurs, notamment l'imposition des bénéfices réalisés hors d'Irlande aux taux d'imposition légaux locaux supérieurs au taux d'imposition irlandais et l'effet des pertes fiscales dans les cas où aucun impôt différé n'est comptabilisé. Ces facteurs qui ont augmenté le taux d'imposition effectif sont partiellement compensés par des allègements fiscaux sur les paiements effectués au titre des instruments AT1 ainsi que l'utilisation des pertes de l'exercice en cours.

La charge d'impôt future de la Banque sera sensible à la répartition géographique des bénéfices réalisés, aux taux d'imposition en vigueur et aux modifications des règles fiscales dans les juridictions dans lesquelles la Banque exerce ses activités.

La directive européenne sur l'impôt minimum (pilier II) est entrée en vigueur le 23 décembre 2022 et impose à tous les Etats membres d'appliquer un impôt complémentaire minimum national (QDMTT - Qualifying Domestic Minimum Top-up Tax) aux groupes multinationaux au sein de l'UE.

Ces règles s’appliquent aux exercices comptables ouverts à compter du 31 décembre 2023 et le QDMTT s’appliquera aux bénéfices réalisés dans chaque juridiction où la Banque exerce ses activités. La mise en œuvre du deuxième pilier n’a donné lieu à aucun impôt supplémentaire en 2024.

Impôt dans l’état du résultat global

L’impôt relatif à chaque composante des autres éléments du résultat global figure dans l’état du résultat global.

Impôt au titre des activités abandonnées

La charge d’impôt relative aux activités abandonnées figure dans le Compte de résultat - activités abandonnées (voir note 41).

Actif d’impôt différé

Les montants d’impôts différés figurant au bilan sont les suivants :

	2024 M€	2023 M€
Espagne	72	77
Allemagne	55	73
France	15	22
Irlande	6	13
Actifs d’impôts différés	148	185

Sur l’actif d’impôt différé de 148 M€ (2023 : 185 M€), un montant de 68 M€ (2023 : 75 M€) concerne des pertes fiscales en Espagne qui n’expirent pas et un montant de 80 M€ (2023 : 110 M€) concerne des différences temporaires. La comptabilisation de ces actifs d’impôts différés est basée sur des prévisions de bénéfices ou des législations locales qui signalent une probabilité de recouvrement intégral. Sur l’actif d’impôt différé de 68 M€ (2023 : 75 M€) lié à des pertes fiscales en Espagne, un montant de 66 M€ (2023 : 69 M€) concerne des pertes fiscales qui, en vertu de la législation locale, peuvent être compensées par d’autres impôts ou converties en titres d’Etat, dans la mesure où elles ne sont pas entièrement utilisées pour compenser des bénéfices imposables avant 2032.

Sur l’actif d’impôt différé de 148 M€ (2023 : 185 millions d’euros), un montant de zéro euro (2023 : 13 M€) concerne des juridictions qui ont subi une perte au cours de l’exercice en cours ou de l’exercice précédent et pour lesquelles l’utilisation de l’actif d’impôt différé dépend des bénéfices imposables futurs. Ce facteur a été pris en compte pour parvenir à la conclusion ci-dessus que ces impôts différés seraient intégralement recouverts à l’avenir.

Actifs et passifs d’impôts différés					
	Provision pour dépréciation des prêts M€	Engagements au titre des prestations de retraite M€	Autres écarts temporels ¹ M€	Déficits fiscaux reportables M€	Total M€
Au 1^{er} janvier 2024	67	9	34	75	185
Compte de résultat	(5)	(1)	(21)	(4)	(31)
Autres éléments du résultat global et réserves	—	—	(6)	—	(6)
	62	8	7	71	148
Actifs	62	8	7	71	148
Passif	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2024	62	8	7	71	148
Au 1^{er} janvier 2023	85	11	33	76	205
Compte de résultat	(18)	(2)	20	(1)	(1)
Autres éléments du résultat global et réserves	—	—	(19)	—	(19)
	67	9	34	75	185
Actifs	67	9	34	75	185
Passif	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2023	67	9	34	75	185

Note

1 Les autres écarts temporels incluent les actifs d’impôts différés relatifs aux couvertures de flux de trésorerie et au crédit propre.

Le montant des actifs d’impôts différés devant être réglés après plus de 12 mois est de 133 M€ (2023 : 161 M€). Le montant des passifs d’impôts différés qui devraient être recouverts après plus de 12 mois est nul (2023 : nul).

Impôt différé non comptabilisé

Pertes fiscales et écarts temporels

Aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au titre des différences temporaires déductibles brutes de 339 M€ (2023 : 339 M€), des crédits d'impôt inutilisés de 210 M€ (2023 : 180 M€) et des pertes fiscales brutes de 2 103 M€ (2023 : 1 798 millions d'euros) qui peuvent être reportées indéfiniment. Les actifs d'impôts différés n'ont pas été comptabilisés au titre de ces éléments car il n'est pas probable qu'ils puissent être imputés à des plus-values et moins-values imposables à l'avenir.

10. Dividendes sur actions ordinaires

Aucun dividende ordinaire n'a été distribué en 2024 (2023 : néant).

Actifs et passifs détenus à la juste valeur

Les notes annexes figurant dans cette section portent sur les actifs et passifs que la Banque détient et comptabilise à la juste valeur. La juste valeur désigne le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou le prix qui serait payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction en bonne et due forme entre les acteurs du marché à la date d'évaluation, qui peut être un prix de marché observable ou, s'il n'existe pas de cours coté pour l'instrument, une estimation basée sur les données de marché disponibles. Des informations détaillées sur l'approche de la Banque en matière de risque de marché sont fournies à la page 146.

11. Portefeuille de négociation

Comptabilisation des actifs et passifs du portefeuille de transaction

Tous les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont détenus à la juste valeur, les gains et pertes des variations de juste valeur étant portés au compte de résultat dans la rubrique Résultat net des portefeuilles de négociation (Note annexe 5).

	2024 M€	2023 M€
Titres de créance et autres effets éligibles	16 224	15 907
Titres de participation	214	1 236
Prêts négociés	701	2
Actifs du portefeuille de négociation	17 139	17 145
Titres de créance et autres effets éligibles	(18 597)	(16 232)
Portefeuille de transactions (passif)	(18 597)	(16 232)

12. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Comptabilisation obligatoire des actifs financiers à la juste valeur

Les actifs financiers sont détenus à la JVPCR s'ils ne contiennent pas de conditions contractuelles donnant lieu, aux dates spécifiées, à des flux de trésorerie conformes aux caractéristiques contractuelles, ou si l'actif financier n'est pas détenu dans un modèle de gestion qui est soit (i) un modèle de gestion visant à collecter les flux de trésorerie contractuels, soit (ii) un modèle de gestion obtenu à la fois en collectant les flux de trésorerie contractuels et en les vendant.

Les variations ultérieures de la juste valeur de ces instruments sont comptabilisées au compte de résultat dans les charges nettes d'investissement, sauf si le reporting dans le résultat des portefeuilles de transaction permet de réduire la discordance comptable.

Les détails sur la manière dont les montants de juste valeur sont calculés pour les actifs financiers à la juste valeur sont décrits dans la Note annexe 16.

	2024 M€	2023 M€
Prêts et avances	1 046	1 160
Titres de créance	27	29
Titres de participation	20	4
Prises en pension et autres prêts garantis similaires	19 482	20 802
Actifs financiers obligatoirement à la juste valeur	20 575	21 995

13. Instruments financiers dérivés

Comptabilisation des dérivés

Les instruments dérivés sont des contrats dont la valeur est dérivée d'un ou plusieurs instruments financiers sous-jacents ou indices définis dans le contrat. Ils comprennent les swaps, les contrats à terme de gré à gré, les contrats à terme, les options et les combinaisons de ces instruments et ont principalement un impact sur les revenus nets d'intérêts de la Banque, les produits nets de transaction et les actifs et passifs dérivés. Les montants notionnels des contrats ne sont pas inscrits au bilan. Les instruments dérivés sont utilisés pour couvrir les risques de taux d'intérêt, de crédit, d'inflation, de change, de matières premières et d'actions.

Tous les instruments dérivés sont détenus à la JVPCR, à l'exception des dérivés faisant l'objet d'une relation de couverture des flux de trésorerie désignée. Les dérivés sont classés à l'actif lorsque leur juste valeur est positive ou au passif lorsque leur juste valeur est négative.

Comptabilité de couverture

La Banque applique les exigences de la norme IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation à des fins de comptabilité de couverture. La Banque applique la comptabilité de couverture pour présenter les effets économiques de ses stratégies de gestion du risque de taux et d'inflation liée aux contrats. Dans les cas où des produits dérivés sont détenus à des fins de gestion des risques et où les transactions répondent aux critères prévus en matière de documentation et d'efficacité de la couverture, la Banque applique la comptabilité de couverture de juste valeur ou la comptabilité de couverture des flux de trésorerie, selon le cas, en fonction des risques couverts.

Comptabilité de couverture de juste valeur

Les variations de juste valeur des produits dérivés qui sont désignées comme des couvertures de juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat, de même que les variations de juste valeur de l'actif ou du passif couvert qui sont attribuables au risque couvert. Les variations de la juste valeur permettent d'ajuster la valeur comptable de l'actif ou du passif couvert détenu au coût amorti. Pour les éléments classés en juste valeur par les capitaux propres, l'ajustement de la comptabilité de couverture est inclus dans les autres éléments du résultat global.

Si les relations de couverture ne répondent plus aux critères de la comptabilité de couverture, la comptabilité de couverture est abandonnée. Pour les couvertures de juste valeur, l'ajustement de la juste valeur de l'élément couvert est amorti en résultat sur la période résiduelle jusqu'à l'échéance de la relation de couverture précédemment désignée selon la méthode du taux d'intérêt effectif. En cas de cession ou de remboursement de l'élément couvert, l'ajustement de la juste valeur non amorti est comptabilisé immédiatement au compte de résultat.

Comptabilité de couverture des flux de trésorerie

Pour les couvertures des flux de trésorerie éligibles, le gain ou la perte de juste valeur associé à la part efficace de la couverture des flux de trésorerie est initialement comptabilisé en capitaux propres, puis recyclé en résultat pour les périodes au cours desquelles l'élément couvert est censé affecter le résultat. Toute partie inefficace du gain ou de la perte de l'instrument de couverture est immédiatement comptabilisée au compte de résultat.

Lorsqu'un instrument de couverture arrive à échéance ou est vendu, ou lorsqu'une couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, tout gain ou perte cumulé existant dans les capitaux propres à ce moment-là demeure dans les capitaux propres et est comptabilisé lorsque l'élément couvert est finalement comptabilisé au compte de résultat. Lorsqu'une opération prévue n'est plus censée se produire, le gain ou la perte cumulé qui a été comptabilisé en capitaux propres est immédiatement transféré au compte de résultat.

Total des instruments dérivés

	2024			2023		
	Montant notionnel du contrat M€	Juste valeur		Montant notionnel du contrat M€	Juste valeur	
		Actifs M€	Passif M€		Actifs M€	Passif M€
Total des actifs/(passifs) dérivés détenus à des fins de transaction	9 739 508	32 806	(25 752)	8 695 308	33 565	(27 655)
Total des actifs/(passifs) dérivés détenus dans le cadre de la gestion des risques	13 878	3	(40)	9 602	15	(8)
Dérivés actifs/(passifs)	9 753 386	32 809	(25 792)	8 704 910	33 580	(27 663)

Des informations sur les modalités de compensation des instruments financiers dérivés sont disponibles à la Note annexe 17.

Les instruments dérivés de transaction sont gérés dans le cadre des politiques de gestion du risque de marché de la Banque, qui sont décrites en page 146.

L'exposition de la Banque au risque de crédit découlant de contrats dérivés est décrite dans la section Risque de crédit aux pages 156 à 201.

Les justes valeurs et montants notionnels des dérivés détenus à des fins de transaction et à des fins de gestion des risques sont présentés dans le tableau qui figure à la page suivante :

Instruments dérivés détenus à des fins de transaction	2024			2023		
	Montant notionnel du contrat M€	Juste valeur		Montant notionnel du contrat M€	Juste valeur	
		Actifs M€	Passif M€		Actifs M€	Passif M€
Instruments dérivés de change						
Instruments dérivés de gré à gré	1 020 681	7 256	(5 240)	873 708	6 067	(5 291)
Contrats à terme et options négociés en bourse - achetés et vendus	1 263	1	(1)	3 176	1	(1)
Instruments dérivés de change	1 021 944	7 257	(5 241)	876 884	6 068	(5 292)
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés de gré à gré	5 047 367	22 305	(17 271)	4 534 409	25 417	(20 322)
Dérivés de taux compensés par la contrepartie centrale	3 451 189	74	(42)	3 100 040	337	(145)
Contrats à terme et options négociés en bourse - achetés et vendus	48 935	1	(1)	23 896	1	(1)
Instruments dérivés de taux d'intérêt	8 547 491	22 380	(17 314)	7 658 345	25 755	(20 468)
Dérivés de crédit						
Swaps de gré à gré	61 992	172	(263)	62 730	156	(249)
Dérivés de crédit compensés par la contrepartie centrale	6 098	88	(88)	5 137	88	(95)
Dérivés de crédit	68 090	260	(351)	67 867	244	(344)
Dérivés sur actions et indices boursiers						
Instruments dérivés de gré à gré	78 585	2 496	(2 435)	67 145	1 117	(1 176)
Contrats à terme et options négociés en bourse - achetés et vendus	20 386	387	(387)	22 619	350	(350)
Dérivés sur actions et indices boursiers	98 971	2 883	(2 822)	89 764	1 467	(1 526)
Dérivés sur matières premières						
Instruments dérivés de gré à gré	1 177	3	(1)	1 273	6	—
Contrats à terme et options négociés en bourse - achetés et vendus	1 835	23	(23)	1 175	25	(25)
Dérivés sur matières premières	3 012	26	(24)	2 448	31	(25)
Actifs/(passifs) dérivés détenus à des fins de transaction	9 739 508	32 806	(25 752)	8 695 308	33 565	(27 655)
Total des dérivés de gré à gré détenus à des fins de transaction	6 209 802	32 232	(25 210)	5 539 265	32 763	(27 038)
Total des dérivés compensés par la contrepartie centrale détenus à des fins de négociation	3 457 287	162	(130)	3 105 177	425	(240)
Total des dérivés négociés en bourse détenus à des fins de transaction	72 419	412	(412)	50 866	377	(377)
Actifs/(passifs) dérivés détenus à des fins de transaction	9 739 508	32 806	(25 752)	8 695 308	33 565	(27 655)

Instruments dérivés détenus à des fins de gestion des risques	2024			2023		
	Montant notionnel du contrat M€	Juste valeur		Montant notionnel du contrat M€	Juste valeur	
		Actifs M€	Passif M€		Actifs M€	Passif M€
Instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie						
Swaps de taux d'intérêt	438	—	—	438	—	—
Dérivés de taux compensés par la contrepartie centrale	7 826	—	—	6 392	—	—
Instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	8 264	—	—	6 830	—	—
Instruments dérivés désignés comme couverture de juste valeur						
Swaps de taux d'intérêt	2 865	3	(40)	2 371	15	(8)
Dérivés de taux compensés par la contrepartie centrale	2 749	—	—	401	—	—
Instruments dérivés désignés comme couverture de juste valeur	5 614	3	(40)	2 772	15	(8)
Actifs/(passifs) dérivés détenus dans le cadre de la gestion des risques	13 878	3	(40)	9 602	15	(8)
Total des dérivés de gré à gré détenus pour la gestion des risques	3 303	3	(40)	2 809	15	(8)
Total des dérivés compensés par la contrepartie centrale détenus à des fins de gestion des risques	10 575	—	—	6 793	—	—
Actifs/(passifs) dérivés détenus dans le cadre de la gestion des risques	13 878	3	(40)	9 602	15	(8)

Comptabilité de couverture

La comptabilité de couverture s'applique principalement au risque suivant :

- risque de taux d'intérêt - découle d'une inadéquation entre les taux d'intérêt fixes et les taux d'intérêt variables ; et
- risque d'inflation lié au contrat - résulte de la conclusion d'instruments financiers ayant une clause de risque d'inflation. La Banque ne couvre pas le risque d'inflation découlant d'autres activités.

Afin de couvrir ce risque, la Banque utilise les instruments de couverture suivants :

- les instruments dérivés de taux d'intérêt pour échanger les expositions de taux d'intérêt avec des taux fixes ou variables ; et
- les dérivés d'inflation pour échanger les expositions à l'inflation contre des taux fixes ou variables.

Dans certains cas, certains éléments faisant l'objet d'une couverture économique peuvent être des éléments couverts non éligibles aux fins de la norme IAS 39 par exemple les dépôts de base et les fonds propres. Dans ces cas, une solution de couverture de substitution peut être utilisée, dans le cadre de laquelle les portefeuilles d'actifs à taux variable sont désignés comme éléments couverts éligibles dans les couvertures de flux de trésorerie.

Dans certaines relations de couverture, la Banque désigne les composantes de risque des éléments couverts comme suit :

- Le risque de taux d'intérêt de référence en tant que composante du risque de taux d'intérêt, tel que la composante Taux sans risque (« TSR »)
- Le risque d'inflation en tant que composante contractuelle d'un titre de créance
- Les composantes des flux de trésorerie des éléments couverts, par exemple certains paiements d'intérêts sur une partie de la durée de vie d'un instrument

En utilisant le risque de taux d'intérêt de référence, d'autres risques, tels que le risque de crédit et le risque de liquidité, sont exclus de la relation de comptabilité de couverture. A la suite de la réforme des taux d'intérêt de référence à l'échelle du marché, la sensibilité aux taux sans risque est considérée comme le risque de taux d'intérêt prédominant. Par conséquent, la juste valeur des éléments couverts (qui font souvent référence aux taux sans risque ou au jour le jour similaires) évolue proportionnellement à ce risque.

En ce qui concerne bon nombre des relations de comptabilité de couverture de la Banque, l'élément couvert et l'instrument de couverture évoluent fréquemment en raison du caractère dynamique de la stratégie de gestion des risques et de comptabilité de couverture. La Banque applique la comptabilité de couverture à des scénarios dynamiques, principalement liés au risque de taux d'intérêt, et couvrant une combinaison d'éléments pour faire en sorte que ses états financiers reflètent le mieux possible les mesures de gestion du risque économique mises en œuvre. Dans certains cas, si l'objectif de la comptabilité de couverture évolue, la désignation de la relation de comptabilité de couverture concernée expire et celle-ci est remplacée par une relation de comptabilité de couverture différente.

Les instruments de couverture ont les mêmes expositions au risque que les éléments couverts. L'efficacité de la couverture est déterminée par référence à des tests quantitatifs, principalement des tests de régression. Cependant, dans la mesure où les instruments de couverture sont exposés à des risques différents des éléments couverts, cela pourrait entraîner une inefficacité de la couverture ou des défaillances de la comptabilité de couverture.

Les sources d'inefficacité sont les suivantes :

- Asymétries entre les conditions contractuelles de l'élément couvert et de l'instrument de couverture, y compris les écarts de base
- Variation du risque de crédit des instruments de couverture ; et
- Couverture de flux de trésorerie par le biais de swaps externes dont la juste valeur n'est pas nulle.

Eléments couverts dans les relations comptables de couverture de juste valeur					
Elément couvert, état de la situation financières et catégorie de risque couvert	Montant reporté M€	Ajustement cumulé de la juste valeur inclus dans la valeur comptable		Variation de juste valeur utilisée comme base pour déterminer l'inefficacité	Inefficacité de la couverture comptabilisée en résultat ¹ M€
		Total M€	Dont : Correction de juste valeur cumulée sur les éléments ne faisant plus l'objet d'une relation de couverture M€		
2024					
Actif					
Prêts et avances au coût amorti	—	—	—	—	—
- Risque de taux d'intérêt					
Titres de créance classés au coût amorti					
- Risque de taux d'intérêt	1 540	21	—	18	4
- Risque d'inflation	2 299	(44)	(6)	(22)	1
Actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global					
- Risque de taux d'intérêt	968	17	—	16	—
Total de l'actif	4 807	(6)	(6)	12	5
Passif					
Dépôts au coût amorti des établissements de crédit et de la clientèle					
- Risque de taux d'intérêt	(797)	(10)	(56)	(1)	—
Total du passif	(797)	(10)	(56)	(1)	—
Total des éléments de couverture	4 010	(16)	(62)	11	5
2023					
Actif					
Prêts et avances au coût amorti					
- Risque de taux d'intérêt	1	1	1	—	—
Titres de créance classés au coût amorti					
- Risque de taux d'intérêt	397	7	—	7	1
- Risque d'inflation	1 734	(21)	(7)	(21)	—
Total de l'actif	2 132	(13)	(6)	(14)	1
Passif					
Dépôts au coût amorti des établissements de crédit et de la clientèle					
- Risque de taux d'intérêt	(650)	(6)	(73)	(22)	(1)
Total du passif	(650)	(6)	(73)	(22)	(1)
Total des éléments de couverture	1 482	(19)	(79)	(36)	—
Note 1 L'inefficacité de la couverture est comptabilisée en revenus nets d'intérêts.					

Le tableau suivant présente les instruments de couverture de juste valeur inscrits au bilan de la Banque :

Type de couverture	Catégorie de risque	Valeur comptable			Variation de juste valeur utilisée comme base pour déterminer l'inefficacité M€
		Actifs dérivés M€	Passifs dérivés M€	Montant notionnel M€	
Au 31 décembre 2024					
Juste valeur	Risque de taux d'intérêt	—	—	3 277	(29)
	Risque d'inflation	3	(40)	2 337	23
Total		3	(40)	5 614	(6)
Au 31 décembre 2023					
Juste valeur	Risque de taux d'intérêt	—	—	1 022	15
	Risque d'inflation	15	(8)	1 750	21
Total		15	(8)	2 772	36

Le tableau suivant présente les valeurs notionnelles attendues des instruments de couverture actuels pour les années à venir :

	2024 M€	2025 M€	2026 M€	2027 M€	2028 M€	2029 M€	2030 et au-delà, en M€
2024							
Couvertures de juste valeur de :							
Risque de taux (encours notionnel)	3 277	2 989	2 676	2 534	2 534	1 298	834
Risque inflationniste (encours notionnel)	2 337	2 337	1 537	1 537	625	—	—
	2023 M€	2024 M€	2025	2026 M€	2027 M€	2028 M€	2029 et au-delà M€
2023							
Couvertures de juste valeur de :							
Risque de taux (encours notionnel)	1 022	1 022	869	555	413	413	313
Risque inflationniste (encours notionnel)	1 750	1 750	1 750	950	950	90	—

La Banque dispose de 88 couvertures de juste valeur (2023 : 35) du risque de taux d'intérêt à un taux fixe moyen de 3,26 % (2023 : 4,13 %) sur l'ensemble des relations et 23 (2023 : 16) couvertures du risque d'inflation à la juste valeur à un taux moyen de 0,65 % (2023 : 0,83 %) sur l'ensemble des relations.

Description de la relation de couverture et du risque couvert	Variation de valeur de l'élément couvert servant de base à la comptabilisation de l'inefficacité	Solde de la réserve de couverture de flux de trésorerie pour les couvertures en cours	Solde restants dans les réserves de couverture des flux de trésorerie pour lesquels la comptabilité de couverture n'est plus appliquée	(Plus-values) ou moins values de couverture comptabilisé es dans les Autres éléments du résultat global	Inefficacité de la couverture comptabilisée en résultat ¹
	M€	M€	M€	M€	M€
2024					
Couverture des flux de trésorerie du risque de taux d'intérêt					
Prêts et avances au coût amorti	(1)	(4)	6	(1)	—
Caisse et soldes auprès des banques centrales	(69)	(53)	27	(69)	8
Couverture totale des flux de trésorerie	(70)	(57)	33	(70)	8
2023					
Couverture des flux de trésorerie du risque de taux d'intérêt					
Prêts et avances au coût amorti	(16)	(5)	9	(16)	1
Caisse et soldes auprès des banques centrales	(98)	(7)	83	(98)	18
Couverture totale des flux de trésorerie	(114)	(12)	92	(114)	19
Note 1 L'inefficacité de la couverture est comptabilisée en revenus nets d'intérêts.					

Le tableau suivant présente les instruments de couverture des flux de trésorerie inscrits au bilan de la Banque :

Type de couverture	Catégorie de risque	Valeur comptable		Montant notionnel M€	Variation de juste valeur utilisée comme base pour déterminer l'inefficacité M€
		Actifs dérivés M€	Passifs dérivés M€		
Au 31 décembre 2024					
Flux de trésorerie	Risque de taux d'intérêt	—	—	8 264	78
Total		—	—	8 264	78
Au 31 décembre 2023					
Flux de trésorerie	Risque de taux d'intérêt	—	—	6 830	133
Total		—	—	6 830	133

L'effet sur le compte de résultat et les autres éléments du résultat global des montants recyclés au titre des couvertures de flux de trésorerie est présenté dans le tableau suivant :

	2024		2023	
	Montant recyclé des autres éléments du résultat global en raison de l'impact de l'élément couvert sur le compte de résultat M€	Montant recyclé des autres éléments du résultat global en raison de la vente d'un investissement, ou flux de trésorerie qui ne devraient plus se produire M€	Montant recyclé des autres éléments du résultat global en raison de l'impact de l'élément couvert sur le compte de résultat M€	Montant recyclé des autres éléments du résultat global en raison de la vente d'un investissement, ou flux de trésorerie qui ne devraient plus se produire M€
Description de la relation de couverture et du risque couvert				
Couverture des flux de trésorerie du risque de taux d'intérêt				
Recyclé vers les revenus nets d'intérêts	(35)	—	(46)	—

	2024	2023
	Réserve de couverture des flux de trésorerie M€	Réserve de couverture des flux de trésorerie M€
Description de la relation de couverture et du risque couvert		
Solde au 1 ^{er} janvier	(71)	(211)
Plus-values/(moins-values) de couverture de l'exercice	70	114
Montants reclassés en lien avec les flux de trésorerie affectant le résultat	35	46
Taxe	(13)	(20)
Solde au 31 décembre	21	(71)

14. Actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global

Comptabilisation des actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global (FVOCI)

Les actifs financiers qui sont des instruments de dette détenus dans un modèle de gestion permettant à la fois de collecter les flux de trésorerie contractuels et de les vendre et qui contiennent des conditions contractuelles donnant lieu à des flux de trésorerie basiques à des dates spécifiques sont évalués au coût amorti. Ils sont ensuite réévalués à leur juste valeur et les variations de celles-ci (à l'exception de celles relatives aux dépréciations, produits d'intérêts et gains et pertes de change) sont comptabilisées en capitaux propres jusqu'à la cession des actifs. Les intérêts (calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif) sont comptabilisés au compte de résultat dans les revenus nets d'intérêts (note 3). Lors de la cession, la plus-value ou la moins-value cumulée comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est incluse dans le résultat net des investissements (note 6).

Il est déterminé que tant la collecte des flux de trésorerie contractuels que la vente d'actifs financiers font partie intégrante de la réalisation de l'objectif du modèle économique de la Société. La Banque tiendra compte des ventes passées et des attentes concernant les ventes futures pour déterminer si le modèle économique est réalisé.

Pour les titres de participation qui ne sont pas détenus à des fins de transaction, la Banque peut faire le choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale, de présenter les variations ultérieures de la juste valeur de l'instrument dans les autres éléments du résultat global (à l'exception des revenus des dividendes qui sont comptabilisés en résultat).

	2024 M€	2023 M€
Titres de créance et autres effets éligibles	994	—
Actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	994	—

15. Passifs financiers à la juste valeur sur option

Comptabilisation des passifs désignés à la JVCR

Conformément à la norme IFRS 9, les passifs financiers peuvent être désignés à la juste valeur, les gains et pertes étant inscrits au compte de résultat dans les rubriques Résultat net des transactions (note 5) et Charges nettes des placements (note annexe 6). Les variations du crédit propre sont comptabilisées en capitaux propres, à moins que les effets des variations du risque de crédit du passif ne créent ou n'accroissent une discordance comptable dans le compte de résultat. Dans ces scénarios, tous les gains et pertes sur ce passif (y compris les effets des variations du risque de crédit du passif) sont présentés dans le compte de résultat. Lors de la décomptabilisation du passif financier, aucun montant relatif au risque de crédit propre n'est recyclé en résultat. La Banque peut procéder à une désignation de juste valeur si la détention d'instruments à la juste valeur permet de réduire une discordance comptable (causée par un passif ou un actif de compensation détenu à la juste valeur), ou si les instruments sont gérés par la Banque sur la base de leur juste valeur ou reposent sur des conditions présentant des caractéristiques similaires, en substance, à celles des dérivés (Note annexe 13).

Les détails sur la manière dont les montants de juste valeur sont calculés pour les passifs financiers désignés à la juste valeur sont décrits dans la note annexe 15.

	2024		2023	
	Juste valeur M€	Montant contractuel dû à l'échéance M€	Juste valeur M€	Montant contractuel dû à l'échéance M€
Titres de créance	2 487	2 739	3 183	3 486
Dépôts	2 750	4 179	3 019	4 136
Opérations de pension et autres emprunts garantis similaires	15 901	16 050	19 249	19 489
Passifs financiers à la juste valeur sur option	21 138	22 968	25 451	27 111

La perte nette cumulée de crédit propre comptabilisée (avant impôt) est de 77 M€ (2023 : perte de 25 M€).

16. Juste valeur des instruments financiers

Comptabilisation des actifs et passifs financiers - juste valeur

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat. En outre, les actifs financiers sont détenus à la juste valeur par le compte de résultat s'ils ne contiennent pas de conditions contractuelles donnant lieu, aux dates spécifiées, à des flux de trésorerie conformes aux caractéristiques contractuelles, ou si l'actif financier n'est pas détenu dans un modèle de gestion qui est soit (i) un modèle de gestion visant à collecter les flux de trésorerie contractuels, soit (ii) un modèle de gestion obtenu à la fois en collectant les flux de trésorerie contractuels et en les vendant. Les variations ultérieures de la juste valeur de ces instruments sont comptabilisées au compte de résultat dans les produits nets d'investissement, sauf si le reporting dans le résultat des porte-feuilles de négociation permet de réduire la discordance comptable.

Dans la mesure du possible, la juste valeur est déterminée par référence à un prix de marché coté pour cet instrument. Pour de nombreux actifs et passifs financiers de la Banque, en particulier les produits dérivés, les prix cotés ne sont pas disponibles et des modèles d'évaluation sont utilisés pour estimer la juste valeur. Les modèles calculent les flux de trésorerie attendus selon les conditions de chaque contrat spécifique, puis actualisent ces valeurs à une valeur actuelle. Le cas échéant, ces modèles utilisent des sources indépendantes comme bases de données de marché, y compris les courbes de taux d'intérêt, les prix des actions et des matières premières, les volatilités des options et les taux de change.

Pour les passifs financiers évalués à la juste valeur, la valeur comptable reflète l'effet sur la juste valeur des variations des spreads de crédit propres résultant de données de marché observables telles que les émissions primaires et les rachats d'obligations structurées.

Lors de la comptabilisation initiale, il est présumé que le prix de la transaction est la juste valeur sauf s'il existe des informations contraires observables sur un marché actif.

Pour les valorisations reposant sur des intrants non observables, la différence entre la valorisation du modèle et le prix de transaction initial (produit du premier jour) est comptabilisée en résultat, soit linéairement sur la durée de la transaction, soit sur la période jusqu'à ce que tous les intrants du modèle deviennent observables le cas échéant, soit jusqu'à ce qu'ils soient publiés en totalité lorsque les intrants non observables auparavant deviennent observables.

Divers facteurs pèsent sur la disponibilité des intrants observables et peuvent varier d'un produit à l'autre et évoluer au fil du temps. Parmi ces facteurs figurent l'ampleur de l'activité sur le marché concerné, le type de produit, le fait que le produit soit nouveau et peu négocié sur le marché, la maturité de la modélisation du marché et la nature de la transaction (personnalisée ou générique). Dans la mesure où l'évaluation repose sur des modèles ou intrants qui ne sont pas observables sur le marché, la détermination de la juste valeur peut s'avérer plus subjective.

et dépendre de l'importance des données non observables pour l'évaluation globale. Les intrants non observables sont déterminés sur la base des meilleures informations disponibles, par exemple par référence à des actifs similaires, à des échéances similaires ou à d'autres techniques d'analyse.

La sensibilité des valorisations utilisées dans les états financiers à d'éventuelles variations d'intrants significatifs non observables est présentée en page 271.

Estimations et jugements comptables essentiels

La valorisation des instruments financiers implique souvent un degré significatif d'appréciation et de complexité, notamment lorsque les modèles de valorisation utilisent des intrants non observables (actifs et passifs de niveau 3). Cette note fournit des informations sur ces instruments, y compris les plus et moins-values latentes constatées au cours de la période, une description des techniques de valorisation significatives et des intrants non observables ainsi qu'une analyse de sensibilité.

Les risques liés au climat sont supposés inclus dans la juste valeur des actifs et passifs négociés sur des marchés actifs.

Valorisation

Les actifs et passifs sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'observabilité des paramètres de marché significatifs. Les trois niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sont définis ci-dessous.

Prix cotés sur le marché - Niveau 1

Les actifs et passifs sont classés en niveau 1 si leur valeur est observable sur un marché actif. Ces instruments sont évalués par référence à des prix cotés non ajustés pour des actifs ou des passifs identiques sur des marchés actifs où le prix coté est facilement accessible, et le prix représente des transactions réelles et régulières sur le marché. Un marché actif est un marché sur lequel les transactions ont lieu à un volume et une fréquence suffisants pour fournir des informations sur les prix de manière continue.

Technique d'évaluation utilisant des intrants observables - niveau 2

Les actifs et passifs classés en niveau 2 ont été évalués à l'aide de modèles dont les intrants sont observables directement ou indirectement. Les valorisations fondées sur des intrants observables comprennent les actifs et passifs tels que les swaps et les contrats à terme de gré à gré qui sont évalués à l'aide de techniques de valorisation standard du marché ainsi que les options qui sont généralement négociées sur des marchés où toutes les données des modèles de valorisation standard du marché sont observables.

Technique de valorisation reposant sur des intrants non observables significatifs - Niveau 3

Les actifs et passifs sont classés en niveau 3 si leur valorisation intègre des intrants significatifs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables (intrants non observables). Un intrant de valorisation est considéré comme observable s'il peut être directement observé à partir de transactions réalisées sur un marché actif, ou s'il existe des preuves externes convaincantes qui démontrent un prix de sortie exécutable. Les niveaux d'intrants non observables sont généralement déterminés par référence à des intrants observables, à des observations historiques ou à d'autres techniques d'analyse.

Le tableau suivant présente les actifs et passifs de la Banque qui sont détenus à la juste valeur ventilés par technique de valorisation (hiérarchisation de la juste valeur) et par classification du bilan :

Actifs et passifs détenus à la juste valeur				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Au 31 décembre 2024	M€	M€	M€	M€
Actifs du portefeuille de négociation	1 316	15 583	240	17 139
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	15	20 245	315	20 575
Instruments financiers dérivés	—	32 628	181	32 809
Actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	—	994	—	994
Actif total	1 331	69 450	736	71 517
Portefeuille de transactions (passif)	(2 314)	(16 283)	—	(18 597)
Passifs financiers à la juste valeur sur option	—	(21 115)	(23)	(21 138)
Instruments financiers dérivés	—	(25 582)	(210)	(25 792)
Passif total	(2 314)	(62 980)	(233)	(65 527)

Actifs et passifs détenus à la juste valeur				
	Niveau 1 M€	Niveau 2 M€	Niveau 3 M€	Total M€
Au 31 décembre 2023				
Actifs du portefeuille de négociation	5 224	11 921	—	17 145
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	—	21 556	439	21 995
Instruments financiers dérivés	—	33 307	273	33 580
Actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	—	—	—	—
Actif total	5 224	66 784	712	72 720
Portefeuille de transactions (passif)	(2 485)	(13 747)	—	(16 232)
Passifs financiers à la juste valeur sur option	—	(25 377)	(74)	(25 451)
Instruments financiers dérivés	—	(27 535)	(128)	(27 663)
Passif total	(2 485)	(66 659)	(202)	(69 346)

Le tableau suivant présente les actifs et passifs de niveau 3 de la Banque qui sont détenus à la juste valeur et ventilés par type de produit :

	Prêts M€	Entreprises subordonnées M€	Titres adossés à des actifs M€	Produits subordonnés M€	Instruments dérivés de taux d'intérêt M€	Fonds propres de change M€	Autres émis¹ M€	Total M€
Au 31 décembre 2024								
Actifs du portefeuille de négociation	18	222	—	—	—	—	—	240
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	283	—	27	—	—	—	5	315
Instruments financiers dérivés	—	—	—	—	119	37	25	181
Actif total	301	222	27	—	119	37	30	736
Passifs financiers à la juste valeur sur option	—	—	—	(23)	—	—	—	(23)
Passifs financiers dérivés	—	—	—	—	(157)	(37)	(16)	(210)
Total du passif	—	—	—	(23)	(157)	(37)	(16)	(233)

	Prêts M€	Entreprises subordonnées M€	Titres adossés à des actifs M€	Produits subordonnés M€	Instruments dérivés de taux d'intérêt M€	Fonds propres de change M€	Autres émis¹ M€	Total M€
Au 31 décembre 2023								
Actifs du portefeuille de négociation	—	—	—	—	—	—	—	—
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	407	—	30	—	—	—	2	439
Instruments financiers dérivés	—	—	—	—	203	66	4	273
Actif total	407	—	30	—	203	66	6	712
Passifs financiers à la juste valeur sur option	—	—	—	(74)	—	—	—	(74)
Passifs financiers dérivés	—	—	—	—	(47)	(69)	(12)	(128)
Total du passif	—	—	—	(74)	(47)	(69)	(12)	(202)

Note 1 Les autres produits comprennent les produits de trésorerie actions, les dérivés de change et les dérivés de crédit.

Techniques de valorisation et analyse de sensibilité

L'analyse de sensibilité porte sur des produits caractérisés par des intrants non significatifs (niveau 3) afin de générer une gamme de valorisations alternatives raisonnablement envisageables. Les méthodologies de sensibilité appliquées tiennent compte de la nature des techniques de valorisation utilisées, de la disponibilité et de la fiabilité des données de remplacement et historiques observables et de l'impact de l'utilisation des modèles alternatifs.

Les sensibilités sont calculées de manière dynamique sur une base mensuelle. Le calcul est basé sur des données de fourchette ou de spread d'une source de référence fiable ou d'un scénario basé sur une analyse de marché pertinente ainsi que sur l'impact de l'utilisation de modèles alternatifs. Les sensibilités sont calculées sans tenir compte de l'impact d'une éventuelle diversification du portefeuille.

Les techniques de valorisation utilisées, l'observabilité et l'analyse de sensibilité des produits significatifs au sein du niveau 3 sont décrites ci-dessous.

Prêts

Description : Catégorie largement constituée des portefeuilles de prêts hypothécaires en euros garantis sur des biens immobiliers résidentiels situés en Italie. La majorité des prêts hypothécaires sont indexés sur le taux de change EUR/CHF et le taux moyen suisse au jour le jour (« SARON ») composé à 3 mois.

Valorisation : Les prêts sont valorisés à l'aide d'un modèle qui actualise les projections des flux de trésorerie au niveau des prêts à une marge adéquate.

Observabilité : Les spreads des prêts immobiliers résidentiels italiens ne sont généralement pas observables. Les spreads utilisés dans le modèle de valorisation reposent sur les données d'autres titres de prêts hypothécaires italiens ainsi que sur les données transactionnelles disponibles.

Sensibilité de niveau 3 : La sensibilité du portefeuille hypothécaire est calculée en appliquant une variation aux paramètres du modèle d'écarter d'actualisation, du taux de remboursement anticipé conditionnel (« TRAC ») et du taux de défaut constant (« TDC ») alignés sur le cadre d'évaluation prudente pour les ajustements additionnels d'évaluation.

Dettes d'entreprise

Description : Principalement des obligations d'entreprises.

Valorisation : Les obligations d'entreprise sont valorisées à partir de prix de marché observables provenant de cotations de courtiers, de prix inter-négociants ou d'autres sources de cours fiables.

Observabilité : Les prix des obligations activement négociées sont considérés comme observables. Les prix des obligations non observables sont généralement déterminés par référence aux rendements obligataires ou aux spreads de CDS pour les instruments activement négociés par un émetteur ou faisant référence à un émetteur similaire.

Titres adossés à des actifs

Description : Titres qui sont liés aux flux de trésorerie d'un pool d'actifs référencés via la titrisation. Cette catégorie comprend les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales, les CDO, les obligations adossées à des prêts (CLO) et autres titres adossés à des actifs.

Valorisation : Lorsqu'elles sont disponibles, les évaluations sont basées sur les prix observables sur le marché provenant des cotations des courtiers et des prix interbancaires, ainsi que des fournisseurs externes qui fournissent des prix. Dans le cas contraire, les évaluations sont déterminées à l'aide d'une analyse des flux de trésorerie actualisés conforme aux normes du secteur, qui calcule la juste valeur sur la base de données d'évaluation telles que les TDC, TRAC, PCD et le rendement. Ces données sont déterminées en se référant à un certain nombre de sources, notamment des transactions observées, des indices boursiers ou des études de marché, et en évaluant la performance sous-jacente des garanties.

L'approximation des transactions, indices ou recherches observés nécessite une évaluation et une comparaison des caractéristiques sous-jacentes des titres concernés, notamment les garanties, les tranches, les millésimes, la composition des actifs sous-jacents (pertes historiques, caractéristiques des emprunteurs et caractéristiques des prêts telles que le ratio prêt/valeur et la concentration géographique) et les notations de crédit (initiales et actuelles).

Observabilité : Lorsqu'un produit adossé à des actifs n'a pas de prix de marché observable et que son évaluation est déterminée à l'aide d'une analyse des flux de trésorerie actualisés, l'instrument est considéré comme non observable.

Dettes émises

Description : Les titres de créance émis par Barclays.

Valorisation : Les titres émis sont évalués à l'aide de techniques d'actualisation des flux de trésorerie intégrant divers paramètres observés pour chaque instrument.

Observabilité : Les billets émis par Barclays sont généralement observables. Les obligations structurées sont des instruments de dette contenant des dérivés incorporés. Lorsque l'une des données d'entrée du dérivé incorporé ou de l'instrument d'emprunt est jugée non observable et significative pour l'évaluation globale du titre, le titre structuré est classé au niveau 3.

Instruments dérivés de taux d'intérêt

Description : Dérivés liés à des taux d'intérêt ou à des indices d'inflation. La catégorie comprend les contrats à terme, les swaps de taux d'intérêt et d'inflation, les swaptions, les caps, les floors, les options d'inflation et d'autres dérivés exotiques de taux.

Valorisation : Les dérivés de taux et d’inflation sont généralement valorisés à l’aide de courbes de taux à terme reposant sur des données de marché afin de projeter et d’actualiser les flux de trésorerie futurs attendus des transactions. Les instruments assortis d’un élément d’optionnalité sont valorisés à partir des volatilités implicites des intrants de marché et s’appuient sur des modèles standards ou sur mesure selon le type de produit.

Observabilité : De manière générale, les intrants sont considérés comme observables jusqu’à des échéances liquides qui sont déterminées séparément pour chaque intrant et chaque sous-jacent. Les intrants non observables sont généralement déterminés par référence à des instruments de marché liquides et en appliquant des techniques d’extrapolation ou déduites à l’aide d’une autre méthode raisonnable.

Dérivés actions

Description : Dérivés négociés en bourse ou de gré à gré liés à des indices actions et à des titres individuels. La catégorie comprend les actions vanille et exotiques.

Valorisation : Les dérivés actions sont valorisés à l’aide de modèles standards du secteur. Les intrants de valorisation comprennent les cours des actions, les dividendes, les volatilités, les taux d’intérêt, les courbes de rachat d’actions et, pour les produits multi-actifs, les corrélations.

Observabilité : De manière générale, les intrants de valorisation sont considérés comme observables jusqu’à des échéances liquides qui sont déterminées séparément pour chaque intrant et chaque sous-jacent. Les intrants non observables sont déterminés par référence à des instruments de marché liquides et en appliquant des techniques d’extrapolation, ou déduits à l’aide d’une autre méthode raisonnable.

Autres produits

Description : Les autres produits comprennent les produits de trésorerie actions, les dérivés de change et les dérivés de crédit.

Actifs et passifs reclassés entre le niveau 1 et le niveau 2

Au cours de l’exercice clos le 31 décembre 2024, il n’y a pas eu de transferts significatifs entre le niveau 1 et le niveau 2 (exercice clos le 31 décembre 2023 : il n’y a pas eu de transferts significatifs entre le niveau 1 et le niveau 2).

Analyse des mouvements de niveau 3

Le tableau ci-après récapitule les mouvements des soldes de niveau 3 au cours de l’exercice. Les transferts sont répertoriés comme s’ils avaient eu lieu en début d’année.

Les transferts d’actifs et de passifs entre le Niveau 2 et le Niveau 3 résultent principalement i) d’une augmentation ou d’une diminution de l’activité de marché observable liée à un intrant ou ii) d’une modification de l’importance des données non observables, les actifs et passifs étant considérés comme de Niveau 3 si un intrant non observable est jugé significatif.

Analyse des mouvements d’actifs et de passifs de niveau 3											
	Au 1 ^{er} janvier 2024 M€	Achats M€	Ventes M€	Emissions M€	Règlements M€	Total des plus-values et (moins-values) de la période comptabilisées au compte de résultat		Total des gains et (pertes) de la période comptabilisés en autres éléments du résultat global M€	Transferts		Au 31 décembre 2024 M€
						Activité commerciale revenu ² M€	Autres produits M€		Entrée M€	Sortie M€	
Actifs du portefeuille de négociation	–	240	–	–	–	–	–	–	–	–	240
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	439	73	(116)	–	(123)	–	19	–	23	–	315
Portefeuille de transactions (passif)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Passifs financiers à la juste valeur sur option	(74)	–	–	(23)	–	–	–	–	–	74	(23)
Instruments financiers dérivés nets ¹	145	1	2	–	5	(24)	–	–	(97)	(61)	(29)
Total	510	314	(114)	(23)	(118)	(24)	19	–	(74)	13	503

Analyse des mouvements d'actifs et de passifs de niveau 3											
	Au 1 ^{er} janvier 2023 M€	Achats M€	Ventes M€	Emissions M€	Règlements M€	Total des plus-values et (moins-values) de la période comptabilisées au compte de résultat		Total des gains et (pertes) de la période comptabilisés en autres éléments du résultat global M€	Transferts		Au 31 décembre 2023 M€
						Activité commerciale revenu ² M€	Autres produits M€		Entrée M€	Sortie M€	
Actifs du portefeuille de négociation	94	22	(27)	—	(60)	—	—	—	—	(29)	—
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	410	142	(49)	—	(58)	—	(6)	—	—	—	439
Portefeuille de transactions (passif)	(9)	—	9	—	—	—	—	—	—	—	—
Passifs financiers à la juste valeur sur option	(92)	—	—	—	—	—	—	—	(74)	92	(74)
Instruments financiers dérivés nets ¹	12	(15)	—	—	11	10	—	—	97	30	145
Total	415	149	(67)	—	(107)	10	(6)	—	23	93	510

Notes

1 Les instruments financiers dérivés sont représentés sur une base nette. Sur une base brute, les actifs financiers dérivés s'élèvent à 181 M€ (2023 : 273 M€) et les passifs financiers dérivés à (210) M€ (2023 : (128) M€).

2 Le résultat des portefeuilles de transaction s'entend des plus-values (et moins-values) sur instruments financiers de niveau 3 qui, en majorité, sont compensées par les moins-values et plus-values sur instruments financiers déclarés de niveau 1 et de niveau 2.

Revenus et pertes latents sur actifs et passifs financiers de niveau 3

Les tableaux suivants présentent les plus et moins-values latentes comptabilisées au cours de l'exercice au titre des actifs et passifs financiers de niveau 3 détenus à la fin de l'exercice.

Plus-values et moins-values latentes comptabilisées au cours de la période sur les actifs et passifs de niveau 3 détenus en fin d'exercice								
	2024				2023			
	Compte de résultat		Autres éléments du résultat global M€	Total M€	Compte de résultat		Autres éléments du résultat global M€	Total M€
	Activité commerciale revenu ¹ M€	Autres produits M€			Résultat des portefeuilles de négociation M€	Autres produits M€		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	—	19	—	19	—	(6)	—	(6)
Instruments financiers dérivés nets	(24)	—	—	(24)	10	—	—	10
Total	(24)	19	—	(5)	10	(6)	—	4

Note 1 Le résultat des portefeuilles de transaction s'entend des plus-values (et moins-values) sur instruments financiers de niveau 3 qui, en majorité, sont compensées par les moins-values et plus-values sur instruments financiers déclarés de niveau 1 et de niveau 2.

Intrants non observables significatifs

Le tableau suivant présente les techniques de valorisation et les données non observables significatives pour les actifs et passifs significatifs comptabilisés à la juste valeur et classés en niveau 3 ainsi que la plage de valeurs utilisées pour ces données non observables significatives :

	Technique(s) de valorisation	Données non observables significatives	2024		2023		Unités ¹
			Fourchette		Fourchette		
			Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	
Instruments financiers non dérivés							
Prêts	Flux de trésorerie actualisés	Marge d'escompte	230	345	230	345	pb
	Prix comparables	Prix comparables	89	96	89	89	points
	Flux de trésorerie actualisés	Rendement	4	4	n/m ²	n/m ²	%
Titres adossés à des actifs	Prix comparables	Prix comparables	43	100	48	104	points
Dette d'entreprise	Prix comparables	Prix comparables	65	114	n/m ²	n/m ²	points
Certificats de dépôt, billets de trésorerie et autres instruments du marché monétaire							
Dette émise	Modèle d'option	Corrélation FX - IR	n/m2	n/m2	(6)	66	%
	Flux de trésorerie actualisés	Marge d'escompte	(100)	(22)	n/m ²	n/m ²	pb
	Modèle d'option	Volatilité des actions	18	30	n/m ²	n/m ²	%
	Modèle d'option	Actions - Corrélation des actions	40	89	n/m ²	n/m ²	%
Instruments financiers dérivés							
Instruments dérivés de taux d'intérêt	Flux de trésorerie actualisés	Contrats à terme sur l'inflation	2	4	—	3	%
	Flux de trésorerie actualisés	Rendement	1	3	2	3	%
	Modèle d'option	Volatilité des taux d'intérêt	54	89	41	248	vol pb
Dérivés actions	Flux de trésorerie actualisés	Marge d'escompte	(160)	35	(180)	110	pb
	Modèle d'option	Volatilité des actions	10	70	9	67	%
	Modèle d'option	Actions - Corrélation des actions	40	91	40	93	%

Note

1 Les parts utilisées pour communiquer des fourchettes d'intrants significatifs non observables sont des pourcentages, des points et des points de base (« pb »). Les points sont un pourcentage de la valeur nominale ; par exemple, 100 points représentent 100 % de la valeur nominale. Un point de base est égal à 1/100^e d'1 % ; par exemple, 150 pb représentent 1,5 %.

2 Soldes de niveau 3 non significatifs pour ces données non observables.

La section suivante décrit les données non observables significatives identifiées dans le tableau ci-dessus ainsi que la sensibilité de la valorisation à la juste valeur des instruments classés en actifs ou passifs de niveau 3 aux augmentations d'intrants significatifs non observables. Généralement, la relation inverse s'applique également lorsque les sensibilités sont décrites.

Lorsque des corrélations étroites peuvent être identifiées entre des données non observables significatives utilisées dans l'évaluation de la juste valeur, une description de ces corrélations est présentée ci-dessous.

Contrats à terme sur l'inflation

Un prix ou un taux applicable à une opération financière qui aura lieu à l'avenir.

D'une manière générale, une augmentation significative d'un contrat isolé entraîne une augmentation de la juste valeur pour le bénéficiaire contractuel du sous-jacent (par ex. devise, obligation, matière première), mais la sensibilité dépend des conditions spécifiques de l'instrument.

Volatilité

La volatilité est une mesure de la variabilité ou de l'incertitude, en contrepartie d'un sous-jacent dérivé donné. Il s'agit d'une estimation de l'évolution de la valeur d'un instrument sous-jacent ou d'un indice donné au fil du temps. En général, les volatilités sont déduites des prix des

options observés. Pour les options non observables, la volatilité implicite peut refléter des hypothèses supplémentaires sur la nature du risque sous-jacent et le profil d'exercice/l'échéance d'un contrat spécifique.

D'une manière générale, une augmentation significative de volatilité d'un contrat isolé entraîne une augmentation de la juste valeur pour le titulaire d'une simple option, mais la sensibilité dépend des conditions spécifiques de l'instrument.

Prix comparables

Les prix des instruments comparables sont utilisés pour la valorisation en calculant un rendement implicite (ou un spread par rapport à un indice de référence liquide) à partir du prix d'un instrument comparable observable, puis en ajustant ce rendement (ou spread) pour tenir compte des différences pertinentes telles que l'échéance ou la qualité de crédit. Il est également possible de présumer un ratio cours/cours entre des instruments comparables et non observables afin de calculer une valeur.

De manière générale, une augmentation significative du prix comparable de manière isolée entraîne une hausse du prix de l'instrument non observable. Pour les dérivés, une évolution isolée du prix comparable peut entraîner une hausse ou une baisse de la juste valeur en fonction des conditions spécifiques de l'instrument.

Spread de crédit

Les spreads de crédit représentent généralement la différence de rendement entre un instrument et un titre ou un taux de référence. Les spreads de crédit reflètent le rendement supplémentaire demandé par un acteur du marché pour s'exposer au risque de crédit d'un instrument et font partie du rendement utilisé dans le calcul des flux de trésorerie actualisés.

De manière générale, une augmentation significative et isolée des spreads de crédit entraîne une baisse de la juste valeur d'un actif de trésorerie.

Pour un instrument dérivé, une augmentation significative et isolée des spreads de crédit peut entraîner une hausse ou une baisse de la juste valeur en fonction des conditions spécifiques de l'instrument.

Analyse de sensibilité des valorisations à partir de données non observables				
	2024		2023	
	Evolutions favorables	Evolutions défavorables	Favorable Modifications	Evolutions Modifications
	M€	M€	M€	M€
Prêts	39	(55)	44	(56)
Dettes d'entreprise	4	(4)	—	—
Titres adossés à des actifs	—	(3)	—	—
Instruments dérivés de taux d'intérêt	2	(54)	1	(16)
Autres produits ¹	3	(3)	1	(1)
Total	48	(119)	46	(73)

Note

¹ Les autres produits comprennent les produits de trésorerie sur actions, les dérivés sur actions et les dérivés de crédit.

L'analyse de stress de données non observables sur un éventail d'alternatives raisonnablement possibles alliée à la prise en compte de modèles alternatifs aurait pour effet d'augmenter les justes valeurs jusqu'à 48 M€ (2023 : 46 M€) ou de diminuer les justes valeurs jusqu'à 119 M€ (2023 : 73 M€), la quasi-totalité de l'effet potentiel affectant le résultat plutôt que les réserves.

Ajustements de la juste valeur

Les principaux ajustements de valorisation du bilan sont quantifiés ci-dessous :

	2024	2023
	M€	M€
Ajustements du prix de sortie découlant des écarts acheteur/vendeur du marché	(33)	(35)
Financement de dérivés non garantis	14	7
Ajustement de la valorisation des dérivés de crédit	(18)	(24)
Ajustement de la valorisation des dérivés de débit	14	14

Ajustements du prix de sortie découlant des écarts acheteur/vendeur du marché

La Banque utilise le prix moyen du marché lorsqu'elle joue le rôle de teneur de marché et a la capacité de négocier à un prix moyen ou supérieur (ce qui est le cas pour certains obligations et produits dérivés classiques). Pour les autres actifs et passifs financiers, les ajustements entre cours acheteur et cours vendeur sont enregistrés pour tenir compte du niveau de sortie de la stratégie de clôture prévue. La méthodologie de détermination de l'ajustement entre cours acheteur et cours vendeur d'un portefeuille de produits dérivés consiste à calculer l'exposition nette

au risque en compensant les positions longues et courtes par prix d'exercice et par échéance conformément à la stratégie de gestion des risques et de couverture.

Les niveaux des cours acheteur/vendeur sont généralement déduites de cotations de marché telles que les données des courtiers. Il arrive que les cours acheteur-vendeur des instruments moins liquides ne soient pas directement observables. Dans ce cas, l'ajustement du prix de sortie peut être déduit des cours acheteur-vendeur observables pour un instrument liquide comparable, ou déterminé par calibrage par rapport aux prix des dérivés, ou encore par scénario ou analyse historique.

Les ajustements de prix de sortie découlant de l'offre publique d'achat sur le marché ont diminué de 2 M€, passant de (35) M€ à (33) M€.

Approches d'actualisation des instruments dérivés

Garantis

Conformément aux pratiques du marché, la méthodologie d'actualisation des dérivés garantis tient compte de la nature et de la devise de la garantie qui peut être constituée au sein de l'annexe « ASC ». L'approche d'actualisation de l'ASC prévoit l'option « la moins chère à livrer » qui reflète la capacité de la partie qui constitue la garantie à modifier la devise de la garantie.

Non garantis

Un AJV de 14 M€ est appliqué pour tenir compte de l'impact de l'intégration du coût de financement dans la valorisation des portefeuilles de dérivés non garantis et partiellement garantis et des dérivés garantis lorsque les conditions de l'accord ne permettent pas d'hypothéquer à nouveau les garanties reçues. L'ajustement du financement des dérivés a évolué de 7 M€, passant de 7 M€ à 14 M€.

Dérivés de crédit et ajustements de valorisation des débits

Les ajustements de la valorisation des dérivés de crédit et les ajustements de la valorisation des dérivés de débit sont intégrés aux valorisations des dérivés afin de refléter l'impact du risque de crédit de contrepartie et de la qualité de crédit propre de la Banque sur la juste valeur. Ces ajustements sont calculés pour les dérivés non garantis et partiellement garantis sur toutes les catégories d'actifs. Les ajustements de la valorisation des dérivés de crédit et les ajustements de la valorisation des dérivés de débit sont calculés à partir d'estimations de l'exposition en cas de défaut, de la probabilité de défaut et des taux de recouvrement au niveau de la contrepartie. Les contreparties incluent (sans s'y limiter) les entreprises, les Etats souverains et les agences souveraines et supranationales.

L'exposition en cas de défaut est généralement estimée en simulant des facteurs de risque sous-jacents et en s'approchant d'une structure plus vanille ou en utilisant la valeur de marché actuelle ou basée sur un scénario comme une estimation de l'exposition future.

Les informations relatives à la probabilité de défaut et au taux de recouvrement proviennent généralement des marchés des CDS. Si ces informations ne sont pas disponibles, ou si elles sont considérées comme peu fiables, des approches alternatives sont adoptées sur la base de la mise en correspondance des notations internes des contreparties avec les informations historiques ou de marché sur les défauts et recouvrements.

Les ajustements de valorisation des dérivés de crédit ont diminué de 6 M€, à savoir de (24) M€ à (18) M€ en raison du resserrement des spreads de crédit des contreparties. Les ajustements de valeur des dérivés ont été débités pour un montant inchangé de 14 M€.

La corrélation entre les facteurs de risque de crédit de contrepartie et de dérivés sous-jacents, appelée « risque de corrélation défavorable » ou « right-way », n'est pas systématiquement prise en compte dans le calcul des ajustements de valorisation de crédit dérivés, mais elle est ajustée lorsque l'exposition sous-jacente est directement liée à la contrepartie.

La Banque continue de suivre les pratiques et l'activité du marché afin de s'assurer que l'approche de valorisation des dérivés non garantis reste adéquate.

Exemption de portefeuille

La Banque s'appuie sur l'exemption de portefeuille prévue par la norme IFRS 13 Evaluation de la juste valeur pour évaluer la juste valeur de groupes d'actifs et de passifs financiers. Les instruments financiers sont évalués en utilisant le prix qui serait perçu pour vendre une position nette longue (c'est-à-dire un actif) pour une exposition au risque particulière ou pour transférer une position nette courte (c'est-à-dire un passif) pour une exposition au risque particulière dans le cadre d'une transaction en bonne et due forme entre les acteurs de marché à la date du bilan dans les conditions actuelles du marché. Par conséquent, la Banque évalue la juste valeur du groupe d'actifs et de passifs financiers conformément à la manière dont les acteurs de marché évalueraient l'exposition nette au risque à la date d'évaluation.

Gains non comptabilisés résultant de l'utilisation de modèles de valorisation reposant sur des données non observables

Le montant qui n'a pas encore été comptabilisé en résultat correspondant à la différence entre le prix de transaction (la juste valeur lors de la comptabilisation initiale) et le montant qui aurait été constaté si des modèles de valorisation reposant sur des paramètres non observables sont

utilisés lors de la comptabilisation initiale, diminué des montants comptabilisés ultérieurement, s'élève à 9 M€ (2023 : 6 M€) au titre des instruments financiers mesurés à la juste valeur. Des ajouts et des réévaluations de change de 4 M€ (2023 : néant) et des amortissements et reprises d'1 M€ (2023 : 5 M€) pour les instruments financiers évalués à la juste valeur.

Comparaison des valeurs comptables et de la juste valeur des actifs et passifs non détenus à la juste valeur

Les tableaux ci-après résument la juste valeur des actifs et passifs financiers évalués au coût amorti et figurant au bilan de la Banque :

	2024					2023				
	Valeur comptable M€	Juste valeur M€	Niveau 1 M€	Niveau 2 M€	Niveau 3 M€	Valeur comptable M€	Juste valeur M€	Niveau 1 M€	Niveau 2 M€	Niveau 3 M€
Actifs financiers										
Dettes représentées par un titre au coût amorti	5 997	5 949	100	5 849	—	2 495	2 490	—	2 482	8
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 078	1 078	265	813	—	1 230	1 230	98	1 132	—
Prêts et avances à la clientèle	6 304	6 282	71	3 737	2 474	9 438	9 193	72	3 163	5 958
Prises en pension et autres prêts garantis similaires	6 788	6 898	—	6 898	—	2 064	1 979	—	1 979	—
Actifs inclus dans un groupe de cession classé comme destiné à être cédé	4 242	4 242	—	4 242	—	4 444	4 444	—	4 444	—
Passifs financiers										
Dépôts auprès d'établissements de crédit	(1 930)	(1 930)	(1 143)	(787)	—	(2 171)	(2 171)	(995)	(1 176)	—
Dépôts de la clientèle	(27 935)	(28 020)	(14 581)	(13 118)	(321)	(29 847)	(29 929)	(11 840)	(18 089)	—
Opérations de pension et autres emprunts garantis similaires	(889)	(889)	—	(889)	—	(1 561)	(1 561)	—	(1 561)	—
Titres de créance en circulation	(3 172)	(3 172)	—	(3 172)	—	(2 457)	(2 457)	—	(2 457)	—
Dettes subordonnées	(4 830)	(4 830)	—	(4 830)	—	(4 833)	(4 833)	—	(4 833)	—
Passifs inclus dans un groupe de cession classé comme destiné à être cédé	(4 395)	(4 395)	—	(4 395)	—	(3 548)	(3 548)	—	(3 548)	—

La juste valeur est une estimation du prix qui serait perçu en cas de vente d'un actif ou payé en cas de transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction en bonne et due forme entre les acteurs de marché à la date d'évaluation. Un large éventail de techniques d'évaluation étant disponibles, n'est pas forcément pertinent de comparer directement ces informations de juste valeur avec des sources de marché indépendantes ou provenant d'autres institutions financières. L'utilisation de méthodes et d'hypothèses d'évaluation différentes peut avoir un impact significatif sur les justes valeurs qui reposent sur des données non observables.

Actifs financiers

La valeur comptable des actifs financiers détenus au coût amorti (y compris les prêts et avances aux établissements de crédit et à la clientèle, titres de dette et autres prêts tels que les prises en pension) est déterminée conformément à la section Conventions comptables.

Dettes représentées par un titre au coût amorti

Les titres de dette au coût amorti sont valorisés à partir de prix de marché observables provenant de cotations de courtiers, de prix inter-négociants ou d'autres sources de cours fiables. Les prix des obligations activement négociées sont considérés comme observables. Lorsque les données de marché relatives à l'obligation sous-jacente ne sont pas disponibles, plusieurs techniques de substitution/extrapolation sont utilisées pour déterminer la juste valeur appropriée.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Aux fins de cette information, la juste valeur des prêts et avances est calculée à partir de l'actualisation des flux de trésorerie attendus d'une manière qui reflète le prix de marché actuel des prêts aux émetteurs de qualité de crédit similaire. Si les données de marché ou informations de crédit sur les emprunteurs sous-jacents sont indisponibles, un certain nombre de techniques d'approximation/d'extrapolation sont utilisées pour déterminer les taux d'actualisation adéquats.

Prises en pension et autres prêts garantis similaires

La juste valeur des opérations de prise en pension s'approche de leur valeur comptable, car ces soldes sont généralement à courte échéance et entièrement garantis.

Passifs financiers

La valeur comptable des passifs financiers détenus au coût amorti (y compris les comptes de la clientèle, les autres dépôts, les opérations de pension, les titres de créance en circulation et les passifs subordonnés) est déterminée conformément aux principes comptables.

Dépôts des établissements de crédit et de la clientèle

Dans de nombreux cas, la juste valeur indiquée s'approche de la valeur comptable car les instruments sont par nature de courte échéance ou ont des taux d'intérêt qui se revalorisent fréquemment, comme les comptes clients et autres dépôts et titres de créance à court terme.

La juste valeur pour les dépôts à plus long terme, principalement à terme, est estimée en utilisant les flux de trésorerie actualisés et en appliquant soit les taux du marché, soit les taux courants pour les dépôts ayant une échéance résiduelle similaire. Par conséquent, l'actualisation de la juste valeur est minime.

Opérations de pension et autres prêts garantis similaires

La juste valeur des opérations de pension avoisine la valeur comptable, car ces soldes ont généralement une courte échéance.

Titres de créance en circulation

La juste valeur des autres titres de créance en circulation est fondée sur les prix cotés lorsqu'ils sont disponibles. Si les instruments ont une courte échéance, la valeur comptable se rapproche de la juste valeur.

Dettes subordonnées

Les justes valeurs des emprunts convertibles et non convertibles à échéance et non convertibles sont basées sur les taux du marché cotés pour l'émetteur concerné ou les émetteurs moyennant des conditions similaires.

Actifs et passifs inclus dans un groupe de cession classé comme destiné à être cédé

La juste valeur aux fins de la présente information a été déterminée conformément aux produits détenus en vue de la vente et aux techniques d'évaluation utilisées pour déterminer le prix de vente attendu de ces actifs et passifs qui sera obtenu lors de la cession du groupe destiné à être cédé.

17. Compensation des actifs et passifs financiers

La Banque ne déclare les actifs et passifs financiers sur une base nette au bilan que s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et si elle a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Le tableau suivant présente l'impact des accords de compensation sur :

- tous les actifs et passifs financiers qui sont déclarés nets au bilan ; et
- tous les instruments financiers dérivés et les prises et mises en pension et autres accords de prêt et d'emprunt garantis similaires qui font l'objet d'accords-cadres de compensation exécutoires ou d'accords similaires, mais ne sont pas éligibles à la compensation au bilan.

Les « Montants nets » présentés ci-dessous ne visent pas à représenter l'exposition réelle de la Banque au risque de crédit car diverses stratégies d'atténuation du risque de crédit sont utilisées en plus des accords de compensation et de garantie.

	Montants soumis à des accords de compensation exécutoires						Montants non soumis à des accords de compensation exécutoires ⁵	Solde total ⁴
	Effets de la compensation au bilan			Montants liés non compensés				
	Montants bruts M€	Montants compensés ¹ M€	Montants nets inscrits au bilan M€	Instruments financiers M€	Financière sûretés ² M€	Montant net M€		
Au 31 décembre 2024								
Instruments financiers dérivés	54 369	(21 843)	32 526	(18 870)	(12 329)	1 327	283	32 809
Prises en pension et autres prêts garantis similaires ⁵	73 598	(47 328)	26 270	—	(26 270)	—	—	26 270
Actif total	127 967	(69 171)	58 796	(18 870)	(38 599)	1 327	283	59 079
Passifs financiers dérivés	(46 925)	21 295	(25 630)	18 870	5 153	(1 607)	(162)	(25 792)
Opérations de pension et autres emprunts garantis similaires ⁵	(64 118)	47 328	(16 790)	—	14 968	(1 822)	—	(16 790)
Passif total	(111 043)	68 623	(42 420)	18 870	20 121	(3 429)	(162)	(42 582)
Au 31 décembre 2023								
Instruments financiers dérivés	58 247	(24 874)	33 373	(19 689)	(12 176)	1 508	207	33 580
Prises en pension et autres prêts garantis similaires ⁵	49 326	(26 494)	22 832	—	(22 832)	—	33	22 865
Actif total	107 573	(51 368)	56 205	(19 689)	(35 008)	1 508	240	56 445
Passifs financiers dérivés	(52 121)	24 658	(27 463)	19 689	6 155	(1 619)	(200)	(27 663)
Opérations de pension et autres emprunts garantis similaires ⁵	(46 711)	26 494	(20 217)	—	20 217	—	(593)	(20 810)
Passif total	(98 832)	51 152	(47 680)	19 689	26 372	(1 619)	(793)	(48 473)
Notes								
1 Les montants compensés pour les actifs financiers dérivés incluent en outre des garanties en espèces compensées de 1 736 M€ (2023 : 3 248 M€). Les montants compensés pour les passifs financiers dérivés comprennent également des garanties en espèces compensées de 2 284 M€ (2023 : 3 464 M€). Les actifs et passifs de règlement ont été compensés pour un montant de 2 768 M€ (2023 : 2 715 M€).								
2 Des garanties financières d'un montant de 12 329 M€ (2023 : 12 176 M€) ont été reçues au titre des actifs dérivés, dont 10 649 M€ (2023 : 10 872 M€) de garanties en espèces et 1 680 M€ (2023 : 1 304 M€) de garanties hors espèces. Des garanties financières d'un montant de 5 153 M€ (2023 : 6 155 M€) ont été constituées au titre des passifs dérivés, dont 5 004 M€ (2023 : 5 853 M€) de garanties en espèces et 149 M€ (2023 : 302 M€) de garanties hors espèces. Les montants des sûretés sont limités à l'exposition nette figurant au bilan afin de ne pas inclure la constitution de garanties excédentaires.								
3 Cette colonne comprend les droits contractuels de compensation qui sont soumis à une incertitude en vertu des lois de la juridiction concernée.								
4 Le total du bilan est la somme des « montants nets déclarés au bilan » qui font l'objet d'accords de compensation exécutoires et des « Montants non soumis à des accords de compensation exécutoires ».								
5 Les accords de rachat et autres prêts garantis similaires, d'un montant de 26 270 M€ (2023 : 22 865 M€), se répartissent entre la juste valeur de 19 482 M€ (2023 : 20 801 M€) et le coût amorti de 6 788 M€ (2023 : 2 064 M€). Les contrats de mise en pension et autres emprunts garantis similaires de 16 790 M€ (2023 : 20 810 M€) sont divisés par la juste valeur de 15 901 M€ (2023 : 19 249 M€) et le coût amorti de 889 M€ (2023 : 1 561 M€).								

Actifs et passifs dérivés

La colonne « Instruments financiers » identifie les actifs et passifs financiers qui font l’objet d’une compensation en vertu d’accords de compensation, tels que les Contrat-cadre ISDA ou contrats d’échange de dérivés ou de contrepartie de compensation, dans le cadre desquels toutes les opérations en cours avec la même contrepartie peuvent être compensées et une compensation avec déchéance du terme peut être appliquée à toutes les opérations en cours couvertes par les accords en cas de défaut ou d’autres événements prédéterminés.

Les garanties financières désignent les garanties en espèces et autres qu’en espèces obtenues, généralement de manière quotidienne ou hebdomadaire, afin de couvrir l’exposition nette entre les contreparties en permettant la réalisation de la garantie en cas de défaut ou si d’autres événements prédéterminés se produisent.

Opérations de mise et prise en pension et autres prêts et emprunts garantis similaires

La colonne « Instruments financiers » identifie les actifs et passifs financiers qui font l’objet d’une compensation en vertu d’accords de compensation, tels que les Contrat-cadre mondial de mise en pension et Contrat-cadre mondial de prêt de titres, dans le cadre desquels toutes les opérations en cours avec la même contrepartie peuvent être compensées et une compensation avec déchéance du terme peut être appliquée à toutes les opérations en cours couvertes par les accords en cas de défaut ou d’autres événements prédéterminés.

Les garanties financières comprennent généralement des titres très liquides qui sont légalement transférés et qui peuvent être liquidés en cas de défaut de la contrepartie.

Ces accords de compensation et de garantie et les autres stratégies d’atténuation du risque de crédit utilisées par la Banque sont expliqués plus en détail à la section Atténuation du risque de crédit en page 145.

18. Immobilisations corporelles

Comptabilisation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d’acquisition qui comprend, le cas échéant, les coûts d’acquisition directs et marginaux minorés des amortissements cumulés et des provisions pour dépréciation. Les coûts ultérieurs sont capitalisés si ces coûts se traduisent par une amélioration de l’actif.

Les amortissements sont comptabilisés sur le montant amortissable des immobilisations corporelles selon la méthode linéaire sur leur durée de vie économique utile estimée. Les taux d’amortissement, les conventions et les valeurs résiduelles sous-jacentes au calcul de l’amortissement des éléments des immobilisations corporelles font l’objet d’un examen continu afin de tenir compte de tout changement de circonstances, y compris la prise en compte des futurs investissements en matière de climat et de durabilité.

Pour le calcul de l'amortissement, la Banque utilise les taux annuels suivants :

Taux annuels de calcul de l'amortissement	Taux d'amortissement
Terrain en pleine propriété	Non amorti
Immeubles détenus en pleine propriété	2 à 3,3 %
Biens loués	Sur la durée de vie résiduelle du bail
Coûts d'adaptation des biens locatifs	6 à 10 %
Matériel installé dans les immeubles loués	6 à 10 %
Ordinateurs et équipements assimilés	17 à 33 %
Installations et équipements divers	9 à 20 %

Les coûts d'adaptation et d'équipement installé sont amortis sur la durée la plus courte entre la durée du bail ou les taux d'amortissement indiqués dans le tableau ci-dessus

	Immeuble M€	Equipements M€	Droit d'utilisation actifs ¹ M€	Total M€
Coût				
Au 1^{er} janvier 2024	47	32	145	224
Ajouts	12	5	—	17
Cessions ²	—	(5)	(1)	(6)
Détenus en vue de la vente	—	—	—	—
Autres mouvements	—	(4)	—	(4)
Au 31 décembre 2024	59	28	144	231
Cumul des amortissements et dépréciations				
Au 1^{er} janvier 2024	(26)	(25)	(63)	(114)
Cessions ²	—	5	1	6
Charge d'amortissement	(3)	(4)	(13)	(20)
Détenus en vue de la vente	—	—	—	—
Autres mouvements	—	(1)	5	4
Au 31 décembre 2024	(29)	(25)	(70)	(124)
Valeur nette comptable	30	3	74	107
Coût				
Au 1^{er} janvier 2023	56	57	131	244
Ajouts	2	16	1	19
Cessions	(10)	(17)	—	(27)
Détenus en vue de la vente	(1)	(24)	(12)	(37)
Autres mouvements	—	—	25	25
Au 31 décembre 2023	47	32	145	224
Cumul des amortissements et dépréciations				
Au 1^{er} janvier 2023	(35)	(41)	(54)	(130)
Cessions	10	16	—	26
Charge d'amortissement	(4)	(7)	(14)	(25)
Détenus en vue de la vente	1	7	1	9
Autres mouvements	2	—	4	6
Au 31 décembre 2023	(26)	(25)	(63)	(114)
Valeur nette comptable	21	7	82	110

Notes

1 Les soldes des droits d'utilisation (« DDU ») se rapportent à des contrats de location immobilière en vertu de la norme IFRS 16. Voir la Note 19 pour plus de renseignements.

2 Les cessions portent principalement sur des actifs entièrement amortis qui ne sont pas utilisés.

19. Baux

Comptabilisation des baux

Lorsque la Banque est locataire, elle est tenue de constater à la fois :

- un passif locatif, évalué à la valeur actualisée des flux de trésorerie restants du contrat de location
- un SDU, évalué au montant de l'évaluation initiale de la dette locative, majoré des paiements de location effectués avant la date d'entrée en vigueur, des coûts directs initiaux et des coûts estimés de remise en état de l'actif sous-jacent dans l'état requis par le contrat de location, déduction faite des éventuels incitatifs obtenus.

Par la suite, le passif locatif augmentera pour tenir compte des intérêts accumulés, ce qui se traduira par un taux de rendement constant tout au long de la durée du contrat de location, et une diminution à mesure que les paiements seront effectués. Le droit d'utilisation sera amorti au compte de résultat sur la durée de vie du contrat de location.

Au bilan, les actifs SDU sont inclus dans les immobilisations corporelles et les passifs locatifs sont inclus dans les autres passifs.

La Banque applique l'exemption de comptabilisation visée à la norme IFRS 16 pour les contrats de location d'une durée de 12 mois maximum. Pour ces contrats, les paiements de loyers sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la durée du contrat, sauf si une autre base systématique est plus adéquate.

En tant que Preneur

Pour satisfaire à ses besoins opérationnels, la Banque loue divers bureaux, succursales et autres locaux en vertu de contrats de bail non résiliables. Dans certains cas, la Banque peut sous-louer des biens à des tiers lorsque ceux-ci ne sont plus nécessaires pour satisfaire aux exigences commerciales. Actuellement, la Banque n'a pas conclu d'accords de sous-location significatifs.

Les soldes d'actifs SDU ne concernent que les baux immobiliers. Voir la note annexe 18 pour la valeur comptable des actifs ROU.

Au cours de l'exercice, la Banque n'avait pas de baux significatifs à court terme.

Dettes locatives		
	2024 M€	2023 M€
Au 1^{er} janvier	87	81
Intérêts	4	5
Nouveaux baux	—	—
Paiements en espèces	(17)	(16)
Modifications et autres variations	6	17
Au 31 décembre (voir la note 22)	80	87

Le tableau ci-dessous présente une analyse des échéances des passifs locatifs non actualisés et indique les loyers à payer après la date de clôture.

Analyse de la maturité des passifs locatifs non actualisés		
	2024 M€	2023 M€
Pas plus d'un an	16	15
D'un à deux ans	16	15
Deux à trois ans	13	14
Trois à quatre ans	10	13
Quatre à cinq ans	9	10
Cinq à dix ans	24	29
Plus de dix ans	7	9
Total des passifs locatifs non actualisés au 31 décembre	95	105

Outre les flux de trésorerie identifiés ci-dessus, la Banque est exposée à :

Des paiements de loyers variables : Cette variabilité découle généralement d'instruments indexés sur l'inflation ou d'ajustements de prix basés sur le marché. Actuellement, la Banque dispose de 12 baux (2023 : 12) sur un total de 19 baux (2023 : 18) dont les conditions de paiement des loyers varient en fonction des ajustements tarifaires fondés sur le marché. Sur les flux de trésorerie bruts identifiés ci-dessus, 95 M€ (2023 : 105 M€) sont imputables aux contrats de location dont la variabilité est principalement liée à des ajustements de prix fondés sur le marché.

Options de prorogation et de résiliation : Le tableau ci-dessus représente la meilleure estimation par la Banque des flux de trésorerie futurs liés aux contrats de location, y compris ses hypothèses concernant l'exercice des options contractuelles de prorogation et de résiliation. Il n'existe pas d'impact significatif pour lequel la Banque devrait exercer une option de résiliation anticipée ou de prorogation.

Aucune restriction et aucune clause d'engagement imposé(e) par le bailleur sur les baux immobiliers ne restreignent les activités de la Banque.

20. Immobilisations Incorporelles

Comptabilisation des immobilisations incorporelles

Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont initialement comptabilisées lorsqu'elles sont séparables ou résultent de droits contractuels ou d'autres droits légaux, que le coût peut être évalué de manière fiable et, dans le cas d'immobilisations incorporelles non acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs attribuables aux actifs résulteront de leur utilisation.

Pour les immobilisations incorporelles générées en interne, seuls les coûts engagés lors de la phase de développement sont capitalisés. Les dépenses de la phase de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont engagées.

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des provisions pour dépréciation, le cas échéant, et sont amorties sur leur durée d'utilité d'une manière qui reflète l'évolution de leur contribution aux flux de trésorerie futurs, généralement en utilisant les durées d'amortissement indiquées ci-dessous :

Taux annuels de calcul de l'amortissement	Durée d'amortissement
Autres logiciels	12 mois à 6 ans
Logiciels générés en interne ¹	12 mois à 6 ans

Note 1 Les exceptions au taux ci-dessus concernent les durées d'utilité de certaines plateformes bancaires de base qui sont évaluées individuellement et, le cas échéant, amorties sur des périodes plus longues allant de 10 à 15 ans.

Les immobilisations incorporelles font l'objet d'une évaluation de dépréciation lorsqu'il existe des signes de dépréciation. Les immobilisations incorporelles non encore utilisées font l'objet d'un examen annuel de dépréciation.

	Logiciels générés en interne M€	Autres logiciels M€	Licences et Autres contrats M€	Total M€
Coût				
Au 1^{er} janvier 2024	76	6	—	82
Ajouts	—	—	—	—
Cessions ¹	—	—	—	—
Au 31 décembre 2024	76	6	—	82
Cumul des amortissements et dépréciations				
Au 1^{er} janvier 2024	(76)	(6)	—	(82)
Cessions ¹	—	—	—	—
Charge d'amortissement	—	—	—	—
Au 31 décembre 2024	(76)	(6)	—	(82)
Valeur nette comptable	—	—	—	—
Coût				
Au 1^{er} janvier 2023	156	8	4	168
Ajouts	13	—	—	13
Cessions	(68)	—	(2)	(70)
Détenus en vue de la vente	(25)	—	(2)	(27)
Autres ajustements	—	(2)	—	(2)
Au 31 décembre 2023	76	6	—	82
Cumul des amortissements et dépréciations				
Au 1^{er} janvier 2023	(100)	(7)	(2)	(109)
Cessions	68	—	2	70
Charge de dépréciation	(37)	—	—	(37)
Charge d'amortissement	(17)	—	(1)	(18)
Détenus en vue de la vente	9	—	1	10
Autres ajustements	1	1	—	2
Au 31 décembre 2023	(76)	(6)	—	(82)
Valeur nette comptable	—	—	—	—

Note 1 Les cessions portent principalement sur des actifs entièrement amortis qui ne sont pas utilisés.

L'activité CBE est passée en actifs destinés à être cédés au cours de l'exercice 2023, ce qui s'est traduit par une dépréciation des actifs incorporels de 37 M€.

La détermination de la durée de vie utile estimée des immobilisations incorporelles (comme celles découlant de relations contractuelles) nécessite une analyse de la situation. L'appréciation de l'existence ou non d'indicateurs de dépréciation ainsi que le calcul de la dépréciation, qui

nécessitent une estimation des flux de trésorerie futurs et des justes valeurs diminuées des coûts de vente, exigent également la préparation de prévisions de flux de trésorerie et de justes valeurs pour les actifs qui ne peuvent être régulièrement achetés et vendus.

21. Garanties en espèces et soldes de règlement

	2024 M€	2023 M€
Actifs		
Garantie en espèces	8 836	11 937
Soldes de règlement	4 822	3 872
Garanties en espèces et soldes de règlement	13 658	15 809
Passif		
Garantie en espèces	16 436	17 277
Soldes de règlement	4 619	3 743
Garanties en espèces et soldes de règlement	21,055	21 020

Comptes de régularisation, provisions, passifs éventuels et procédures judiciaires

Les notes figurant dans cette section se concentrent sur les autres passifs, provisions, passifs éventuels et engagements de la Banque. Les questions de concurrence juridique et de réglementation sont abordées aux pages 280 à 281.

22. Autres passifs

	2024 M€	2023 M€
Comptes de régularisation	160	159
A payer aux sociétés du Groupe Barclays	114	107
Autres créanciers	279	247
Dettes de location-financement (voir la note annexe 19)	80	87
Autres passifs	633	600

23. Provisions

Comptabilisation des provisions

Des provisions sont constituées au titre des obligations actuelles découlant d'événements passés lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'un transfert d'avantage économique soit nécessaire pour régler l'obligation, laquelle peut être estimée de manière fiable.

Estimations et jugements comptables essentiels

La déclaration financière des provisions implique un degré important de jugement et est complexe. L'identification de l'existence d'une obligation actuelle et l'estimation de la probabilité, du moment, de la nature et du montant des sorties de capitaux susceptibles de résulter d'événements passés requièrent des jugements fondés sur des faits et circonstances spécifiques liés à des événements individuels et nécessitent souvent des conseils professionnels spécialisés. Lorsque ces questions en sont à un stade précoce, les jugements et estimations comptables peuvent s'avérer difficiles en raison du degré élevé d'incertitude. La direction continue de suivre ces situations à mesure qu'elles se déroulent afin de réévaluer en permanence si des provisions doivent être constituées. Toutefois, il peut subsister un large éventail de résultats et d'incertitudes possibles, notamment en ce qui concerne les questions juridiques, de concurrence et de réglementation, et il n'est donc souvent pas possible de réaliser des estimations fiables même lorsque ces questions sont à un stade plus avancé.

Le montant comptabilisé en provision peut également être très sensible aux hypothèses retenues pour le calculer. Cela donne lieu à un large éventail de résultats potentiels qui nécessitent un certain degré d'appréciation dans la détermination d'un niveau de provision approprié. Pour de plus amples renseignements sur les questions juridiques, de concurrence et de réglementation, veuillez consulter la note 25.

	Licenciement et restructuration M€	Client réparation M€	Questions juridiques, de concurrence et de réglementation M€	Provisions diverses ¹ M€	Total M€
Au 1^{er} janvier 2024	28	—	4	67	99
Ajouts	35	—	2	48	85
Montants utilisés	(28)	—	(1)	(4)	(33)
Montants non utilisés repris	(5)	(1)	—	(6)	(12)
Opérations de change et autres mouvements	1	1	—	—	2
Au 31 décembre 2024	31	—	5	105	141
Facilités et garanties contractuellement non tirées²					
Au 1^{er} janvier 2024					40
Variation nette de la provision pour PCA et autres variations ²					5
Au 31 décembre 2024					45
Total des provisions					
Au 1 ^{er} janvier 2024					139
Au 31 décembre 2024					186

Notes

1 a Les provisions diverses au 31 décembre 2024 se composent principalement de provisions pour impôts de 78 M€ (2023 : 48 M€), frais imposés par des organismes réglementaires de 14 M€ (2023 : 6 M€) et provisions pour vétusté à hauteur de 5 M€ (2023 : 4 M€).

2 Les facilités et garanties contractuellement non tirées sont comptabilisées en vertu de la norme IFRS 9. Une analyse plus approfondie de la variation de la provision pour PCA est présentée dans le tableau « Variation des expositions brutes et de la provision pour dépréciation, y compris les provisions pour engagements de prêt et garanties financières » à la page 164.

Les provisions qui devraient être recouvrées ou réglées dans un délai maximum de 12 mois après le 31 décembre 2024 s'élevaient à 169 M€ (2023 : 80 M€).

Licenciements et restructurations

Ces provisions représentent le coût estimé de la restructuration, y compris les coûts de licenciement s'il existe une obligation à cet égard. Par exemple, lorsque la Banque dispose d'un plan formel détaillé de restructuration d'une ligne métier et a créé, chez les personnes touchées par la restructuration, des attentes fondées en annonçant les principales caractéristiques de l'opération ou en commençant à mettre en œuvre le plan.

Voies de recours des clients

Les provisions pour voies de recours des clients représentent le coût estimé de l'indemnisation des clients (particuliers et entreprises) et des contreparties au titre des pertes ou dommages liés à certaines décisions prises dans l'exécution des activités de la Banque.

Questions juridiques, de concurrence et réglementaires

La Banque est engagée dans différentes procédures judiciaires. Pour de plus amples renseignements concernant les procédures judiciaires et des explications sur les incertitudes qui y sont associées, veuillez consulter la note annexe 25.

Provisions diverses

Cette catégorie comprend les provisions qui ne rentrent dans aucune des autres catégories, telles que les provisions pour taxes et impôts et les provisions pour vétusté.

Facilités et garanties contractuellement non tirées

La provision pour dépréciation en vertu de la norme IFRS 9 tient compte à la fois de l'exposition tirée et non tirée de la contrepartie. Pour les portefeuilles de détail, la provision pour dépréciation totale est affectée à l'exposition tirée dans la mesure où la provision n'excède pas l'exposition car les PCA ne sont pas déclarées séparément. Tout dépassement fait l'objet d'une provision au passif du bilan. Pour les portefeuilles de gros, la provision pour dépréciation sur l'exposition non utilisée est comptabilisée au passif du bilan en tant que provision. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la section Risque de crédit pour les engagements de prêt et les garanties financières en page 164.

24. Passifs et engagements éventuels

Comptabilisation des passifs éventuels

Les passifs éventuels sont d'éventuelles obligations dont l'existence ne sera confirmée que par des événements futurs incertains et des obligations actuelles pour lesquelles transfert de ressources économiques est incertain ou ne peut être évalué de manière fiable. Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés au bilan mais sont communiqués sauf si la probabilité d'une sortie de ressources économiques est faible.

Le tableau suivant récapitule le montant nominal du principal des passifs éventuels et des engagements qui ne sont pas inscrits au bilan :

	2024 M€	2023 M€
Garanties et lettres de crédit données en garantie	2 939	2 969
Garanties de bonne exécution, acceptations et avals	2 674	2 311
Total des garanties financières et autres instruments liés au crédit	5 613	5 280
Dont : Garanties financières et lettres de crédit comptabilisées à la juste valeur¹	114	2
Crédits documentaires et autres opérations commerciales à court terme	101	63
Lignes de crédit standby, lignes de crédit et autres engagements	34 466	35 583
Total des engagements²	34 567	35 646
Dont : Engagements de prêt comptabilisés à la juste valeur¹	393	2 280

Note

1 Concerne principalement les expositions non tirées évaluées à la juste valeur.

2 Le total des engagements déclarés au titre de 2024 comprend également des expositions de 7 366 M€ (décembre 2023 : 6 851 M€) relatives aux actifs financiers, classés en « actifs du groupe destinés à être cédés »

Les provisions pour PCA détenues au titre des engagements au 31 décembre 2024 s'élevaient à 45 M€ (2023 : 40 M€) et sont présentées à la Note annexe 23. Les PCA sont comptabilisées conformément aux exigences de dépréciation des actifs financiers décrites à la Note annexe 8.

De plus amples renseignements sur les passifs éventuels relatifs aux questions juridiques, de concurrence et de réglementation sont proposés à la note 25.

25. Questions juridiques, de concurrence et réglementaires

La Banque est confrontée à des actions juridiques, concurrentielles et réglementaires principalement hors de son contrôle dans les pays dans lesquels elle exerce ses activités, y compris (sans s'y limiter) les procédures intentées par et contre la Banque. Les affaires découlant d'un ensemble de circonstances similaires peuvent donner lieu à un passif éventuel ou à une provision, ou les deux, selon les faits et circonstances pertinents. La comptabilisation de provisions relatives à ces affaires implique des estimations et jugements comptables essentiels conformément aux principes comptables applicables à la Note annexe 23, Provisions. A l'heure actuelle, la Banque n'est soumise à aucune affaire juridique, de concurrence ou réglementaire qui donne lieu à une responsabilité conditionnelle significative. Toutefois, compte tenu des incertitudes liées à ces questions, rien ne garantit que l'issue d'une affaire particulière (y compris les affaires passées ou celles intentées après la date de la présente note) n'aura pas d'incidence significative sur les résultats, les opérations ou les flux de trésorerie de la Banque pour une période donnée, en fonction, entre autres, du montant de la perte résultant de l'affaire en question et du montant du bénéfice déclaré par ailleurs pour la période considérée.

Dans le cadre de la réponse de Barclays au Brexit, certaines parties des activités exercées par BB PLC et BCSL ont été transférées à la Banque. Aux termes de ces transferts, (1) BB PLC et BCSL resteront responsables et ont accepté d'indemniser la Banque à l'égard de toute responsabilité en matière de conduite et de tout litige découlant d'actes ou d'omissions (ou d'actes ou d'omissions présumés) de BB PLC ou de BCSL (selon les cas) survenus avant le transfert de l'activité concernée ; et (2) la Banque sera responsable de, et a accepté d'indemniser BB PLC ou BCSL (selon les cas) à l'égard de toute responsabilité en matière de conduite et de tout litige découlant d'actes ou d'omissions (ou d'actes ou d'omissions présumés) de la Banque survenus après le transfert de l'activité concernée.

Instruments de fonds propres, capitaux propres et réserves

Les notes incluses dans cette section portent sur le capital d'emprunt et les fonds propres de la Banque, y compris le capital social émis, les bénéfices non distribués et les autres soldes de capitaux propres. Pour de plus amples renseignements sur la gestion du capital et la manière dont la Banque est tenue de conserver des fonds propres suffisants pour satisfaire aux exigences réglementaires de la Banque, veuillez consulter la page 147.

26. Dettes subordonnées

Comptabilisation des dettes subordonnées

Les passifs subordonnés sont valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif en vertu de la norme IFRS 9.

	2024 M€	2023 M€
Au 1^{er} janvier	4 833	4 679
Emissions	—	275
Rachats	—	(125)
Autres	(3)	4
Au 31 décembre	4 830	4 833

Les autres variations comprennent les intérêts courus et les règlements d'intérêts.

Les dettes subordonnées incluent les intérêts courus. Aucun passif subordonné de la Banque n'est garanti.

		Date d'offre initiale	Date d'échéance	2024 M€	2023 M€
	Tarif				
Prêt subordonné Tier 2 à taux variable (375 M€)	Euribor 1 mois + 4,04 %	2024	2029	377	378
Prêt subordonné Tier 2 à taux variable (56 M€)	Euribor 1 mois + 3,851 %	2024	2029	56	56
Prêt subordonné Tier 2 à taux variable (95 M€)	Euribor 1 mois + 3,855 %	2024	2029	95	95
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (600 M€)	TCT € 1m + 2,27 %	2025	2026	601	602
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (150 M€)	Euribor 1 mois + 1,55 %	2025	2026	150	150
Prêt subordonné Tier 2 à taux variable (170 M€)	Euribor 1 mois + 1,81 %	2025	2030	170	170
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (350 M€)	Euribor 1 mois + 0,84 %	2026	2027	351	351
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (200 M€)	Euribor 1 mois + 0,86 %	2026	2027	200	200
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (100 M€)	Euribor 1 mois + 0,77 %	2026	2027	100	100
Prêt subordonné Tier 2 à taux variable (160 M€)	Euribor 1 mois + 1,625 %	2026	2031	160	160
Prêt subordonné Tier 2 à taux variable (39 M€)	Euribor 1 mois + 3,32 %	2026	2031	39	39
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (300 M€)	Euribor 1 mois + 2,40 %	2027	2028	301	301
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (300 M€)	Euribor 1 mois + 2,24 %	2027	2028	301	301
Prêt subordonné Tier 2 à taux variable (300 M€)	Euribor 1 mois + 4,35 %	2027	2032	301	301
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (800 M€)	Euribor 1 mois + 0,94 %	2028	2029	802	803
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (125 M€)	TCT € 1m + 2,03 %	2029	2030	125	125
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (370 M€)	Euribor 1 mois + 1,07 %	2031	2032	371	371
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (200 M€)	Euribor 1 mois + 1,01 %	2031	2032	200	200
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (130 M€)	Euribor 1 mois + 1,10 %	2031	2032	130	130
Total des dettes subordonnées¹				4 830	4 833

Note 1 Les valeurs d'un instrument sont communiquées au million le plus proche.

Dettes subordonnées

Des dettes subordonnées sont émises pour le développement et l'expansion de l'activité et pour renforcer la base de fonds propres de la Banque. Les principales modalités de ces passifs sont décrites ci-dessous :

Prêts subordonnés

Les prêts subordonnés à taux variable Tier 3 sont de rang inférieurs aux créances des déposants et autres créances non subordonnées non garanties, mais de rang supérieur aux créances des détenteurs de prêts subordonnés Tier 2, aux fonds propres AT1 supplémentaires de catégorie 1 et aux actions ordinaires.

Les prêts subordonnés à taux variable Tier 2 sont de rang inférieur aux créances des déposants, aux autres créances non subordonnées non garanties et aux détenteurs de prêts Tier 3, mais de rang supérieur aux créances de détenteurs de fonds propres AT1 et d'actions ordinaires.

Intérêts

Les intérêts des prêts à taux variable sont fixés périodiquement, en fonction des taux du marché ou de ceux banques centrales locales.

Remboursement

Les emprunts subordonnés ont une date de remboursement anticipé antérieure à leur échéance. Ces emprunts sont remboursables, au choix de Barclays Bank Ireland PLC, à cette date de remboursement conformément aux conditions régissant les passifs respectifs, en tout ou en partie, et certains uniquement en totalité, ou à l'échéance. Les prêts contiennent également des dispositions permettant un remboursement anticipé en présence de certaines modifications de la législation fiscale ou de certaines modifications législatives ou réglementaires.

Tout remboursement anticipé avant l'échéance nécessite l'accord écrit préalable du régulateur.

27. Actions ordinaires, primes d'émission et autres fonds propres

Capital social ordinaire autorisé					
	2024		2023		
	Nombre d'actions m	Capital social ordinaire M€	Nombre d'actions m	Capital social ordinaire M€	
Au 31 décembre	5 000	5 000	5 000	5 000	

Capital social appelé, attribué et entièrement libéré et autres instruments de capitaux propres					
	Nombre d'actions m	Capital social ordinaire M€	Prime d'action ordinaire M€	Capital social total et prime d'émission M€	Autres instruments de capitaux propres M€
Au 1^{er} janvier 2024	899	899	3 123	4 022	805
Emission d'actions ordinaires	—	—	50	50	—
Emissions de titres AT1	—	—	—	—	565
Rachat de titres AT1	—	—	—	—	(300)
Au 31 décembre 2024	899	899	3 173	4 072	1 070
Au 1^{er} janvier 2023	899	899	2 973	3 872	805
Emission d'actions ordinaires	—	—	150	150	—
Emissions de titres AT1	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2023	899	899	3 123	4 022	805

Actions ordinaires

Au 31 décembre 2024, le capital social ordinaire libéré de la Banque s'élevait à 898 669 234 (2023 : 898 669 134,) actions ordinaires d'1 euro chacune. Au cours de l'exercice 2024, la Banque a émis 100 (2023 : 100) actions ordinaires d'1 euro chacune avec une prime de 50 millions d'euros (2023 : 150 millions d'euros) pour lever des capitaux supplémentaires.

Autres instruments de capitaux propres

Les autres instruments de capitaux propres de 1 070 M€ (2023 : 805 M€) sont composés de titres AT1 émis par la Banque et achetés par BB PLC. Les titres AT1 sont des titres perpétuels sans échéance fixe qui sont structurés en tant qu'instruments AT1 en vertu des règles de fonds propres en vigueur à la date d'émission concernée. Les paiements de coupons sur l'instrument AT1, qui sont entièrement discrétionnaires et non cumulatifs, sont comptabilisés directement en capitaux propres au moment du paiement. En 2024, il y a eu deux émissions pour 565 M€ (2023 : aucune émission) et un rachat pour 300 M€ (2023 : aucun rachat) d'instruments AT1.

Instruments de capitaux propres AT1	Tarif	2024 M€	2023 M€
AT1 Floating Rate Perpetual Contingent Write-down Securities (300 M€)	Euribor 1 mois + 7,356 %	—	300
AT1 Floating Rate Perpetual Contingent Write-down Securities (69 M€)	Euribor 1 mois + 6,682 %	69	69
AT1 Floating Rate Perpetual Contingent Write-down Securities (36 M€)	Euribor 1 mois + 5,950 %	36	36
AT1 Floating Rate Perpetual Contingent Write-down Securities (85 M€)	Euribor 1 mois + 6,240 %	85	85
AT1 Floating Rate Perpetual Contingent Write-down Securities (75 M€)	Euribor 1 mois + 6,240 %	75	75
AT1 Floating Rate Perpetual Contingent Write-down Securities (100 M€)	Euribor 1 mois + 4,343 %	100	100
AT1 Floating Rate Perpetual Contingent Write-down Securities (140 M€)	Euribor 1 mois + 3,720 %	140	140
AT1 Floating Rate Perpetual Contingent Write-down Securities (300 M€)	TCT € 1m + 4,170 %	300	—
AT1 Floating Rate Perpetual Contingent Write-down Securities (265 M€)	TCT € 1m + 4,200 %	265	—
Total titres AT1		1 070	805

Les principales conditions des titres AT1 sont décrites ci-dessous :

- Les titres AT1 se classent derrière les créances à l'encontre de la Banque : 1) des créanciers non subordonnés ; 2) des créances exprimées comme subordonnées aux créances de créanciers non subordonnés de la Banque, mais pas plus ou autrement ; 3) les créances qui sont, ou qui sont exprimées comme étant, de rang inférieur aux créances d'autres créanciers de la Banque, qu'elles soient subordonnées ou non subordonnées, autres que celles qui ont un rang de rang égal ou inférieur aux créances des détenteurs des titres AT1.
- Les titres AT1 sont assortis d'un taux d'intérêt variable. Les intérêts sur les titres AT1 ne sont dus et exigibles qu'à la seule discrétion de la Banque, et la Banque aura toute latitude, à tout moment et pour quelque raison que ce soit, pour annuler (en tout ou partie) tout paiement d'intérêts qui serait dû par ailleurs à toute date de paiement des intérêts.
- Les titres AT1 ne sont pas datés et sont remboursables, au gré de la Banque, en totalité mais pas en partie, à leur cinquième anniversaire à compter de leur date d'émission et de chaque date de paiement des intérêts par la suite. En outre, les titres AT1 sont remboursables, au gré de la Banque, dans leur intégralité en cas de modification du régime fiscal ou du traitement réglementaire des titres AT1. Tout rachat nécessite l'accord préalable du régulateur.
- Si le ratio CET1 de la Banque tombe en dessous de 7 %, les titres AT1 sont irrévocablement dépréciés d'un montant égal au plus bas des montants suivants : 1) le montant nécessaire pour générer suffisamment de fonds propres CET1 pour ramener le ratio CET1 de la Banque à au moins 7 % ; ou 2) le montant qui réduirait le montant principal des titres AT1 à zéro.

28. Réserves

Réserve de conversion

La réserve de conversion représente les gains et pertes cumulés sur la conversion des investissements nets du Groupe dans des activités à l'étranger.

Réserve de juste valeur par les autres éléments du résultat global

La réserve de juste valeur par les autres éléments du résultat global représente les variations de juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par les autres éléments du résultat global depuis la comptabilisation initiale.

Réserve de couverture des flux de trésorerie

La réserve de couverture de flux de trésorerie représente le cumul des gains et pertes (net d'impôt) sur instruments de couverture de flux de trésorerie effectifs qui seront recyclés en résultat lorsque les opérations couvertes impacteront le résultat.

Réserve de crédit propre

La réserve de crédit propre représente le cumul des gains et pertes de crédit propres sur les passifs financiers à la juste valeur. Les montants figurant dans la réserve de crédit propre ne sont pas recyclés en résultat sur les périodes futures.

Autres réserves et autres capitaux propres

Les autres réserves et autres capitaux propres correspondent à la réserve de fusion dans le cadre du transfert des succursales européennes de BB PLC en 2018 et 2019, et représentent l'excédent de la valeur comptable au moment du transfert par rapport à la juste valeur. Au cours de l'année 2024, 190 M€ de la réserve de fusion ont été libérés à la suite de la cession de la quasi-totalité du portefeuille de prêts hypothécaires de détail italiens amortis de la Banque, avec la vente des actifs à Miltonia Mortgage Finance S.r.l..

	2024 M€	2023 M€
Réserve de conversion	13	—
Réserve de juste valeur par les autres éléments du résultat global	(8)	—
Réserve de couverture des flux de trésorerie	21	(71)
Réserve de crédit propre	(68)	(22)
Autres réserves et autres capitaux propres	(235)	(45)
Total	(277)	(138)

Autres questions relatives à l'information

Les notes de cette section portent sur les frais de personnel de la Banque, les paiements fondés sur des actions et les prestations de retraite et post-retraite, les entités structurées, les activités de financement, les actifs remis en garantie, les actifs reçus et les actifs transférés, les opérations de pension et autres emprunts similaires, les entités consolidées, l'investissement dans des associés, les transactions entre parties

liées et la rémunération des administrateurs, la rémunération des commissaires aux comptes, les actifs inclus dans les groupes de cessions classés comme détenus en vue de la vente, les passifs associés et les opérations abandonnées et événements survenus après la clôture et figurent aux pages 285 à 302.

29. Frais de personnel

Comptabilisation des frais de personnel

Des paiements différés en actions et liquidités sont attribués aux collaborateurs afin d'encourager les bonnes performances au cours de la période durant laquelle ils fournissent des services. Pour recevoir une prime, une personne doit avoir fourni des services pendant la période d'acquisition et être employée à la date d'acquisition prévue ou être considérée comme un départ admissible. Les charges liées aux attributions différées en espèces et en actions sont comptabilisées sur la période pendant laquelle les services des employés contribuent aux primes versées. La Banque considère qu'il convient de comptabiliser la charge sur la période d'acquisition, y compris l'exercice précédant la date d'attribution.

Les méthodes comptables pour les paiements fondés sur des actions et les pensions et autres avantages postérieurs au départ à la retraite figurent respectivement aux notes 30 et 31.

Activités poursuivies	2024 M€	2023 M€
Salaires	183	175
Cotisations de sécurité sociale	75	63
Prestations postérieures au départ à la retraite ¹	11	9
Coûts d'exécution	87	74
Autres coûts de rémunération ²	19	19
Total des frais d'indemnisation	375	340
Autres coûts d'approvisionnement		
Externalisation	13	9
Licenciement et restructuration	32	31
Frais de personnel temporaire	—	—
Autres coûts d'approvisionnement	5	5
Total des autres coûts d'approvisionnement	50	45
Total des frais de personnel	425	385

Notes

1 La charge des avantages postérieurs à l'emploi comprend 9 M€ (2023 : 9 M€) au titre des régimes à cotisations définies et 2 M€ (2023 : néant) au titre des régimes à prestations définies.

2 Les autres charges de rémunération comprennent les indemnités et les incitatifs, les avantages en nature et les autres refacturations de coûts liées à la non-exécution.

Conformément à l'article 317(2) de la Loi sur les sociétés de 2014, le tableau ci-dessous détaille les frais de personnel lorsqu'ils sont engagés, en intégrant les coûts des activités poursuivies et abandonnées.

Activités poursuivies et abandonnées	2024 M€	2023 M€
Salaires	230	222
Cotisations de sécurité sociale	84	71
Prestations postérieures au départ à la retraite ¹	13	12
Coûts d'exécution	96	83
Autres coûts de rémunération ²	21	22
Total des frais d'indemnisation	444	410
Autres coûts d'approvisionnement		
Externalisation	37	22
Licenciement et restructuration	31	32
Frais de personnel temporaire	1	1
Autres coûts d'approvisionnement	6	6
Total des autres coûts d'approvisionnement	75	61
Total des frais de personnel	519	471

Notes

1 La charge des avantages postérieurs à l'emploi comprend 11 M€ (2023 : 12 M€) au titre des régimes à cotisations définies et 2 M€ (2023 : néant) au titre des régimes à prestations définies.

2 Les autres charges de rémunération comprennent les indemnités et les incitatifs, les avantages en nature et les autres refacturations de coûts liées à la non-exécution.

Au 31 décembre 2024, le nombre de collaborateurs (équivalents temps plein) était de 1 814 (31 décembre 2023 : 1 816). La moyenne des ETP sur l'année s'élève à 1 816 (31 décembre 2023 : 1 803) dont 322 basés au siège social et 1 494 dans les succursales de la Banque.

L'effectif moyen pour l'année 2024 était de 1 860 personnes (2023 : 1 855) dont 325 au siège social et 1 535 dans les succursales de la Banque.

30. Paiements basés sur les actions

Comptabilisation des paiements basés sur les actions

L'intéressement des salariés comprend les primes sous forme d'actions et d'options d'achat d'actions ainsi que la proposition faite aux collaborateurs d'acquérir des actions à des conditions avantageuses. Le coût des services au personnel reçus au titre des actions ou options sur actions attribuées est comptabilisé au compte de résultat au cours de la période où les salariés fournissent des services. Le coût global de la prime est calculé en fonction du nombre d'actions et d'options devant être acquises et de la juste valeur des actions ou options à la date d'attribution.

Le nombre d'actions et d'options devant être acquises tient compte de la probabilité que les conditions d'exécution et de service figurant dans les modalités d'attribution soient respectées. Pour les autres systèmes de paiement fondés sur des actions tels que Sharesave et Sharepurchase, certaines conditions accessoires à l'acquisition des droits doivent être remplies. Le non-respect de la condition de non-acquisition est traité comme une annulation entraînant une accélération de la comptabilisation du coût des services aux collaborateurs.

La juste valeur des actions est égale au prix du marché en vigueur à la date d'attribution, dans certains cas ajusté pour tenir compte des restrictions à la transférabilité. La juste valeur des options octroyées est déterminée à partir du modèle de Black Scholes afin d'estimer le nombre d'actions susceptibles de faire l'objet d'une acquisition. Le modèle prend en compte le prix d'exercice de l'option, le cours actuel de l'action, le taux d'intérêt sans risque, la volatilité attendue du cours de l'action sur la durée de vie de l'option et d'autres facteurs pertinents. Les conditions de marché qui doivent être remplies pour que l'attribution soit acquise se reflètent également dans la juste valeur de l'attribution, de même que toutes les autres conditions de non-acquisition éventuelles telles que la poursuite des versements dans un plan d'épargne en actions.

Barclays conclut des paiements fondés sur des actions avec le personnel de la Banque.

Le coût pour la Banque de tous les paiements fondés sur des actions tels que refacturés par le Groupe Barclays PLC s'élevait à 20 M€ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (2023 : 20 M€).

Les principaux plans actuels sont les suivants :

Plan de valeur des actions (« PVA »)

Les primes PVA ont été attribuées aux participants sous la forme d'un droit conditionnel de recevoir des actions Barclays PLC ou des attributions provisoires d'actions Barclays PLC qui sont acquises ou considérées comme libérées sur une période de trois, quatre, cinq ou sept ans. Les participants ne paient pas pour recevoir une prime ou pour recevoir une attribution d'actions. Pour les primes octroyées avant décembre 2017, le concédant peut également verser un équivalent de dividende aux participants lors de la remise d'une prime PVA. Les primes PVA sont également attribuées aux employés admissibles à des fins de recrutement. Toutes les primes encourrent une déchéance potentielle dans certains cas de départ.

Plan de valeur différée des actions (« PVDA »)

Les conditions du PVDA sont sensiblement les mêmes que celles du PVA, telles que décrites ci-dessus, à l'exception du fait que les Administrateurs exécutifs ne sont pas autorisés à participer au PVDA et que le PVA ne fonctionne que sur des actions de marché.

Autres plans

En plus du PVA et du PVDA, le Groupe Barclays PLC exploite un certain nombre de plans réglés en actions Barclays PLC, notamment Sharesave (R.-U. et Irlande), Sharepurchase (R.-U. et étranger) et le Plan d'intéressement à long terme du Groupe Barclays PLC. Une remise d'actions initiales à des « Preneurs de risque majeurs » peut être effectuée sous la forme d'une Prime d'intéressement en actions (période de détention) dans le cadre du PVA.

Plans d'options d'achat d'actions et d'intéressement en actions

La juste valeur moyenne pondérée par attribution, la moyenne pondérée du cours de l'action à la date de levée/d'attribution des actions au cours de l'exercice, la durée de vie résiduelle contractuelle moyenne pondérée et le nombre d'options et d'actions en circulation (y compris celles exerçables) à la date du bilan sont les suivantes :

	2024				2023			
	Juste valeur moyenne pondérée par attribution accordée au cours de l'exercice	Cours moyen pondéré de l'action lors de l'exercice/de l'attribution au cours de l'année	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée en années	Nombre d'options/d'attributions en circulation	Juste valeur moyenne pondérée par attribution accordée au cours de l'exercice	Cours moyen pondéré de l'action lors de l'exercice/de l'attribution au cours de l'année	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée en années	Nombre d'options/d'attributions en circulation
	€	€			€	€		
PVA et PVDA ^{1,2}	1,56	1,72	1	18 423 481	1,51	1,69	1	18 797 369
Sharesave ¹	—	1,83	2	555 234	—	1,47	2	979 473
Autres ¹	1,72-2,02	1,73-2,23	—	114 356	1,53-1,69	1,60-1,69	—	123 642

Les PVDA et PVA sont des primes à coût nul pour lesquelles les conditions d'exécution sont quasiment remplies à la date d'attribution. Par conséquent, la juste valeur de ces attributions est basée sur la valeur de marché à cette date.

Sharesave a une durée de vie contractuelle de 3 et 5 ans, la volatilité attendue est de 30,31 % sur 3 ans et de 27,49 % sur 5 ans. Les taux d'intérêt sans risque utilisés pour les valorisations sont respectivement de 4,09 % et de 3,97 % pour 3 et 5 ans. Les taux de rendement du dividende utilisés pour les valorisations sont respectivement de 2,91 % et 3,00 % pour 3 et 5 ans. Les taux de mise en pension utilisés pour les valorisations sont respectivement de (0,54) % et (0,61) % pour 3 et 5 ans. Les paramètres du modèle, notamment le taux d'intérêt sans risque, la volatilité attendue, les taux de dividende purs et les taux de pension sont issus des données de marché.

Mouvements des options et attributions

L'évolution du nombre d'options et d'attributions pour les principaux plans et le prix d'exercice moyen pondéré des options étaient les suivants :

	PVA et PVDA ^{1,2}		Sharesave ¹		Prix d'exercice moyen pondéré (€)		Autres ¹	
	Numéro		Numéro		Prix d'exercice moyen pondéré (€)		Numéro	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Encours en début d'exercice / date d'acquisition³	18 797 36			1 404 48				
Transferts au cours de l'année ⁴	9	19 558 688	979 473	8	0,88	0,86	123 642	129 457
Attribuées au cours de l'exercice	679 583	158 548	43 859	91 111	—	—	8 295	30 827
Exercées/attribuées au cours de l'exercice	7 352 409	8 418 138	—	—	—	—	3 578 744	4 076 157
	(7 644 800)	(7 911 241)	(389 215)	(379 358)	0,89	0,86	(3 583 873)	(4 106 743)
Moins : confisquées dans l'année		(1 426 764)		(134 008)				
Moins : échus dans l'année	(761 080)		(68 269)		1,08	0,85	(12 452)	(6 056)
	—	—	(10 614)	(2 760)	0,97	1,16	—	—
Encours en fin d'exercice	18 423 48							
	1	18 797 369	555 234	979 473	0,87	0,88	114 356	123 642
Dont exerçables :	—	—	15 374	295 562	0,94	0,85	60 645	62 205

Notes

1 Options/primes attribuées sur les actions Barclays PLC.

2 Le prix d'exercice moyen pondéré ne s'applique pas aux primes PVA et PVDA car il ne s'agit pas de plans de souscription d'actions.

3 Le prix d'exercice moyen pondéré pour les encours en début d'exercice inclut les transferts au cours de l'exercice.

4 Primes des collaborateurs transférés entre la Banque et le reste du Groupe Barclays OLC.

Les primes et options accordées aux collaborateurs aux anciens collaborateurs de la Banque dans le cadre des plans d'actions du Groupe Barclays peuvent être satisfaites au moyen d'actions nouvelles, d'actions propres et d'achats d'actions du marché de Barclays PLC. Les attributions accordées aux employés et aux anciens employés de la Banque en vertu du PVDA ne peuvent être satisfaites que par des actions de marché de Barclays PLC.

Au cours des exercices 2024 et 2023, il n'y a pas eu de modification significative des accords de paiement fondés sur des actions.

Au 31 décembre 2024, le passif total découlant des paiements basés sur des actions réglés en espèces s'élevait à 0,05 M€ (2023 : 0,02 M€).

31. Engagements de retraite et avantages postérieurs à la retraite

Comptabilisation des engagements de retraite et avantages postérieurs au départ à la retraite

La Banque gère un certain nombre de plans de retraite et de régimes de prestations postérieurs à l’emploi.

Régimes à cotisations définies : la Banque inscrit les cotisations dues au titre de l’exercice comptable au compte de résultat. Toute cotisation impayée à la date de clôture est inscrite au passif.

Régimes à prestations définies : la Banque comptabilise ses obligations envers les membres de chaque régime à la fin de la période, minorées de la juste valeur des actifs du régime après application du test de plafond des actifs.

Les obligations de chaque régime sont calculées selon la méthode des unités de crédit projetées. Les actifs du régime sont comptabilisés à leur juste valeur à la fin de la période.

Les variations des passifs ou des actifs (réévaluations) des régimes de retraite qui ne résultent pas du coût régulier des retraites, des intérêts nets sur les passifs ou actifs nets à prestations définies, des coûts des services passés, des règlements ou des cotisations au régime, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les réévaluations comprennent les ajustements liés à l’expérience (différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et ce qui s’est réellement produit), les effets des changements d’hypothèses actuarielles, le rendement des actifs du régime (à l’exclusion des montants inclus dans les intérêts sur les actifs) et toute modification de l’effet de s restrictions liées au plafond d’actifs (hors montants inclus dans les intérêts sur les restrictions). Les risques encourus par la Banque au titre des prestations de retraite sont typiques des régimes de retraite basés sur le dernier salaire : rendements des investissements inférieurs aux attentes, inflation supérieure aux attentes et allongement de l’espérance de vie des retraités.

Les estimations comptables

Trois hypothèses principales ont une incidence sur le passif net au titre des prestations définies. Il s’agit du taux d’actualisation, du taux d’inflation et de l’espérance de vie. Celles-ci sont détaillées aux pages 290 à 291.

La Banque gère un régime de retraite à prestations définies par capitalisation en Irlande (le Plan irlandais de retraite et d’assurance-vie de Barclays Bank) qui a été fermé aux nouvelles adhésions le 31 mai 2013.

La dernière valorisation triennale a été réalisée au 31 décembre 2023. La juste valeur des actifs représentait 102 % de la valeur des prestations accumulées. La Banque a cessé de cotiser à compter d’avril 2024. La prochaine valorisation triennale sera réalisée en 2027 (au 31 décembre 2026). L’actuaire a confirmé que le Régime satisfaisait à la Norme de financement minimale (NFM) de l’Autorité irlandaise des retraites au 31 décembre 2023.

Outre ce qui précède, la Banque a des engagements de retraite à prestations définies liés à des régimes non significatifs opérant en France, en Allemagne et au Portugal.

Le financement de quatre régimes allemands a été transféré au régime multi-employeurs de BVV au cours des mois de décembre 2023 et janvier 2024. Cela fait suite à une opération similaire en 2016 et 2020 pour d’autres régimes de retraite allemands. Des cotisations d’un montant total de 10 millions d’euros ont été versées pour transférer les obligations accumulées. D’autres cotisations sont versées au BVV au titre des nouvelles charges à payer. Il n’y aura pas suffisamment d’informations sur la « part » de la Banque dans les actifs du régime dans le BVV à l’avenir pour considérer ces régimes comme des régimes à prestations définies en vertu de la norme IAS 19, car les régimes multi-employeurs ne répartissent pas suffisamment leurs actifs entre les entreprises ou les particuliers. L’élément BVV sera donc comptabilisé comme s’il s’agissait d’un régime à cotisations définies, conformément aux pratiques habituelles du marché.

Les prestations fournies, l’approche de financement et la base juridique des régimes de la Banque reflètent l’environnement local.

Les tableaux suivants indiquent les montants comptabilisés au compte de résultat ainsi qu’une analyse des engagements de prestations et des actifs des régimes pour tous les régimes à prestations définies de la Banque. La position nette fait l’objet d’un rapprochement avec les actifs et passifs comptabilisés au bilan. Les tableaux incluent les prestations financées et non financées après la retraite. La charge du compte de résultat relative aux régimes à cotisations définies figure dans les notes de bas de page de la note 29 « Frais de personnel ».

Charge / (crédit) enregistré au compte de résultat ¹	2024 M€	2023 M€
Coût des services rendus	—	1
Coût/(produit) financier net sur le passif net au titre des prestations définies	—	—
Autres mouvements	2	—
Total	2	1

Note 1 Les chiffres du tableau sont insignifiants et arrondis au million le plus proche.

Les montants comptabilisés en autres éléments du résultat global sont les suivants :

Etat des autres éléments du résultat global	2024 M€	2023 M€
(Plus-value)/moins-value actuarielle - expérience	—	1
(Plus-values)/moins-values actuarielles - démographiques	2	—
(Plus-values)/moins-values actuarielles - financières	(3)	4
(Plus-value)/moins-value actuarielle survenue au cours de la période	(1)	5
Rendement des actifs du régime (plus élevé)/moins élevé que le taux d'actualisation	(1)	(4)
Effets de la réévaluation comptabilisés en capitaux propres	(2)	1
Autres mouvements	(2)	—
Total des (plus-values)/moins-values des autres éléments du résultat global	(4)	1

Le tableau suivant présente la position au bilan :

Les principales raisons de l'augmentation des actifs liés aux prestations de retraite sont les transferts allemands décrits ci-dessus, qui n'étaient pas financés et déficitaires, ainsi que les plus-values réalisées sur les actifs irlandais et la hausse des rendements des obligations d'entreprises.

Bilan	2024 M€	2023 M€
Valeur actuelle des passifs financés	(46)	(49)
Valeur actuelle des passifs non financés	(5)	(10)
Valeur actuelle du total des passifs	(51)	(59)
Juste valeur des actifs du régime	53	52
Excédent/(déficit) net	2	(7)
Actifs d'indemnités de départ à la retraite	7	3
Passif d'indemnités de départ à la retraite	(5)	(10)
Excédent/(déficit) net	2	(7)

Rapprochement actif/passif au titre des régimes à prestations définies	2024 M€	2023 M€
Actif/(passif) net au titre des prestations définies au début de la période	(7)	(8)
Coût des services rendus	—	(1)
Coût des intérêts sur les OPD	(2)	(2)
Produits d'intérêts sur actifs	2	2
Plus-value/(moins-value) de réévaluation comptabilisée en autres éléments du résultat global	2	(1)
Cotisations patronales	1	2
Règlement	—	—
Autres mouvements	6	1
Actif/(passif) net au titre des prestations définies à la fin de la période	2	(7)

Evolution des actifs du régime	2024 M€	2023 M€
Actifs du régime au début de la période	52	49
Produits d'intérêts sur actifs de couverture	2	2
Rendement des actifs du régime (plus élevé)/moins élevé que le taux d'actualisation	1	4
Prestations versées - sur actifs de couverture	(3)	(5)
Cotisations patronales versées	1	2
Actifs du régime à la fin de la période	53	52

Variation des passifs du régime	2024 M€	2023 M€
Passifs du régime au début de la période	(59)	(57)
Coût des services rendus	—	(1)
Coût des intérêts sur les OPD	(2)	(2)
Plus-value/(moins-value) actuarielle - expérience	—	(1)
(Plus-values)/moins-values actuarielles - démographiques	(2)	—
Plus-value/(moins-value) actuarielle - financière	3	(4)
Prestations versées - sur actifs de couverture	3	5
Prestations payées - directement par la Banque	—	—
Autres mouvements	6	1
Passifs du régime à la fin de la période	(51)	(59)

La durée moyenne pondérée des paiements des prestations prise en compte dans l'obligation au titre des prestations définies (OPD) pour l'Irlande est de 19 ans.

Lorsque les actifs d'un régime dépassent ses passifs, un actif est comptabilisé dans la mesure où il ne dépasse pas la valeur actualisée des suspensions de cotisations futures ou des remboursements de cotisations (le plafond d'actifs). Dans le cas de l'Irlande, le plafond d'actifs n'est pas appliqué car, dans certaines circonstances spécifiques comme la liquidation, la Banque s'attend à pouvoir recouvrer tout excédent. De même, aucun passif n'est comptabilisé au titre des exigences de financement minimales futures. En substance, le fiduciaire n'a pas le droit d'augmenter les prestations ni de liquider le régime sauf en cas de dissolution du Groupe ou de cessation des cotisations par le Groupe. L'application d'un plafond d'actifs aux autres régimes et la comptabilisation de passifs supplémentaires au titre des exigences de financement minimales futures sont examinées pour chaque régime individuel.

Analyse des actifs du régime

Une stratégie d'investissement à long terme a été définie pour le régime irlandais avec une allocation d'actifs composée d'actions, d'obligations, d'immobilier, de fonds d'investissement mixtes et d'autres actifs. Elle tient compte du fait que différentes classes d'actifs sont susceptibles de générer des performances différentes et que certaines classes d'actifs peuvent s'avérer plus volatiles que d'autres. La stratégie d'investissement à long terme vise à s'assurer, entre autres, que les investissements sont suffisamment diversifiés et que le niveau global de risque d'investissement est acceptable.

Les facteurs ESG sont pris en compte dans la détermination de la politique d'investissement du régime irlandais. En particulier, le fonds actions est conçu pour générer des performances boursières avec une exposition accrue aux entreprises plus durables et un meilleur alignement sur la transition vers une économie à faibles émissions.

La valeur des classes d'actifs et leur pourcentage dans le total des actifs sont indiqués ci-dessous :

Analyse des actifs du régime				
	2024		2023	
	Valeur ¹ M€	% de la juste valeur totale des actifs du régime %	Valeur ¹ M€	% de la juste valeur totale des actifs du régime %
Capitaux propres	17	32,0	14	27,0
Obligations	25	47,0	25	48,0
Immeuble	2	4,0	2	4,0
Fonds d'investissement mixtes ²	9	17,0	10	19,0
Autres	—	—	1	2,0
Juste valeur des actifs du régime	53	100,0	52	100,0

Notes

1 Tous les actifs du tableau ci-dessus sont des actifs cotés.

2 Le fonds Diversified Growth Fund B d'Irlande est inclus dans la catégorie Fonds d'investissement mixtes.

Hypothèses

L'évaluation actuarielle de l'obligation des régimes dépend d'une série d'hypothèses. Vous trouverez ci-dessous un résumé des principales hypothèses financières et démographiques adoptées pour le régime irlandais.

Irlande

Principales hypothèses financières	2024 % par an	2023 % par an
Taux d'actualisation	3,50	3,10
Taux d'inflation (« CPI »)	2,25	2,25

Les hypothèses relatives à la mortalité future sont établies sur la base de conseils tirés de statistiques et d'expériences publiées. Les hypothèses relatives à la mortalité sont fondées sur les tables de mortalité standard et l'espérance de vie, comme indiqué ci-dessous :

Espérance de vie supposée	2024	2023
Espérance de vie à 60 ans pour les retraités actuels (en années)		
- Hommes	27,2	26,9
- Femmes	29,5	29,4
Espérance de vie à 60 ans pour les futurs retraités âgés de 40 ans		
- Hommes	29,4	29,2
- Femmes	31,6	31,4

Analyse de sensibilité sur les hypothèses actuarielles

Afin d'illustrer la sensibilité des résultats à l'évolution des principales hypothèses financières, le tableau suivant met en évidence l'impact d'une évolution de chacune des principales hypothèses financières. L'analyse de sensibilité a été calculée en évaluant les passifs à l'aide des hypothèses modifiées présentées dans le tableau ci-dessous et en conservant les hypothèses du tableau ci-dessus pour le reste, sauf en ce qui concerne la sensibilité à l'inflation, pour laquelle les autres hypothèses qui dépendent de l'inflation supposée ont également été modifiées en conséquence. La valeur indiquée représente l'écart entre le montant du passif recalculé et celui indiqué dans le tableau de rapprochement bilanciel ci-dessus.

La sélection de ces variations pour illustrer la sensibilité de l'obligation au titre des prestations définies aux hypothèses clés ne doit pas être interprétée comme exprimant un point de vue spécifique de la Banque sur la probabilité de telles variations.

Modification des principales hypothèses (Régime de retraite irlandais)		
	2024	2023
	(Diminution)/Augmentation des obligations de prestations définies M€	(Diminution)/Augmentation des obligations de prestations définies M€
Taux d'actualisation		
Hausse de 0,50 % p.a.	(4)	(4)
Inflation présumée		
Hausse de 0,50 % p.a.	4	5
Espérance de vie à 60 ans		
Hausse sur un an	1	1
Baisse sur un an	(1)	(1)

Cotisations patronales attendues

Les cotisations attendues de la Banque au Régime de retraite irlandais et d'assurance vie de Barclays Bank au titre des prestations définies en 2025 sont nulles. En outre, les cotisations attendues au Régime irlandais à cotisations définies en 2025 sont de 3 M€. La prochaine évaluation triennale devrait être réalisée au 31 décembre 2026, ce qui permettra d'évaluer la position de financement à long terme et éventuellement d'exiger des cotisations supplémentaires au-delà de 2026.

32. Entités structurées

Une entité structurée est une entité dans laquelle le droit de vote ou les droits similaires ne constituent pas le facteur dominant pour décider qui contrôle l'entité, par exemple, lorsque les droits de vote concernent uniquement les tâches administratives et que les activités concernées sont régies par des accords contractuels. Les entités structurées sont généralement créées pour atteindre un objectif étroit et bien défini, avec des restrictions quant à leurs activités courantes.

En fonction du pouvoir de la Banque sur les activités de l'entité ainsi que de l'exposition et de la capacité de cette dernière à influencer sur ses propres rendements, elle peut consolider l'entité. Dans d'autres cas, elle peut sponsoriser ou avoir une exposition à cette entité sans la consolider.

Entités structurées non consolidées

Le terme « entités structurées non consolidées » désigne les entités structurées non consolidées par la Banque, qui sont établies par un tiers. Une participation dans une entité structurée s'entend de toute forme d'implication contractuelle ou non contractuelle qui provoque une variabilité des rendements découlant de la performance de l'entité pour la Banque. Les participations en question comprennent la détention de titres de créance ou de capitaux propres, les produits dérivés qui transfèrent des risques financiers de l'entité à la Banque, les prêts, les engagements de prêt, les garanties financières et les conventions de gestion des investissements.

La Banque conclut des opérations avec des entités structurées non consolidées dans le cadre normal de ses activités afin de faciliter les transactions avec les clients, les services de gestion des risques et les opportunités d'investissement spécifiques. Cela se fait principalement au sein de la ligne métier BI. Les entités structurées peuvent prendre la forme de fonds, de trusts, de véhicules de titrisation et de sociétés d'investissement privées. Les principales opérations pour la Banque comprennent des prêts et produits dérivés avec des structures de fonds de couverture et des entités ad hoc ainsi que des billets émis par des véhicules de titrisation.

La nature et l'étendue des participations de la Banque dans des entités structurées sont résumées ci-dessous :

Synthèse des intérêts dans les entités structurées non consolidées					
	Financement garanti M€	Court terme intérêts négociés M€	Négocié de change M€	Autres intérêts M€	Total M€
Au 31 décembre 2024					
Actifs					
Actifs du portefeuille de négociation	—	128	—	—	128
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	480	—	—	—	480
Instruments financiers dérivés	—	—	984	—	984
Prêts et avances au coût amorti	—	—	—	707	707
Dettes représentées par un titre au coût amorti	—	—	—	1 627	1 627
Autres actifs	—	—	—	—	—
Actifs inclus dans un groupe de cession classé comme destiné à être cédé	—	—	—	152	152
Actif total	480	128	984	2 486	4 078
Passif					
Instruments financiers dérivés	—	—	1 106	—	1 106
Au 31 décembre 2023					
Actifs					
Actifs du portefeuille de négociation	—	14	—	—	14
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	182	—	—	33	215
Instruments financiers dérivés	—	—	272	—	272
Prêts et avances au coût amorti	—	—	—	607	607
Dettes représentées par un titre au coût amorti	—	—	—	37	37
Autres actifs	—	—	—	1	1
Actifs inclus dans un groupe de cession classé comme destiné à être cédé	—	—	—	—	—
Actif total	182	14	272	678	1 146
Passif					
Instruments financiers dérivés	—	—	266	—	266

Les financements garantis, les intérêts négociés à court terme et les dérivés négociés sont généralement gérés dans le cadre des politiques de gestion du risque de marché décrites dans la rubrique Gestion du risque de marché, qui inclut une indication de l'évolution des mesures de risque par rapport à l'exercice écoulé. Ainsi, le total des actifs de ces entités n'est pas considéré comme significatif aux fins de la compréhension des risques associés et n'a donc pas été présenté. Les autres intérêts comprennent les prêts dans le cadre desquels les intérêts sont déterminés par la demande normale des clients. Au 31 décembre 2024, Barclays a conclu des opérations avec environ 1 032 (2023 : 114) entités structurées.

Financement garanti

Lorsque la contrepartie à l'accord est une entité structurée, la Banque conclut systématiquement des contrats de prise en pension, des emprunts d'actions et des accords similaires à des conditions commerciales normales. En raison de la nature de ces accords, qui impliquent notamment la constitution de sûretés et les appels de marge continus, la Banque est en mesure de gérer son exposition variable à la performance de la contrepartie de l'entité structurée. Les contreparties incluses dans les financements sécurisés comprennent les structures limitées de fonds de couverture, les sociétés d'investissement, les fonds et les entités ad hoc.

Intérêts négociés à court terme

Dans le cadre de ses activités de tenue de marché, la Banque achète et vend des participations dans des véhicules structurés, principalement des titres de créance émis par des véhicules de titrisation d'actifs. Ces participations sont généralement détenues individuellement ou dans le cadre d'un portefeuille plus important pendant une durée maximale de 90 jours. Dans de telles situations, la Banque n'entretient généralement aucune relation avec l'entité structurée en dehors de la détention des titres dans le cadre des activités de négociation et son risque de perte maximal est limité à la valeur comptable de l'actif.

Instruments dérivés négociés

La Banque conclut divers contrats dérivés avec des entités structurées qui réfèrent entre autres les variables de risque de marché telles que les taux d'intérêt, les taux de change et les indices de crédit. Les principaux types de produits dérivés qui sont considérés comme des participations dans des entités structurées comprennent les swaps de défaut de crédit (CDS) fondés sur des indices et des entités, les swaps de solde garantis, les swaps de rendement total, les swaps de matières premières et les swaps d'actions. Les contrats d'échange de taux d'intérêt, les dérivés de change qui ne sont pas complexes et qui exposent la Banque à un risque de crédit non significatif du fait de leur séniorité dans

l'intervalle de paiement d'une titrisation et les produits dérivés jugés comme faisant courir un risque ou une variabilité à une entité structurée ne sont pas considérés comme une participation dans une entité et ont été exclus des déclarations.

Une description des types de dérivés et des pratiques de gestion des risques est détaillée dans la Note 13. Le risque de perte peut être atténué par les exigences d'appels de marge ainsi que par le droit aux flux de trésorerie de l'entité structurée de rang supérieur dans la cascade des paiements. Ces exigences d'appel de marge sont conformes aux pratiques du marché pour de nombreux contrats dérivés ainsi qu'aux politiques de crédit habituelles de la Banque.

Les opérations sur produits dérivés exigent de la contrepartie qu'elle fournisse des garanties en espèces ou d'autres sûretés en vertu d'accords de marge afin d'atténuer le risque de crédit de la contrepartie. La Banque est principalement exposée au risque de règlement de ces dérivés, qui est atténué par le biais d'appels de marge quotidiens. Le montant notionnel total des contrats s'élève à 7 230 M€ (2023 : 6 761 M€).

A l'exception des CDS pour lesquels l'exposition maximale à la perte est le montant notionnel du swap, il n'est pas possible d'estimer l'exposition maximale à la perte relative aux positions dérivées car la juste valeur des dérivés est sujette à des variations des taux d'intérêt, des taux de change et des indices de crédit du marché qui, par leur nature même, donnent lieu à une incertitude. En outre, les pertes de la Banque seraient soumises à des mesures d'atténuation en vertu de ses politiques en matière de risque de marché négocié et de risque de crédit, qui imposent à la contrepartie de fournir des garanties en espèces ou d'autres actifs dans la plupart des cas.

Autres participations dans des entités structurées non consolidées

Les participations de la Banque dans des entités structurées non détenues dans le cadre d'activités de négociation à court terme sont présentées ci-après, résumées en fonction de la nature des participations et limitées à des catégories significatives, sur la base de l'exposition maximale à la perte.

Nature des participations			
	Crédits M€	Divers M€	Total¹ M€
Au 31 décembre 2024			
Actifs			
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	—	—	—
Prêts et avances au coût amorti	707	—	707
Dettes représentées par un titre au coût amorti	—	1 627	1 627
Autres actifs	—	—	—
Actifs inclus dans un groupe de cession classé comme destiné à être cédé	152	—	152
Total des expositions au bilan	859	1 627	2 486
Total des montants notionnels hors bilan	1 171	—	1 171
Exposition maximale aux pertes	2 030	1 627	3 657
Total des actifs de l'entité	10 963	5 579	16 542
Au 31 décembre 2023			
Actifs			
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3	30	33
Prêts et avances au coût amorti	607	—	607
Dettes représentées par un titre au coût amorti	—	37	37
Autres actifs	1	—	1
Actifs inclus dans un groupe de cession classé comme destiné à être cédé	—	—	—
Total des expositions au bilan	611	67	678
Total des montants notionnels hors bilan	616	—	616
Exposition maximale aux pertes	1 227	67	1 294
Total des actifs de l'entité	10 484	1 094	11 587
<i>Note 1 Aucune des entités structurées n'est détenue par Barclays Bank Ireland plc et les entités n'ont pas été consolidées, conformément à la norme IFRS 10 Etats financiers consolidés.</i>			

Exposition maximale aux pertes

Sauf indication contraire ci-dessous, l'exposition maximale aux pertes de la Banque est le total de ses positions au bilan et de ses positions hors bilan, à savoir ses engagements de prêt et garanties financières. L'exposition aux pertes est atténuée par les sûretés, les garanties financières, la disponibilité des compensations et la protection du crédit détenues.

Crédits

Le portefeuille comprend les prêts accordés par la Banque à des entités structurées non consolidées dans le cadre normal de ses activités de prêt pour générer des revenus sous forme d'intérêts et de commissions de prêt, et comprend les prêts à des entités structurées qui sont généralement garantis par des biens, des équipements ou d'autres actifs. Tous les prêts font l'objet d'un processus de validation du crédit de la Banque. Les

accords de garantie sont propres aux circonstances de chaque prêt, et des garanties et sûretés supplémentaires sont demandées au sponsor de l'entité structurée pour certains accords. Au cours de la période, la Banque a subi une dépréciation non significative de ces crédits.

Autres

Il s'agit des participations dans des titres de créance émis par des organismes de titrisation.

Actifs transférés vers des entités structurées non consolidées sponsorisées

BBI est considérée comme sponsor d'une autre entité si elle a joué un rôle clé dans l'établissement de cette entité, si elle a transféré des actifs à l'entité, si le nom Barclays apparaît dans le nom de l'entité ou si elle fournit des garanties d'exécution pour l'entité. Au 31 décembre 2024, aucun actif n'a été transféré vers des entités structurées non consolidées sponsorisées.

33. Analyse de l'évolution des financements au cours de l'exercice

Le tableau ci-dessous propose un rapprochement entre les mouvements des passifs et les flux de trésorerie résultant des activités de financement.

	Passif			Fonds propres				Total
	Dettes subordonnées M€	Dettes locatives ¹ M€	Capital social appelé M€	Prime d'émission M€	Autres capitaux propres M€	Autres réserves M€	Résultats non distribués M€	
Solde au 1 ^{er} janvier 2024	4 833	87	899	3 123	805	(138)	2 275	11 884
Produit de l'émission de dettes subordonnées	—	—	—	—	—	—	—	—
Loyers payés	—	(17)	—	—	—	—	—	(17)
Autres coupons versés sur instruments de capitaux propres	—	—	—	—	(79)	—	—	(79)
Remboursement de dettes subordonnées	—	—	—	—	—	—	—	—
Emission d'actions ordinaires	—	—	—	50	—	—	—	50
Emission et rachat d'AT1	—	—	—	—	265	—	—	265
Total des variations des flux de trésorerie de financement	—	(17)	—	50	186	—	—	219
Autres variations								
Charges d'intérêts	272	4	—	—	—	—	—	276
Intérêts versés	(275)	—	—	—	—	—	—	(275)
Modifications et autres variations	—	6	—	—	—	—	—	6
Autres variations liées au total du passif	(3)	10	—	—	—	—	—	7
Autres variations liées au total des capitaux propres	—	—	—	—	79	139	254	194
Solde au 31 décembre 2024	4 830	80	899	3 173	1 070	(277)	2 529	12 304
Solde au 1^{er} janvier 2023	4 679	81	899	2 973	805	(271)	2 109	11 275
Produit de l'émission de dettes subordonnées	275	—	—	—	—	—	—	275
Loyers payés	—	(16)	—	—	—	—	—	(16)
Autres coupons versés sur instruments de capitaux propres	—	—	—	—	(74)	—	—	(74)
Remboursement de dettes subordonnées	(125)	—	—	—	—	—	—	(125)
Emission d'actions ordinaires	—	—	—	150	—	—	—	150
Emission d'AT1	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des variations des flux de trésorerie de financement	150	(16)	—	150	(74)	—	—	210
Autres variations								
Charges d'intérêts	246	5	—	—	—	—	—	251
Intérêts versés	(242)	—	—	—	—	—	—	(242)
Modifications et autres variations	—	17	—	—	—	—	—	17
Autres variations liées au total du passif	4	22	—	—	—	—	—	26
Autres variations liées au total des capitaux propres	—	—	—	—	74	133	166	373
Solde au 31 décembre 2023	4 833	87	899	3 123	805	(138)	2 275	11 884

Note 1 Voir la note annexe 19 (Baux) pour de plus amples renseignements.

34. Actifs remis en garantie, actifs reçus en garantie et actifs transférés

Les actifs sont nantis ou transférés en garantie dans le cadre d'opérations de pension, de titrisations, de prêts de titres ou de dépôts de garantie relatives à des produits dérivés. Les actifs transférés sont des actifs non monétaires transférés à un tiers qui ne sont pas éligibles à la décomptabilisation du bilan de la Banque, par exemple parce que la Banque conserve la quasi-totalité de l'exposition à ces actifs en vertu d'un contrat de rachat à une date ultérieure pour un prix fixe.

Lorsque des actifs non monétaires sont nantis ou transférés en garantie des espèces reçues, l'actif continue d'être comptabilisé en totalité et un passif connexe est également comptabilisé au bilan. Lorsque des actifs autres que des espèces sont nantis ou transférés en garantie dans le cadre d'un échange d'actifs autres que des liquidités, l'actif transféré continue d'être comptabilisé en totalité et il n'y a pas de passif associé dans la mesure où la garantie autre qu'en espèces reçue n'est pas comptabilisée au bilan. La Banque n'est pas en mesure d'utiliser, de vendre ou de nantir les actifs transférés pendant la durée de l'opération et reste exposée au risque de taux d'intérêt et au risque de crédit sur ces actifs nantis. Sauf indication contraire, le recours de la contrepartie ne se limite pas aux actifs transférés.

Les opérations garanties, telles que les prêts et emprunts de titres, les opérations de mise en pension et les opérations sur produits dérivés, sont effectuées conformément aux conditions standard habituelles sur le marché.

Le tableau suivant récapitule la nature et la valeur comptable des actifs donnés en garantie :

	2024 M€	2023 M€
Garantie en espèces	8 836	11 759
Actifs du portefeuille de négociation	13 660	14 458
Prêts et avances au coût amorti	894	923
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	352	351
Actifs donnés en garantie	23 742	27 491

Le tableau suivant récapitule les actifs financiers transférés et les passifs associés. Les actifs transférés représentent la valeur comptable brute des actifs nantis et les passifs associés représentent la valeur au bilan IFRS du passif associé inscrit au bilan.

	Actif transféré 2024 M€	Passif associé 2024 M€	Actif transféré 2023 M€	Passif associé 2023 M€
Instruments financiers dérivés	9 870	9 870	12 313	12 313
Contrats de rachat	10 490	3 359	14 151	6 067
Autres	3 382	108	1 027	89
	23 742	13 337	27 491	18 469

Pour les opérations de prise en pension, la différence entre les actifs transférés et les passifs associés est principalement due à la compensation IFRS. Il n'existe aucun accord dans le cadre duquel le recours d'une contrepartie est limité aux seuls actifs transférés.

Sûretés détenues en garantie d'actifs

Dans le cadre de certaines opérations, y compris les prises en pension et les opérations d'emprunt de titres, la Banque est autorisée à revendre ou à redonner en garantie les sûretés détenues. Les opérations garanties, telles que les prêts et emprunts de titres, les opérations de mise en pension et les opérations sur produits dérivés, sont effectuées conformément aux conditions standard habituelles sur le marché.

La juste valeur à la date de clôture des sûretés acceptées et redonnées en garantie à d'autres parties était la suivante :

	2024 M€	2023 M€
Juste valeur des titres acceptés en garantie	131 212	101 570
Dont juste valeur des titres redonnés en garantie/transférés à d'autres parties	102 159	78 738

35. Opérations de pension et autres emprunts garantis similaires

Les accords de rachat et autres emprunts garantis similaires d'un montant de 889 M€ au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 1 561 M€) comprennent un montant nul (31 décembre 2023 : 564 M€) lié aux emprunts garantis dans le cadre de la troisième série d'opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO III) de la BCE. Au cours de l'année 2024, Barclays a remboursé deux tirages au titre des TLTRO III (500 M€ en juin et 50 M€ en septembre) à leur échéance. La Banque n'a plus aucun emprunt TLTRO. Jusqu'en 2024, aucune autre modification des conditions des TLTRO III n'a nécessité la comptabilisation d'ajustements des revenus, et le coût actuel des TLTRO III depuis novembre 2022 a, de fait, été indexé sur le taux de dépôt de la BCE. Par conséquent, le coût de financement a fluctué parallèlement aux baisses des taux de dépôt de la BCE intervenues en 2024.

En 2023, une charge d'intérêt de 25 M€ a été comptabilisée au titre du passif TLTRO III, calculée au taux d'intérêt effectif initial ajusté en fonction des variations du taux de dépôt de la BCE. Il n'y avait aucune régularisation au 31 décembre 2024.

Les TLTRO III étant émis par la BCE, la Banque ne considère pas le financement TLTRO III comme une subvention publique.

Cette section présente des informations sur les investissements de la Banque dans des filiales et des entreprises associées. De plus amples informations sont également fournis sur les opérations de titrisation conclues par la Banque et les accords détenus hors bilan.

36. Principales filiales

Comptabilisation des participations dans les filiales

En 2024, la Banque a acquis 100 % du capital social émis de Barclays Administration Germany Limited afin de faciliter la vente de CBE.

Les filiales de la Banque sont présentées ci-dessous.

Nom de la société	Principal établissement ou lieu de constitution	Siège social	Nature de l'activité	Pourcentage des droits de vote détenus %	Participations ne donnant pas le contrôle - part des participations %	Participations ne donnant pas le contrôle - pourcentage de participation assorties de droit de vote %
Barclays Administration Germany Limited	Allemagne	- One Molesworth Street, Dublin 2, D02 RF29, Irlande	Holding Société	100	—	—
Barclays Europe Nominees DAC	Irlande	- One Molesworth Street, Dublin 2, D02 RF29, Irlande	Prête-nom Société	100	—	—
Barclays Europe Firm Nominees DAC	Irlande	- One Molesworth Street, Dublin 2, D02 RF29, Irlande	Prête-nom Société	100	—	—
Barclays Europe Client Nominee DAC	Irlande	- One Molesworth Street, Dublin 2, D02 RF29, Irlande	Prête-nom Société	100	—	—

Dans chaque cas, la Banque détient 100 % des actions ordinaires des filiales.

Restrictions importantes

La Banque n'est soumise à aucune restriction significative quant à sa capacité d'accéder aux actifs et de régler les passifs de ses filiales.

37. Participations dans des entreprises associées

Comptabilisation des entreprises associées

Au cours de l'exercice, la Banque a investi dans Cantal Investments Sarl (Cantal), une filiale indirecte en propriété exclusive de BB PLC, libellée en USD. Grâce à sa participation de 9,15 % et à sa représentation au Conseil d'administration, la Banque exerce une influence notable sur Cantal et comptabilise la relation comme une participation dans une société associée selon la méthode de la mise en équivalence.

	2024	2023
	Sociétés associées M€	Sociétés associées M€
	Mise en équivalence	178

Les informations financières résumées de Cantal pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 sont présentées ci-dessous. Ces informations financières sont basées sur des informations de gestion non auditées.

	2024 M€
Actif total	91 349
Passif total	(89 410)
Actif net	1 939
Total des revenus	660
Résultat après impôt	527

Les montants indiqués correspondent à la part de la Banque dans le résultat net de la participation dans la société associée pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

	2024	2023
	Sociétés associées	Sociétés associées
	M€	M€
Résultat des activités poursuivies	38	—
Autres éléments du résultat global	—	—
Total du résultat global des activités poursuivies	38	—

La Banque a réalisé son investissement initial dans la société associée en mars 2024 pour un montant de 250 MUSD. Au cours de l'exercice, la Banque a comptabilisé une quote-part du résultat de la société associée d'un montant de 38 M€, reçu des dividendes de 101 M€ et comptabilisé une réserve de conversion de 13 M€ à la date de clôture.

38. Titrisation

Comptabilisation des titrisations

La Banque utilise la titrisation comme source de financement et de transfert de risque. Ces opérations entraînent généralement le transfert des flux de trésorerie contractuels des portefeuilles d'actifs financiers aux détenteurs de titres de créance émis.

Les titrisations peuvent, moyennant un accord individuel, entraîner la poursuite de la comptabilisation des actifs titrisés et la comptabilisation des titres de créance émis au cours de l'opération ; conduire à une comptabilisation continue partielle des actifs dans la mesure de l'implication continue de la Banque dans ces actifs ou entraîner la décomptabilisation des actifs et la comptabilisation distincte, à l'actif ou au passif, de tous droits et obligations créés ou conservés dans le cadre du transfert. La décomptabilisation totale n'intervient que lorsque la Banque transfère son droit contractuel de recevoir les flux de trésorerie des actifs financiers ou conserve ses droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie, tout en assumant une obligation contractuelle de verser les flux de trésorerie à une autre partie sans retard ou réinvestissement important, et transfère également la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété, y compris le risque de crédit, le risque de remboursement anticipé et le risque de taux d'intérêt.

La Banque effectue des transferts d'actifs financiers dans le cadre de ses activités bancaires normales soit lorsque les droits légaux sur les flux de trésorerie provenant de l'actif sont transférés à la contrepartie, soit au bénéfice de la Banque lorsque celle-ci conserve les droits sur les flux de trésorerie, mais assume la responsabilité de les transférer à la contrepartie. En fonction de la nature de l'opération, cela peut entraîner la décomptabilisation de l'intégralité des actifs, la décomptabilisation partielle ou l'absence de décomptabilisation des actifs faisant l'objet du transfert.

Une synthèse des principales opérations, de l'actif et du passif et des risques financiers découlant de ces opérations est présentée ci-dessous :

Transferts d'actifs financiers qui n'entraînent pas de décomptabilisation

La Banque, pour faciliter la vente de CBE, a été partie à une opération de titrisation portant sur ses soldes de prêts personnels. Dans le cadre de cette opération, les actifs, les intérêts sur les actifs, ou les intérêts bénéficiaires sur les flux de trésorerie découlant des actifs, ont été transférés à une entité ad hoc qui émet des titres de créance portant intérêt à la Banque et à des investisseurs tiers.

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs titrisés n'ayant pas été entièrement décomptabilisés à la date du bilan.

	2024				2023			
	Actifs		Passif		Actifs		Passif	
	Valeur comptable M€	Juste valeur M€	Valeur comptable M€	Juste valeur M€	Montant reporté M€	Juste valeur M€	Montant reporté M€	Juste valeur M€
Actifs inclus dans un groupe de cession classé comme destiné à être cédé								
Prêts personnels	1 019	998	—	—	—	—	—	—

Les soldes ci-dessus représentent les opérations de titrisation pour lesquelles les risques et avantages ne sont ni transférés, ni conservés de manière substantielle. Si la Banque transfère un actif financier mais ne transfère ou ne conserve pas la quasi-totalité des risques et avantages de l'actif tout en conservant le contrôle sur celui-ci, les actifs transférés continuent d'être comptabilisés dans la mesure de l'implication continue de la Banque. Le total des actifs financiers de 1 195 M€ (2023 : néant) a été initialement transféré de cette manière et la valeur comptable des actifs représentant une implication continue est incluse dans le tableau ci-dessus.

39. Opérations avec les parties liées et rémunération des administrateurs

Opérations entre apparentés

Les parties sont considérées comme liées si une partie a la capacité de contrôler l'autre partie ou d'exercer une influence notable sur l'autre partie dans le cadre de la prise de décisions financières ou opérationnelles, ou si une autre partie contrôle les deux parties en question.

Société mère

La société mère est BB PLC, qui détient 100 % (31 décembre 2023 : 100 %) des actions ordinaires émises de la Banque et 100 % (31 décembre 2023 : 100 %) des titres AT1 émis par la Banque. La société mère ultime de la Banque est B PLC.

Autres filiales

Les opérations entre la Banque et d'autres filiales de la société mère répondent également à la définition des transactions entre parties liées.

Les montants inclus dans les états financiers de la Banque, au total et par catégorie d'entité liée, sont les suivants :

	Exercice clos le 31.12.24			Exercice clos le 31.12.23		
	Société mère M€	Autres filiales M€	Sociétés associées M€	Société mère M€	Autres filiales M€	Sociétés associées M€
Total des revenus	(61)	129	101	(111)	38	—
Charges d'exploitation	(23)	(468)	—	(14)	(422)	—

	Au 31/12/24			Au 31/12/23		
	Société mère M€	Autres filiales M€	Sociétés associées M€	Société mère M€	Autres filiales M€	Sociétés associées M€
Actif total	17 459	4 242	—	10 176	2 421	—
Passif total	18 611	3 135	—	21 729	2 772	—

Le total des revenus provenant de la société mère et des filiales ci-dessus, d'un montant de 68 M€ (2023 : 73 M€ de charges), comprend des revenus nets de commissions et honoraires de 581 M€ (2023 : 565 M€), compensés par des charges d'intérêts nettes de 141 M€ (2023 : 232 M€) et des charges nettes de négociation de 372 M€ (2023 : 406 M€). Des informations complémentaires sur les commissions nettes sont disponibles à la note annexe 4.

Les charges d'exploitation à verser aux autres filiales supérieures à 468 M€ (2023 : 422 M€) reflètent principalement le coût des services fournis par Barclays Execution Services Limited, la société de services à l'échelle du Groupe Barclays. Sur ce montant de 468 M€, 385 M€ concernent les activités poursuivies et 83 M€ les activités abandonnées. Veuillez consulter la note 41 à la page 300.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Banque a émis 100 (2023 : 100) actions ordinaires de 1 euro chacune à sa société mère, pour une prime de 50 M€ (2023 : 150 M€).

La Banque a versé à sa société mère des coupons de 79 M€ (2023 : 74 M€) au cours de l'exercice sur des titres AT1.

Au 31 décembre 2024, la Banque dispose de garanties financières garanties par sa société mère pour un montant total de 10 111 M€ (2023 : 10 151 M€).

Le total de l'actif et du passif avec la société mère et les filiales apparentées comprend :

Au 31 décembre	2024 M€	2023 M€
Garanties en espèces et soldes de règlement	1 876	1 606
Prêts et avances au coût amorti	767	953
Prises en pension et autres prêts garantis similaires	6 788	2 064
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	11 341	7 449
Instruments financiers dérivés	556	384
Autres actifs	372	141
Total des actifs avec les sociétés mères et les filiales	21 700	12 597
Dépôts au coût amorti	716	822
Garanties en espèces et soldes de règlement	2 334	1 253
Opérations de pension et autres emprunts garantis similaires	886	998
Titres de créance en circulation	1 500	1 500
Dettes subordonnées	4 830	4 833
Passifs financiers à la juste valeur sur option	10 985	14 446
Instruments financiers dérivés	383	542
Autres passifs	112	107
Total des passifs avec les sociétés mères et les filiales	21 746	24 501

Les produits dérivés avec la société mère et ses filiales sont garantis par des liquidités et d'autres instruments financiers. Les prises en pension, les mises en pension et les actifs/passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont garantis sur des instruments financiers sous-jacents.

Principaux dirigeants

Le personnel de direction clé s'entend des personnes ayant le pouvoir et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la Banque (directement ou indirectement) et comprend le Conseil d'administration et le Comité exécutif de la Banque.

Au 31 décembre	2024 M€	2023 M€
Prêts	0,3	0,9
Montant non tiré ou cartes de crédit et/ou facilités de découvert	0,6	0,6
Dépôts	0,4	0,7

Tous les prêts accordés aux principaux dirigeants (et aux personnes qui leur sont liées) ont été consentis dans le cours normal des affaires conformément à la Politique de la Banque relative aux prêts aux parties liées ; ils ont été accordés dans des conditions quasiment identiques, notamment du point de vue des taux d'intérêt et de sûretés, que celles qui étaient en vigueur au même moment pour des opérations comparables avec d'autres personnes ; et ils ne présentent pas de risque plus élevé qu'un risque normal de recouvrement ni d'autres caractéristiques défavorables.

Aucune provision pour dépréciation n'a été comptabilisée au titre des prêts accordés au personnel de direction clé (ou à toute personne liée).

Rémunération des principaux dirigeants

La rémunération totale attribuée au personnel de direction clé ci-dessous représente les primes attribuées, qui ont été approuvées par le CA de la Banque dans le cadre des dernières décisions de rémunération. Les coûts comptabilisés au compte de résultat reflètent la charge comptable de l'exercice incluse dans les charges d'exploitation. La différence entre les valeurs attribuées et la charge du compte de résultat comptabilisée concerne principalement la comptabilisation des coûts reportés au titre des attributions de l'exercice précédent. Les chiffres concernent la période durant laquelle les individus répondent à la définition des « principaux dirigeants ».

	2024 M€	2023 M€
Avantages à court terme	15,3	13,7
Avantages postérieurs à l'emploi	0,4	0,4
Paievements basés sur les actions	4,0	3,0
Indemnités de fin de contrat de travail	0,1	—
Autres avantages à long terme	2,4	1,9
Rémunération totale des personnels de direction clés	22,2	19,0

Rémunération des administrateurs

	2024 M€	2023 M€
Emoluments au titre des services admissibles	3,6	3,5
Avantages dans le cadre de dispositifs d'intéressement à long terme	1,3	1,0
Rémunération totale des administrateurs	4,9	4,5

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les administrateurs ont accumulé des prestations dans le cadre d'un régime à prestations définies ou à cotisations définies de 0,1 M€ (2023 : 0,1 M€).

40. Rémunération du commissaire aux comptes

La rémunération du commissaire aux comptes est incluse dans les frais administratifs et généraux et comprend :

	2024 M€	2023 M€
Audit des états financiers de la Banque	3,5	3,3
Autres services :		
Autres services d'assurance	1,2	0,6
Conseil fiscal	—	—
Services autres que l'audit	—	—
Rémunération totale des commissaires aux comptes¹	4,7	3,9

Note 1 Sur les commissions d'audit de 2024, 1,2 M€ de commissions d'audit légales (2023 : 1,5 M€) et 0,2 M€ (2023 : 0,2 M€) de frais de services autres que d'audit concernent des commissions versées à d'autres cabinets du réseau KPMG.

41. Actifs inclus dans des groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente, passifs associés et activités abandonnées**Comptabilisation des actifs non courants destinés à être cédés, des passifs associés et des activités abandonnées**

Les actifs non courants (ou groupes destinés à être cédés) sont classés comme détenus en vue de la vente lorsque leur valeur comptable doit être recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que d'une utilisation continue. Pour être classé comme détenu en vue de la vente, l'actif doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel uniquement aux conditions habituelles et usuelles, et la vente doit être hautement probable. Les actifs non courants (ou groupes destinés à être cédés) détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée du coût de la vente. Les actifs et passifs classés comme destinés à être cédés sont présentés séparément au bilan.

Une composante d'une entité qui se distingue clairement du reste d'une entité tant sur le plan opérationnel qu'aux fins de l'information financière est présentée comme une activité abandonnée lorsqu'elle

- a été cédée ou classée comme détenue en vue de la vente ; et
- représente une ligne métier ou une zone géographique principale distincte, fait partie d'un plan unique et coordonné de cession d'une ligne métier ou d'une zone géographique principale distincte, ou est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Les activités abandonnées sont exclues du résultat des activités poursuivies et sont présentées, dans le compte de résultat, en un seul montant en tant que résultat après impôt des activités abandonnées.

Estimations et jugements comptables essentiels

La direction doit réaliser des estimations significatives pour déterminer si les critères de classement de l'IFRS 5 pour les actifs détenus en vue de la vente sont remplis, en particulier si la vente est hautement probable et devrait pouvoir être comptabilisée dans les ventes réalisées dans les 12 mois suivant le classement. Pour apprécier si les critères sont remplis, la direction doit tenir compte de son degré d'engagement vis-à-vis du plan de vente, de la probabilité d'obtenir les approbations réglementaires ou autres approbations externes souvent requises pour la vente d'opérations bancaires et du niveau d'engagement de l'acheteur à réaliser l'opération de vente dans les délais convenus.

De même, la direction doit faire preuve d'un jugement significatif dans l'application des exigences d'évaluation de la norme IFRS 5 car ces estimations se fondent sur l'anticipation d'événements futurs liés au processus de vente.

La direction applique un niveau élevé d'estimation pour évaluer si le modèle économique de gestion des actifs entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 9 a changé. En particulier, il cherche à déterminer si des changements ont eu lieu dans la manière dont les actifs

sont gérés, si un changement peut être démontré à des parties externes et si la Banque a commencé ou cessé d'exercer une activité qui est importante pour ses opérations.

En mai 2024, la Banque a finalisé la cession de la quasi-totalité de son portefeuille de prêts hypothécaires italiens au coût amorti avec la vente des actifs à Miltonia Mortgage Finance S.r.l., ce qui a entraîné la radiation des prêts du bilan de la Banque.

Après la date de clôture du bilan, la Banque a conclu avec succès la vente de certains actifs et passifs, qui constituaient conjointement CBE, son activité allemande de crédit à la consommation, à BAWAG P.S.K., une filiale en propriété exclusive de BAWAG Group AG. En raison de la structure de l'opération, la cession de l'activité CBE s'est faite en deux temps :

1) Titrisation de certains actifs liés à des prêts personnels en novembre 2024, entraînant la décomptabilisation partielle de ces actifs du bilan de la Banque, avec maintien d'une participation pour la partie titrisée restante (voir note 38).

2) Cession du reste du groupe destiné à être cédé en janvier 2025, y compris les actifs pour lesquels la Banque avait maintenu une participation.

Impact sur le bilan

Le portefeuille de prêts hypothécaires italiens au coût amorti qui a été cédé au cours de l'exercice n'était pas classé comme détenu en vue de la vente au 31 décembre 2023. Ces actifs étaient détenus dans le cadre d'un modèle d'exploitation « hold-to-collect » (conserver pour recouvrer) et présentés en tant que prêts et avances à la clientèle.

Le périmètre du groupe destiné à être cédé CBE a été délimité conformément aux exigences de la norme IFRS 5, avec un actif au bilan de 4,5 Mds€ et un passif de 4,5 Mds€ présentés dans les Actifs inclus dans les groupes destinés à être cédés et dans les Passifs inclus dans les groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente au 31 décembre 2024. Une analyse détaillée du groupe cédé et des activités abandonnées dans le compte de résultat de la Banque a été présentée dans la note annexe ci-dessous et séparément dans la Note annexe 2 Reporting sectoriel.

Au 31 décembre	2024 M€	2023 M€
Actifs inclus dans un groupe de cession classé comme destiné à être cédé		
Prêts et avances à la clientèle	4 242	4 444
Immobilisations Incorporelles	17	17
Immobilisations corporelles	29	28
Autres actifs	183	25
Total des actifs classés comme destinés à être cédés	4 471	4 514
Passifs inclus dans un groupe de cession classé comme destiné à être cédé		
Dépôts de la clientèle	4 395	3 548
Autres passifs	92	96
Provisions	3	5
Total des passifs classés comme destinés à être cédés	4 490	3 649
Actifs nets classés comme destinés à être cédés	(19)	865

Impact sur le compte de résultat

Tant l'activité CBE que le portefeuille de prêts hypothécaires italiens cédés répondent aux critères de présentation en tant qu'activités abandonnées dans le compte de résultat, les comparatifs au 31 décembre 2023 ayant été retraités en conséquence, pour le reclassement du groupe de prêts hypothécaires italiens.

Pour parvenir à cette conclusion, il convient de noter que l'application de la définition des « activités abandonnées » donnée par la norme IFRS 5 nécessite l'exercice d'un jugement significatif de la part de la direction car elle exige la prise en compte de facteurs quantitatifs et qualitatifs pour évaluer les critères pertinents. En particulier pour le groupe de prêts hypothécaires italiens cédés, l'évaluation visant à déterminer s'il s'agit d'un secteur d'activité important nécessite l'exercice d'un jugement significatif compte tenu du portefeuille restant de prêts hypothécaires de détail italiens liés au franc suisse, qui est détenu à sa juste valeur.

Les résultats des activités abandonnées, qui ont été présentés en tant que (perte)/bénéfice après impôts au titre des activités abandonnées dans le compte de résultat de la Banque, sont analysés dans le compte de résultat ci-dessous et séparément dans la note 2 « Information sectorielle ».

Cela comprend un résultat avant impôt de 67 M€ provenant des activités d'exploitation des groupes cédés, la comptabilisation d'une perte sur cession de 254 M€, dont 252 M€ liés à la cession des prêts hypothécaires de détail italiens, et une dépréciation de 8 M€ enregistrée pour évaluer les groupes cédés CBE conformément aux exigences de réévaluation de la norme IFRS 5 à leur juste valeur diminuée des coûts de vente.

Il convient de noter que le bénéfice provenant des activités d'exploitation exclut les allocations internes, principalement celles provenant des opérations de trésorerie du siège social au sein de la Banque.

Compte de résultat - activités abandonnées

	2024	2023
	M€	M€
Pour l'exercice clos le 31 décembre		
Produits d'intérêts	520	579
Charges d'intérêts	(131)	(51)
Revenus nets d'intérêts	389	528
Produits de commissions	68	60
Charges de commissions	(29)	(23)
Commissions nettes	39	37
Total des revenus	428	565
Frais de personnel	(94)	(86)
Coûts d'infrastructure	(23)	(83)
Frais d'administration et frais généraux ¹	(144)	(163)
Charges d'exploitation	(261)	(332)
Bénéfice avant dépréciation	167	233
Charge pour dépréciation de crédit	(100)	(53)
Bénéfice provenant d'activités d'exploitation	67	180
Charge d'impôt	(34)	(22)
Résultat d'exploitation, net d'impôt	33	158
Perte sur cession d'activité abandonnée	(254)	—
Pertes de valeur sur activités destinées à être cédées	(8)	—
Crédit d'impôt sur les pertes de valeur sur les activités destinées à être cédées	3	—
(Perte)/bénéfice après impôt des activités abandonnées²	(226)	158

Note

1 Les frais d'administration et frais généraux de 144 M€ (2023 : 163 M€) comprennent les charges à payer aux filiales de 83 M€ (2023 : 81 M€) qui reflètent principalement le coût des services fournis par Barclays Execution Services Limited, la société de services à l'échelle du Groupe Barclays.

2 Les éléments comparatifs 2023 ont été présentés à nouveau à la suite de la cession de la quasi-totalité du portefeuille de prêts hypothécaires italiens au coût amorti de la Banque avec la vente des actifs à Miltonia Mortgage Finance S.r.l., ce qui a entraîné la radiation des prêts du bilan de la Banque. L'impact consiste à reclasser 108 M€ de bénéfice après impôts provenant des activités poursuivies en activités abandonnées, dont 110 M€ de bénéfice provenant des activités d'exploitation et une charge fiscale de 2 M€.

Les flux de trésorerie affectés aux activités abandonnées sont les suivants :

	2024	2023
	M€	M€
Pour l'exercice clos le 31 décembre		
Flux nets de trésorerie provenant d'activités d'exploitation	776	2 549
Flux nets de trésorerie provenant d'activités d'investissement	3 358	(9)
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	—	—
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	4 134	2 540

42. Événements postérieurs à la clôture

Après la date de clôture du bilan, la Banque a conclu avec succès la vente de certains actifs et passifs, qui constituaient conjointement CBE, son activité allemande de crédit à la consommation, à BAWAG P.S.K., une filiale en propriété exclusive de BAWAG Group AG.

43. Approbation des états financiers

Le Conseil d'administration a arrêté les comptes au 13 mars 2025.